DONNÉES
2016

ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES ET ÉLECTRONIQUES

RAPPORT ANNUEL

ADEME

Agence de l'Environnement
et de la Maîtrise de l'Énergie

CITATION DE CE RAPPORT

Deloitte Développement Durable, Alice DEPROUW, Marion JOVER, Sarah CHOUVENC. ADEME, Erwann FANGEAT. Octobre 2017. Rapport Annuel du registre des déchets d'équipements électriques et électroniques. 132 pages.

Cet ouvrage est disponible en ligne www.ademe.fr/mediatheque

Ce document est diffusé par l'ADEME

20, avenue du Grésillé

BP 90406 | 49004 Angers Cedex 01

Numéro de contrat : 1402C0024

Étude réalisée par Deloitte Développement Durable pour ce projet financé par l'ADEME

Coordination technique - ADEME : FANGEAT Erwann

Direction Économie Circulaire et Déchets / Service Produits et Efficacité Matière

Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite selon le Code de la propriété intellectuelle (art. L 122-4) et constitue une contrefaçon réprimée par le Code pénal. Seules sont autorisées (art. 122-5) les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé de copiste et non destinées à une utilisation collective, ainsi que les analyses et courtes citations justifiées par le caractère critique, pédagogique ou d'information de l'œuvre à laquelle elles sont incorporées, sous réserve, toutefois, du respect des dispositions des articles L 122-10 à L 122-12 du même Code, relatives à la reproduction par reprographie.

SOMMAIRE

PRÉAMBULE	9
1. Contexte réglementaire	10
1.1. Cadre réglementaire européen.....	10
1.2. Cadre réglementaire français.....	11
1.2.1. <i>Distinction EEE ménager / professionnel.....</i>	11
1.2.2. <i>Classement par catégorie d'équipements et objectifs de valorisation .....</i>	11
1.2.3. <i>Les producteurs .....</i>	14
1.2.4. <i>Les distributeurs.....</i>	15
1.2.5. <i>Les opérateurs de gestion des déchets .....</i>	15
1.2.6. <i>La contribution visible.....</i>	16
1.2.7. <i>Le Registre DEEE.....</i>	16
2. Organisation de la filière	18
2.1. Filière des DEEE ménagers.....	18
2.1.1. <i>Les éco-organismes.....</i>	18
2.1.2. <i>La collecte.....</i>	20
2.2. Filière des DEEE professionnels	22
2.2.1. <i>Les éco-organismes.....</i>	22
2.2.2. <i>Organisation des flux physiques et financiers de la filière.....</i>	23
2.3. Traitement.....	24
2.3.1. <i>Les cinq types de traitement .....</i>	24
2.3.2. <i>Les principales étapes du traitement des DEEE .....</i>	24
2.3.3. <i>Les acteurs du traitement des DEEE .....</i>	32
3. Données déclarées en 2016	34
3.1. Mise sur le marché.....	34
3.1.1. <i>Données globales .....</i>	34
3.1.2. <i>Équipements ménagers .....</i>	38
3.1.3. <i>Équipements professionnels.....</i>	43
3.2. Collecte	47
3.2.1. <i>Données globales .....</i>	47
3.2.2. <i>Collecte des déchets d'équipements ménagers.....</i>	50
3.2.3. <i>Collecte des déchets d'équipements professionnels .....</i>	57
3.3. Traitement.....	63
3.3.1. <i>Données globales .....</i>	63
3.3.2. <i>Traitement des déchets d'équipements ménagers .....</i>	66
3.3.3. <i>Traitement des déchets d'équipements professionnels .....</i>	69
3.3.4. <i>Objectifs réglementaires de recyclage et de valorisation .....</i>	73
4. État des lieux dans les DROM-COM	75
4.1. <i>Historique de la mise en place des filières et spécificités.....</i>	75
4.2. <i>Résultats obtenus pour la filière des DEEE ménagers .....</i>	76
5. Comparaisons à l'échelle européenne.....	78
6. Perspectives	79
ANNEXES	81
ANNEXE I Présentation du Registre DEEE	81
ANNEXE II Fiabilité des données du Registre DEEE et contrôles.....	82

ANNEXE III	Complétude des données du Registre DEEE et nombre de déclarants	83
III.1	Complétude des données.....	83
III.2	Nombre de producteurs présents sur le registre	84
III.3	Nombre de déclarants par type de déclaration.....	84
ANNEXE IV	Données concernant les éco-organismes ménagers	85
IV.1	Évolution du nombre d'adhérents aux éco-organismes ménagers.....	85
IV.2	Barèmes des éco-contributions et critères d'éco-modulation	85
IV.3	Bilan sur les éco-participations	93
ANNEXE V	Tableaux de données et données complémentaires	94
V.1	Quantités mises sur le marché	95
V.1.1.	<i>Comparaisons pluriannuelles.....</i>	95
V.1.2.	<i>Répartition des équipements par statut de producteur.....</i>	100
V.1.3.	<i>Répartition par catégorie d'équipement et codes douaniers SH4 .....</i>	101
V.1.4.	<i>Parts de marché des éco-organismes.....</i>	106
V.2	Collecte	108
V.2.1.	<i>Comparaison pluriannuelle de la collecte par catégorie.....</i>	108
V.2.2.	<i>Collecte d'équipements ménagers.....</i>	109
V.2.3.	<i>Collecte d'équipements professionnels.....</i>	121
V.3	Traitement.....	123
V.3.1.	<i>Comparaison pluriannuelle du traitement par catégorie.....</i>	123
V.3.2.	<i>Composition des DEEE ménagers (campagne de caractérisation des Eco-organismes).....</i>	124
V.3.3.	<i>Répartition par mode de traitement et par catégorie (DEEE ménagers et professionnels).....</i>	124
V.3.4.	<i>Produits spécifiques issus du traitement des DEEE ménagers et professionnels.....</i>	124
V.3.5.	<i>Traitement d'équipements ménagers.....</i>	125
V.3.6.	<i>Traitement d'équipements professionnels.....</i>	127
V.3.7.	<i>Taux de valorisation.....</i>	130

TABLE DES FIGURES

Figure 1 : Articulation des réglementations européennes et françaises	10
Figure 2 : Organisation des flux physiques de la filière DEEE ménager	20
Figure 3 : Schéma du cycle des DEEE (source Eco-Systèmes)	21
Figure 4 : Schéma explicatif du devenir des DEEE (source Eco-systèmes)	21
Figure 5 : Organisation des flux financiers de la filière DEEE ménager	22
Figure 6 : Schémas illustratifs des différents flux physiques et financiers des DEEE professionnels	23
Figure 7 : Schématisation des étapes du traitement des DEEE (source Ecologic)	25
Figure 8 : Cartes électroniques extraites des DEEE pendant le traitement (Crédit Deloitte)	25
Figure 9 : Coques plastiques de télévisions avant broyage (Crédit Deloitte)	25
Figure 10 : Fraction métallique issue du recyclage des DEEE (Crédit ADEME)	25
Figure 11 : Composition des lampes	26
Figure 12 : Exemple de processus de traitement des GEM Froid	27
Figure 13 : Stockage, broyage et matières issues du recyclage du flux GEM Froid (crédit Deloitte)	28
Figure 14 : Composition actuelle du flux écran	28
Figure 15 : Vue de coupe d'un téléviseur cathodique	28
Figure 16 : Composition d'un panneau photovoltaïque (systemessolaires.fr/panneaux-photovoltaïques)	29
Figure 17 : Panneaux photovoltaïques en fin de vie (© PV CYCLE)	29
Figure 18 : Panneau photovoltaïque broyé (© PV CYCLE)	30
Figure 19 : Fragments de silicium (© PV CYCLE)	30
Figure 20 : Carte électronique	31
Figure 21 : Évolution du nombre d'équipements mis sur le marché entre 2006 et 2016	35
Figure 22 : Évolution du tonnage d'équipements mis sur le marché entre 2006 et 2016	35
Figure 23 : Répartition du nombre d'équipements mis sur le marché, par catégorie et par année	36
Figure 24 : Répartition du tonnage d'équipements mis sur le marché, par catégorie et par année	37
Figure 25 : Évolution du nombre d'équipements ménagers mis sur le marché entre 2006 et 2016	39
Figure 26 : Évolution des tonnages d'équipements ménagers mis sur le marché entre 2006 et 2016	39
Figure 27 : Répartition du nombre d'équipements ménagers mis sur le marché, par catégorie et par année	40
Figure 28 : Répartition des tonnages d'équipements ménagers mis sur le marché, par catégorie et par année	40
Figure 29 : Répartition des tonnages d'équipements ménagers mis sur le marché par catégorie et sous-catégorie en 2016	41
Figure 30 : Répartition des tonnages d'équipements ménagers mis sur le marché en 2016 par statut de producteur	42
Figure 31 : Parts de marché des éco-organismes pour 2016	42
Figure 32 : Évolution du nombre d'équipements professionnels mis sur le marché entre 2006 et 2016	44
Figure 33 : Évolution des tonnages d'équipements professionnels mis sur le marché entre 2006 et 2016	44
Figure 34 : Répartition du nombre d'équipements professionnels mis sur le marché, par catégorie et par année	44
Figure 35 : Répartition des tonnages d'équipements professionnels mis sur le marché, par catégorie et par année	45
Figure 36 : Répartition des tonnages d'équipements professionnels mis sur le marché en 2016 par statut de producteur	45
Figure 37 : Répartition des tonnages d'équipements professionnels mis sur le marché en 2016 par organisation	46

Figure 38 : Répartition des tonnages d'équipements professionnels mis sur le marché en 2016 par catégorie et par organisation	46
Figure 39 : Évolution du tonnage total de DEEE collectés entre 2006 et 2016	47
Figure 40 : Répartition du tonnage total de DEEE collectés, par catégorie et par année	49
Figure 41 : Évolution des tonnages de DEEE ménagers collectés par flux entre 2006 et 2016	50
Figure 42 : Répartition des tonnages de DEEE ménagers collectés en 2016 par type de point de collecte	54
Figure 43 : Population française couverte par une collecte des DEEE	54
Figure 44 : Répartition des tonnages de DEEE ménagers collectés en 2016 par éco-organisme	55
Figure 45 : Performances de collecte des DEEE en 2016 (en kg/hab.)	56
Figure 46 : Évolution des tonnages de DEEE professionnels collectés entre 2006 et 2016	58
Figure 47 : Répartition des tonnages de DEEE professionnels collectés, par catégorie et par année	59
Figure 48 : Répartition des tonnages de DEEE professionnels collectés en 2016 par catégorie d'équipements	59
Figure 49 : Parts de collecte des éco-organismes et systèmes individuels pour 2016. Pourcentage des tonnages collectés, par catégorie d'équipement	60
Figure 50 : DEEE professionnels collectés par les éco-organismes en 2016, par catégorie	60
Figure 51 : Tonnages déclarés par les éco-organismes par origine de collecte	61
Figure 52 : Tonnages d'EEE usagés exportés pour réemploi hors de France par catégorie et par origine	62
Figure 53 : Évolution du tonnage total de DEEE traités entre 2006 et 2016	63
Figure 54 : Répartition du tonnage total de DEEE traités, par catégorie et par année	64
Figure 55 : Répartition des tonnages traités en 2016 par mode de traitement	65
Figure 56 : Répartition des tonnages de produits spécifiques issus du traitement des DEEE en 2016	66
Figure 57 : Répartition des tonnages de DEEE ménagers traités en 2016, par flux de collecte	66
Figure 58 : Répartition des tonnages de DEEE ménagers traités en 2016 par pays où a lieu le traitement	67
Figure 59 : Répartition des tonnages de DEEE ménagers traités en 2016 par mode de traitement	67
Figure 60 : Évolution des quantités confiées en vue du réemploi et réellement réemployées entre 2007 et 2016 (source : Indicateurs de suivi de la filière DEEE ménagers – ADEME)	68
Figure 61 : Composition des DEEE	68
Figure 62 : Répartition des tonnages de produits issus du traitement des DEEE ménagers en 2016	69
Figure 63 : Répartition des tonnages de DEEE professionnels traités en 2016 par catégorie d'équipements	70
Figure 64 : Répartition des tonnages de DEEE professionnels traités en 2016 par mode de traitement	71
Figure 65 : Répartition des tonnages de DEEE professionnels traités en 2016 par pays où a lieu le traitement	71
Figure 66 : Répartition du tonnage d'EEE usagés exportés pour réemploi hors de France, par catégorie	72
Figure 67 : Répartition des tonnages de produits issus du traitement des DEEE professionnels en 2016	72
Figure 68 : Taux de réutilisation et recyclage comparés aux objectifs réglementaires par catégorie d'équipement	73
Figure 69 : Taux de valorisation comparés aux objectifs réglementaires par catégorie d'équipement	73
Figure 70 : Évolution des tonnages collectés dans les DROM-COM depuis 2009	76
Figure 71 : Répartition des tonnages collectés dans chaque DROM-COM par origine de collecte	77
Figure 72 : Répartition des tonnages collectés dans chaque DROM-COM par flux de collecte	77
Figure 73 : Évolution des montants des contributions perçues par les éco-organismes en k€ (source : recueil des indicateurs de la filière DEEE ménager)	93

TABLE DES TABLEAUX

<i>Tableau 1 : Déclarations à réaliser au Registre DEEE selon le statut d'équipement et le type d'organisation.</i>	17
<i>Tableau 2 : Les éco-organismes agréés pour la collecte et le traitement des DEEE ménagers</i>	18
<i>Tableau 3 : Les 6 flux de collecte des DEEE ménagers</i>	20
<i>Tableau 4 : Les éco-organismes agréés pour la collecte et le traitement des DEEE professionnels</i>	22
<i>Tableau 5 : Les 5 types de traitement des DEEE</i>	24
<i>Tableau 6 : Installations et sites de traitement des DEEE ménagers par type de flux traité en 2016 (hors réemploi)</i>	32
<i>Tableau 7 : Installations et sites de traitement des DEEE professionnels par catégorie traitée en 2016 (hors réemploi)</i>	33
<i>Tableau 8 : Taux de collecte 2016 par flux</i>	56
<i>Tableau 9 : Objectif de collecte par année (en % de la moyenne des quantités mises sur le marché les trois dernières années)</i>	57
<i>Tableau 10 : Atteinte des objectifs de collecte par les départements et régions</i>	57
<i>Tableau 11 : Précisions relatives à la fiabilité des données déclarées au Registre DEEE</i>	82
<i>Tableau 12 : Nombre de déclarants par type de déclaration</i>	84
<i>Tableau 13 : Évolution du nombre d'adhérents aux éco-organismes ménager</i>	85
<i>Tableau 14 : Critères et amplitude des modulations de l'éco-participation</i>	86

TABLE DES FOCUS

<i>Focus 1 : Organisation de la filière des panneaux photovoltaïques</i>	18
<i>Focus 2 : Traitement des lampes</i>	26
<i>Focus 3 : Traitement des GEM Froid</i>	27
<i>Focus 4 : Traitement des écrans</i>	28
<i>Focus 5 : Traitement des panneaux photovoltaïques</i>	29
<i>Focus 6 : Traitement des cartes électroniques</i>	31
<i>Focus 7 : Éco-conception des équipements électriques et électroniques</i>	38
<i>Focus 8 : Développement de la collecte</i>	51
<i>Focus 9 : Premiers résultats de collecte sur la filière des panneaux photovoltaïques</i>	52
<i>Focus 10 : Collecte des téléphones portables</i>	52
<i>Focus 11 : Calcul du taux de collecte des DEEE ménagers</i>	57

PRÉAMBULE

Le présent rapport dresse un état des lieux de la **filière des DEEE en France en 2016** sur la base des éléments recueillis via le Registre DEEE mis en place et géré par l'ADEME, durant la période de déclaration ayant eu lieu du 1^{er} février au 31 mars 2017, complétés de données provenant de la littérature et des acteurs de la filière.

Un Équipement Électrique et Électronique (EEE) est un équipement fonctionnant grâce à un courant électrique ou à un champ électromagnétique, ou un équipement de production, de transfert ou de mesure de ces courants et champs, conçu pour être utilisé à une tension ne dépassant pas 1 000 volts en courant alternatif et 1 500 volts en courant continu. Ce terme regroupe donc un grand nombre d'appareils aux dimensions et poids très variés : machine à laver, téléphone portable, télévision, perceuse, distributeur automatique, thermomètre électronique, lampe, outil d'analyse, etc.

À la suite de la transposition en droit français, le 20 juillet 2005, de la directive européenne 2002/96/CE du 27 janvier 2003 relative aux DEEE, la filière française de collecte et de traitement des DEEE a officiellement vu le jour le 13 août 2005 pour les déchets d'équipements professionnels, et le 15 novembre 2006 pour les déchets d'équipements ménagers (15 novembre 2007 pour les départements d'outre-mer).

Un site internet unique nommé SYDEREP (SYstème DÉclaratif des filières REP : www.syderep.ademe.fr) a ouvert en 2014 et rassemble tous les Registres et Observatoires des filières Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE), Piles et Accumulateurs, Gaz fluorés (GF), Pneumatiques Usagés (PU), Véhicules Hors d'Usage (VHU) et Déchets d'Éléments d'Ameublement (DEA).

Les objectifs du Registre DEEE sont le recensement des producteurs sur le territoire français et la compilation des déclarations annuelles des producteurs : la réglementation française leur impose de déclarer annuellement au Registre les quantités d'équipements électriques et électroniques mises sur le marché, collectées et traitées. À partir de l'analyse de ces données, l'ADEME publie un rapport annuel permettant le suivi de la filière des DEEE en France.

Ce document constitue la onzième édition d'un rapport édité annuellement par l'ADEME.

Une synthèse de ce rapport est disponible en français et en anglais en téléchargement gratuit sur le site de l'ADEME.

1. CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE

La filière DEEE est réglementée par des textes européens et français réglementant la gestion de ces déchets et l'utilisation de substances dangereuses.

Figure 1 : Articulation des réglementations européennes et françaises

1.1. Cadre réglementaire européen

La directive 2002/96/CE, dite « directive DEEE », et la directive 2002/95/CE, dite « RoHS », fixent le cadre réglementaire européen selon lequel sont organisés, dans chaque État membre, la collecte sélective et le traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques. Ces directives ont subi une refonte en 2012 et 2011 respectivement. La directive 2012/19/UE du parlement et du conseil du 4 juillet 2012 et la directive 2011/65/UE du parlement et du conseil du 8 juin 2011, dite « RoHS II » remplacent les directives initiales.

La réglementation DEEE impose notamment :

- l'éco-conception des DEEE, pour favoriser le réemploi et le traitement des DEEE ;
- la collecte sélective des DEEE, avec des objectifs de collecte progressifs et une obligation de reprise gratuite de l'ancien appareil lors de la vente d'un nouvel appareil similaire ;
- le traitement systématique de certains composants (condensateurs au PCB, cartes de circuits imprimés, lampes à décharge, etc.) et de substances dangereuses (mercure, CFC, etc.) pour prévenir toute pollution ;
- la réutilisation, le recyclage, la valorisation des DEEE collectés, avec des objectifs de recyclage et de valorisation élevés, la priorité devant être donnée à la réutilisation d'appareils entiers.

Par ailleurs, les produits mis sur le marché après le 13 août 2005 doivent être marqués (norme EN 50419), avec l'identification du producteur et le symbole « poubelle barrée ».

Enfin, la Directive DEEE prévoit l'établissement par les États membres d'un registre des producteurs d'EEE, permettant de collecter les données relatives aux équipements mis sur le marché, collectés et traités par année dans chaque État membre. L'EWRN (European Waste Register network) a été fondé pour permettre aux différents registres nationaux d'échanger des informations sur leurs procédures et d'être représentés auprès des institutions européennes. L'association propose ainsi régulièrement à la Commission des mesures pour harmoniser les pratiques des différents États membres, notamment pour l'interprétation du champ d'application de la nouvelle directive.

La directive RoHS fixe quant à elle une liste de substances dont l'utilisation est interdite ou très limitée dans la fabrication des équipements. La plupart des EEE sont concernés par cette liste, les deux réglementations sont donc étroitement liées. La directive 2011/65/UE intègre de nouvelles catégories d'équipement (certains dispositifs médicaux, instruments de contrôle et de surveillance) dans la liste des EEE soumis à la restriction d'utilisation de substances dangereuses.

1.2. Cadre réglementaire français

Le décret français 2014-928, codifié aux articles R. 543-172 à R. 543-206 du Code de l'environnement, transpose la directive 2012/19/UE. Il complète le décret 2005-829 du 20 juillet 2005 transposant la directive 2002/96/CE, et le décret 2012-617 du 2 mai 2012.

Ces décrets apportent des précisions qui sont détaillées dans les paragraphes suivants.

1.2.1. DISTINCTION EEE MENAGER / PROFESSIONNEL

Est considéré comme équipement professionnel un équipement à usage exclusivement professionnel.

Depuis la transposition de la directive 2012/19/UE, sont considérés comme équipements ménagers « les déchets d'équipements électriques et électroniques provenant des ménages, et les déchets d'équipements électriques et électroniques d'origine commerciale, industrielle, institutionnelle et autre qui, en raison de leur nature et de leur quantité, sont similaires à ceux des ménages ». Les déchets provenant d'équipements électriques et électroniques qui sont susceptibles d'être utilisés à la fois par les ménages et par des utilisateurs autres que les ménages sont désormais considérés comme des DEEE ménagers.

1.2.2. CLASSEMENT PAR CATEGORIE D'EQUIPEMENTS ET OBJECTIFS DE VALORISATION

Les EEE, qu'ils soient ménagers ou professionnels, sont classés par catégories définies par la réglementation et doivent être valorisés en fin de vie selon des objectifs minimaux réglementaires définis selon ces catégories.

Depuis 2006, les EEE étaient classés en 10 catégories.

La transposition en droit français de la nouvelle directive DEEE définit deux nouvelles classifications :

- la première, qui comporte 11 catégories et des sous-catégories, est valable jusqu'au 14 août 2018. Les panneaux photovoltaïques, qui constituent cette 11^{ème} catégorie sont inclus dans la réglementation française depuis la transposition de la nouvelle directive.
- à partir du 15 août 2018, 7 catégories, plus proches des flux de collecte, seront à utiliser.

LES 11 CATEGORIES D'EQUIPEMENTS VALABLES A PARTIR DU 1ER JANVIER 2015 ET JUSQU'AU 14 AOUT 2018		LES 7 CATEGORIES D'EQUIPEMENTS VALABLES A PARTIR DU 15 AOUT 2018	
1 1A 1B	Gros appareils ménagers Équipements d'échange thermique Autres gros appareils ménagers	1	Équipement d'échange thermique
2	Petits appareils ménagers	2	Écrans, moniteurs et équipements comprenant des écrans d'une surface supérieure à 100 cm ²
3 3A 3B	Équipements informatiques et de télécommunications Écrans, moniteurs et équipements comprenant des écrans d'une surface supérieure à 100 cm ² , Autres équipements informatiques et de télécommunications	3	Lampes
4 4A 4B	Matériel grand public Écrans, moniteurs et équipements comprenant des écrans d'une surface supérieure à 100 cm ² Autres matériels grand public	4	Gros équipements
5	Matériel d'éclairage	5	Petits équipements
6	Outils électriques et électroniques	6	Petits équipements informatiques et de télécommunications
7	Jouets, équipements de loisirs et de sport	7	Panneaux photovoltaïques
8	Dispositifs médicaux		
9	Instruments de surveillance et de contrôle		
10	Distributeurs automatiques		
11	Panneaux photovoltaïques		

Les nouvelles catégories sont plus proches des flux de collecte, c'est-à-dire qu'elles correspondent davantage aux types de DEEE collectés et traités séparément. Cette nouvelle classification permet de comparer plus facilement les types d'équipements collectés par rapport aux équipements mis sur le marché, qui seront à partir de 2018 classés dans l'une de ces sept catégories.

D'après l'arrêté du 8 octobre 2014 modifiant l'arrêté du 23 novembre 2005 relatif aux modalités de traitement des DEEE, les objectifs de réutilisation et recyclage et de valorisation sont modifiés de la manière suivante :

- les objectifs de réutilisation et recyclage précédemment établis pour les 10 catégories, sont restés valables jusqu'à fin 2015 et les mêmes objectifs que ceux des catégories 3 et 4 ont été attribués à la catégorie 11. Du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2018, les objectifs sont rehaussés de 5 %, sauf pour les lampes à décharges dont l'objectif de recyclage reste à 80 %, et les équipements préparés à la réutilisation sont comptabilisés dans le calcul des DEEE valorisés.

CATEGORIES D'EQUIPEMENT		OBJECTIFS MINIMAUX			
		Réutilisation et recyclage		Valorisation ¹	
		2015	2016 - 2018	2015	2016 - 2018
1	Gros appareils ménagers	75 %	80 %	80 %	85 %
2	Petits appareils ménagers	50 %	55 %	70 %	75 %
3	Équipements informatiques et de télécommunications	65 %	70 %	75 %	80 %
4	Matériel grand public	65 %	70 %	75 %	80 %
5	Matériel d'éclairage	50 %	55 %	70 %	75 %
5a	Lampes à décharge	80 %	80 %	-	-
6	Outils électriques et électroniques	50 %	55 %	70 %	75 %
7	Jouets, équipements de loisirs et de sport	50 %	55 %	70 %	75 %
8	Dispositifs médicaux	50 %	55 %	70 %	75 %
9	Instruments de surveillance et de contrôle	50 %	55 %	70 %	75 %
10	Distributeurs automatiques	75 %	80 %	80 %	85 %
11	Panneaux photovoltaïques	65 %	70 %	75 %	80 %

- À partir de 2019, d'autres objectifs s'appliquent aux 7 catégories.

CATEGORIES D'EQUIPEMENT		OBJECTIFS MINIMAUX	
		VALABLES A PARTIR DE 2019	
		Réutilisation et recyclage	Valorisation ²
1	Équipement d'échange thermique	80 %	85 %
2	Écrans, moniteurs et équipements comprenant des écrans d'une surface supérieure à 100 cm²	70 %	80 %
3	Lampes	80 %	-
4	Gros équipements	80 %	85 %
5	Petits équipements	55 %	75 %
6	Petits équipements informatiques et de télécommunications	70 %	80 %
7	Panneaux photovoltaïques	80 %	85 %

1 Recyclage + valorisation énergétique + réutilisation par pièces + préparation à la réutilisation

2 Recyclage + valorisation énergétique + réutilisation par pièces + préparation à la réutilisation

Le producteur assure **l'organisation et le financement de l'enlèvement et du traitement** des DEEE (voir chapitre 2 « Organisation de la filière »).

Le décret n° 2014-928 du 19 août 2014 a instauré l'obligation pour les producteurs établis en France vendant des EEE par communication à distance directement à des ménages ou à des utilisateurs autres que les ménages dans un autre État membre de l'UE, de désigner un mandataire dans les États membre concernés chargé d'assurer le respect des obligations qui incombent au dit producteur.

Les producteurs (hors vendeurs à distance) implantés dans un autre État membre et exportant en France ont la possibilité de désigner un mandataire.

Le logigramme décisionnel suivant permet d'identifier qui a l'obligation de désigner un mandataire :

Remarque : selon Ecologic, le nombre de producteurs européens (essentiellement des producteurs basés dans un pays de l'UE et mettant sur le marché français des équipements via leur site marchand) a significativement augmenté en 2016 et la tendance se poursuit également en 2017. De plus en plus de producteurs européens mettant sur le marché français par le biais de distributeurs désignent un mandataire européen pour déclarer les équipements à la place des distributeurs français.

1.2.4. LES DISTRIBUTEURS

Le code de l'environnement impose des obligations au distributeur d'EEE ménagers :

- il est tenu de proposer systématiquement et de manière visible la reprise gratuite d'un appareil usagé lors de l'achat d'un produit neuf du même type (obligation dite « reprise un pour un », sur le lieu de vente de l'équipement, ou sur le lieu de la livraison (voir détail dans l'arrêté du 8 octobre 2014 relatif aux conditions de mise en œuvre des obligations de reprise par les distributeurs des EEE usagés) ;
- au-delà d'une surface de vente consacrée aux EEE supérieure à 400 m², il est tenu de reprendre gratuitement les équipements dont toutes les dimensions sont inférieures à 25 cm sans obligation d'achat (reprise dite « un pour zéro ») ;
- il doit informer les acheteurs de l'obligation de ne pas jeter les DEEE avec les déchets ménagers, des systèmes de collecte mis à leur disposition, et des effets potentiels des substances dangereuses présentes dans les EEE sur l'environnement et la santé humaine.

1.2.5. LES OPERATEURS DE GESTION DES DECHETS

Les opérateurs de gestion des déchets (opérateurs de collecte, transit, regroupement ou traitement) ont pour mission d'éliminer les DEEE collectés en réduisant au maximum l'impact environnemental de leurs opérations

et en maximisant le réemploi. D'après le décret **2016-288 du 10 mars 2016**, un **opérateur de gestion des déchets peut gérer des déchets d'équipements électriques électroniques uniquement s'il a contractualisé avec un éco-organisme agréé, avec un producteur ayant mis en place un système individuel ou avec un opérateur de traitement en contrat avec un éco-organisme ou un système individuel. Ce dernier cas concerne les opérateurs de collecte, transit ou regroupement qui remettent des déchets à un opérateur de traitement. Ce dernier se doit alors de fournir un justificatif de l'existence d'un tel contrat à l'opérateur lui ayant remis les déchets. Par opérateur de transit ou regroupement on entend un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant. Un opérateur de transit ne réalise aucun procédé de déconditionnement et reconditionnement pour constituer des lots de tailles plus importantes, contrairement à un opérateur de regroupement.**

En cas de non-conformité, l'opérateur de gestion des déchets concerné pourra être avisé des faits qui lui sont reprochés par le préfet du département et sera susceptible de payer une amende administrative.

1.2.6. LA CONTRIBUTION VISIBLE

Les **producteurs** d'équipements ménagers ainsi que les **distributeurs** sont tenus d'informer les acheteurs du coût de l'élimination des DEEE en indiquant, sur la facture de vente, le montant de l'éco-contribution (dite aussi éco-participation) perçue lors de la vente. Ce montant varie selon l'équipement considéré et l'éco-organisme auquel le producteur adhère. Cet affichage est prévu jusqu'au 1^{er} janvier 2020. Depuis juillet 2010, l'éco-participation versée à l'éco-organisme est modulée selon des critères d'éco-conception. Celle-ci est majorée si les produits ne respectent pas certains critères liés à la durée de vie du produit, à la recyclabilité ou encore à la présence de composants polluants.

Les barèmes actuels des éco-contributions utilisés par les éco-organismes sont indiqués en annexe IV.2.

1.2.7. LE REGISTRE DEEE

Les **producteurs** d'EEE, ou les **éco-organismes** agissant pour leur compte, doivent déclarer annuellement au Registre, tenu par l'ADEME :

- les quantités d'EEE **mises sur le marché** national,
- les quantités de DEEE **collectées** en France, puis **traitées**, en France ou à l'étranger, par site de traitement, ainsi que les quantités de certains composants ou substances spécifiques issus du traitement de ces déchets.

Par ailleurs, le décret 2016-288 du 10 mars 2016 impose aux opérateurs de gestion des déchets prenant en charge les DEEE provenant de détenteurs, de contractualiser avec les éco-organismes, les producteurs ayant mis en place un système individuel ou les opérateurs de traitement sous contrat avec un éco-organisme ou un système individuel (voir 1.2.5). Ainsi, depuis la période de déclaration 2017 relative aux données 2016, les éco-organismes et producteurs ayant mis en place un système individuel peuvent déclarer ces tonnages dans leurs déclarations de collecte et traitement professionnels (par pays et par site).

De la même façon, les quantités d'EEE usagés enlevés et réemployés hors de France peuvent également être déclarés dans la déclaration de collecte.

Plus précisément, les types de déclaration à effectuer diffèrent selon le statut d'EEE et le type d'organisation de collecte et de traitement choisi (voir description des organisations possibles dans la partie 2 « Organisation de la filière »).

Tableau 1 : Déclarations à réaliser au Registre DEEE selon le statut d'équipement et le type d'organisation.

TYPE DE DECLARATION	EEE MENAGERS		EEE PROFESSIONNELS	
	ÉCO-ORGANISME	SYSTEME INDIVIDUEL APPROUVE	ÉCO-ORGANISME	SYSTEME INDIVIDUEL
Mise sur le marché				
Quantités d'EEE mis sur le marché	X	X	X	X
Collecte				
Tonnage par département, par nature du point de collecte et par flux de collecte	X	X		
Tonnage par catégorie d'équipement (DEEE collectés, EEE usagés enlevés et réemployés hors de France, DEEE en provenance des détenteurs)			X	X
Traitement				
Tonnage par flux, nature et pays du traitement	X	X		
Tonnage par catégorie d'équipement, nature et pays du traitement			X	X
Tonnage par catégorie d'équipement, nature et site de traitement	X	X	X	X
Tonnage en provenance des détenteurs par catégorie d'équipement, nature et pays du traitement			X	X
Tonnage en provenance des détenteurs par catégorie d'équipement, nature et site de traitement			X	X
Tonnage de produits spécifiques issus du traitement	X	X	X	X

Le Registre DEEE et cinq autres Registres et Observatoires (Gaz fluorés, Piles et Accumulateurs, Pneus, Véhicules Hors d'Usage et Déchets d'Éléments d'Ameublement) sont accessibles sur Internet via une plateforme commune, à l'adresse suivante : <https://www.syderep.ademe.fr>

En 0 est présenté l'ensemble des données issues des déclarations au Registre DEEE. En ANNEXE II sont présentés les contrôles de cohérence effectués sur ces déclarations et l'ANNEXE III décrit la complétude des données du Registre.

2. ORGANISATION DE LA FILIÈRE

L'organisation de la filière DEEE est différente suivant qu'il s'agisse de DEEE ménagers ou professionnels.

2.1. Filière des DEEE ménagers

Les producteurs d'équipements ménagers (ou assimilés ménagers) ont deux possibilités d'organisation pour être en conformité avec le décret :

- mettre en place et faire approuver un système individuel de collecte et de traitement (aujourd'hui aucun système individuel n'est approuvé) ;
- adhérer à un éco-organisme agréé pour la collecte et le traitement des équipements ménagers (qui traite de manière collective les déchets de multiples producteurs).

2.1.1. LES ECO-ORGANISMES

Au 1^{er} janvier 2017, 4 éco-organismes sont agréés pour la collecte et le traitement des DEEE ménagers.

Tableau 2 : Les éco-organismes agréés pour la collecte et le traitement des DEEE ménagers

CATEGORIES D'AGREMENT	NOM	SITE INTERNET
Tous DEEE hors catégorie 5 et 11	 La 2 ^e vie des déchets électriques	www.ecologic-france.com
	 Le plus simple, c'est de recycler.	www.eco-systemes.fr
DEEE de la catégorie 5 (lampes)	 engagés pour un recyclage responsable	www.recylum.com
DEEE de la catégorie 11 (panneaux photovoltaïques)		www.pvcycle.org

Les éco-organismes ont fondé en 2006 l'OCAD3E, organisme coordonnateur agréé en charge de la gestion des relations entre les éco-organismes et les collectivités territoriales, en charge de la collecte des DEEE auprès des ménages.

Focus 1 : Organisation de la filière des panneaux photovoltaïques

Les panneaux photovoltaïques sont inclus dans le champ d'application depuis la transposition de la Directive 2012/19/UE. Ils sont considérés comme des EEE ménagers et l'éco-organisme PV CYCLE France a été agréé le 1^{er} janvier 2015 pour leur collecte et traitement. Sa gouvernance est assurée par les acteurs de la filière photovoltaïque française.

Nombre de producteurs

À la fin de la période de déclaration de 2017 relative aux données 2016, soit la deuxième année de déclaration de PV CYCLE France, 187 producteurs de panneaux photovoltaïques étaient enregistrés au Registre en tant qu'adhérents de PV CYCLE France (contre 133 en 2016).

Ils sont responsables de 99 % des volumes de panneaux photovoltaïques mis sur le marché en 2016 (calculé par rapport aux panneaux raccordés au réseau électrique), ce qui fait de la France le pays avec le plus haut taux de conformité pour ce type d'équipement en Europe³. Ce chiffre est en hausse par rapport à la première année de lancement de la filière.

Mise sur le marché

2,9 millions de panneaux photovoltaïques ont été déclarés mis sur le marché en 2016, ce qui est en faible augmentation par rapport aux mises en marché de 2015 (2,8 millions). Cette stagnation avait été anticipée par PV CYCLE France, le marché des panneaux photovoltaïques étant fortement dépendant des politiques publiques énergétiques et des appels d'offre qui en découlent. Le marché devrait repartir à la hausse durant l'année 2017.

Les panneaux photovoltaïques sont considérés comme ménagers (conformément au décret 2014-928^[1]), et la majorité des détenteurs sont des ménages. Néanmoins l'achat par les particuliers ne représente que 10 % des mises sur le marché. La majorité des équipements est détenue par des professionnels (entreprises privées, établissements publics).

Les panneaux photovoltaïques majoritairement mis sur le marché sont des panneaux avec cellules en silicium mono et polycristallin (90 %). Les cellules en couches minces représentent environ 10 % de part de marché. La taille moyenne des panneaux, et donc leur poids, a tendance à augmenter.

Éco-conception

Les panneaux photovoltaïques sont des équipements que les producteurs ont intérêt à éco-concevoir puisque leurs cellules contiennent des métaux rares et donc coûteux pour les fabricants, dans un contexte économique international très concurrentiel.

Par ailleurs, il s'agit d'un poste de dépense rationnel pour les ménages, pour lequel les caractéristiques techniques et notamment la durée de vie sont importantes puisqu'il s'agit d'un investissement. C'est donc un marché sur lequel il n'y a pas de surconsommation par rapport à d'autres catégories d'équipements tels que les téléphones portables par exemple.

Du fait de ces contraintes, les panneaux sont donc « naturellement » écoconçus pour utiliser le moins de métaux rares possible tout en assurant un rendement maximal. Par exemple, la technologie française NICE⁴ permet de faire des modules sous vide, sans polymère, mais qui coûtent plus cher à produire et qui sont donc vendus en petites quantités et ne peuvent pas être collectées séparément une fois arrivées en fin de vie. Le bénéfice environnemental de ce type de technologies n'est donc pas encore prouvé, par rapport à l'allongement de la durée de vie des panneaux photovoltaïques classiques.

Un écolabel européen pour les panneaux photovoltaïques est également en cours de création, pour faciliter l'identification des équipements de bonne qualité. Ce projet est porté par l'ADEME et le CEA (Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives), et s'inscrit sur le temps long puisqu'un référentiel technique doit être rédigé avant de pouvoir labelliser les premiers produits.

Évolution du marché français

Les panneaux photovoltaïques ont commencé à être installés en quantité significative depuis 2010 en France. En considérant qu'ils ont une durée de vie de 20 à 25 ans, PV CYCLE France estime que la vitesse de croisière de quantité collectée sera atteinte vers 2030, avec 50 000 tonnes collectées par an. La principale évolution technologique attendue dans les années à venir est une amélioration du rendement des technologies existantes. Même si une rupture technologique intervient à moyen terme, les panneaux à collecter et à traiter resteront donc majoritairement les cristallins dans les années à venir.

En France, cette jeune filière fonctionne déjà bien puisque la majeure partie des producteurs est en conformité et que le taux de recyclage est le plus haut parmi toutes les catégories d'équipements. Elle a un enjeu à être exemplaire (conception, traitement) pour être en cohérence avec le fait de vendre une énergie verte.

Pour plus d'informations, consulter www.pvcycle.fr.

³ http://www.pvcycle.org/wp-content/uploads/2017/07/20170719_RAA-2016-1.pdf

^[1] <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000029387124&categorieLien=id>

⁴ New Industrial Cells Encapsulation.

2.1.2. LA COLLECTE

La collecte des équipements ménagers organisée par les différents éco-organismes s'effectue selon six flux.

Tableau 3 : Les 6 flux de collecte des DEEE ménagers

LES 6 FLUX DE COLLECTE DE DECHETS D'EQUIPEMENTS MENAGERS
GEM Froid (GEM F) - Gros électroménager froid
GEM Hors Froid (GEM HF) - Gros électroménager hors froid
Écrans
PAM - Petits appareils en mélange
Lampes
Panneaux photovoltaïques

Les déchets d'équipements ménagers sont actuellement collectés auprès :

- des collectivités locales qui ont mis en place la collecte séparée (déchèterie, collecte de proximité) et signé un contrat de reprise avec l'OCAD3E afin de bénéficier d'une indemnisation des coûts supportés pour cette collecte. Fin 2016, 65,5 millions d'habitants étaient ainsi desservis par une collecte sélective de DEEE, notamment via plus de 4 800 déchèteries ;
- des distributeurs (en reprise « un pour un » ou « un pour zéro » au magasin ou éventuellement à la livraison : un équipement usagé repris pour un acheté du même type ou collecte sans achat pour les petits équipements). Fin 2016, près de 22 500 points de collecte « distributeurs » étaient susceptibles de recevoir des DEEE, et plus de 16 700 des lampes ;
- des acteurs de l'économie sociale et solidaire en charge du réemploi : associations, entreprises d'insertion, etc. (environ 300 points de collecte fin 2016).
- de nouveaux canaux de collecte développés par les éco-organismes (entreprises, acteurs du recyclage, etc.) pour atteindre les objectifs de collecte ambitieux à atteindre (environ 4 500 points de collecte fin 2016).

► L'organisation des flux physiques de la filière

Figure 2 : Organisation des flux physiques de la filière DEEE ménager

La circulation des **flux physiques** de DEEE ménagers s'organisait historiquement autour de trois types de points de collecte (collectivités locales, distributeurs et acteurs de l'économie sociale et solidaire). D'autres canaux de collecte ont été déployés par les éco-organismes et représentent désormais le troisième canal de collecte principal, avant les acteurs de l'ESS. Contrairement aux canaux historique, le canal « autre » représente principalement la collecte en entreprise de DEEE nouvellement considérés comme ménagers (« assimilé ménager »).

L'objectif de cette organisation est de pouvoir diriger les flux vers les installations de recyclage capables de transformer les DEEE en matières premières de recyclage utilisables dans l'industrie, pour produire de nouveaux produits.

L'éco-organisme Eco-systèmes propose sur son site internet un schéma animé, repris ci-contre, qui résume de manière visuelle ce cycle parcouru par les DEEE⁵.

Figure 3 : Schéma du cycle des DEEE (source Eco-Systèmes)

Les particuliers ont donc trois possibilités pour orienter les DEEE ménagers dans la filière adéquate, comme l'illustre le schéma créé par l'éco-organisme Eco-systèmes⁶ pour expliquer le devenir d'un DEEE une fois celui-ci déposé dans un des points de collecte.

À noter, les éco-organismes DEEE ont mis en place des partenariats avec les éco-organismes de la filière des piles et accumulateurs pour mutualiser certains de leur service, comme le suivi des distributeurs partenaires et la collecte de déchets auprès de leurs points de collecte. Les éco-organismes DEEE collaborent également entre eux, notamment dans le cadre d'actions de communication (ex : événement des DEE glingués).

Figure 4 : Schéma explicatif du devenir des DEEE (source Eco-systèmes)

► Organisation des flux financiers de la filière

Les éco-organismes jouent un rôle central dans l'organisation des **flux financiers** de la filière des DEEE ménagers et assimilés. Les ménages ou professionnels acquérant des équipements ménagers sont également impliqués dans le financement de la filière par le biais de l'éco-participation (ou contribution visible), payée au moment de l'achat d'un équipement. Cette contribution a été mise en place pour permettre le traitement des équipements mis sur le marché avant la création de la filière (15 août 2005) et pour lesquels les producteurs ne sont pas responsables.

⁵ www.eco-systemes.fr/swf/eco_systeme_citoyens.html

⁶ <http://www.eco-systemes.fr/catalogue/produit/affiche-itineraire-DEEE-distr>

Figure 5 : Organisation des flux financiers de la filière DEEE ménager

2.2. Filière des DEEE professionnels

Les détenteurs d'EEE professionnels mis sur le marché avant le 13/08/2005 sont responsables de la fin de vie de ces équipements, sauf en cas de remplacement par un nouvel équipement équivalent (reprise de l'ancien équipement par le fournisseur).

S'agissant des équipements professionnels mis sur le marché depuis le 13/08/2005 ou d'équipements plus anciens repris dans le cadre d'un remplacement, les producteurs sont responsables de leur fin de vie et disposent depuis août 2014 de deux possibilités d'organisation.

- mettre en place un **système individuel de collecte et de traitement** (sans nécessité d'approbation, contrairement au secteur ménager). Depuis 2012, les systèmes individuels professionnels doivent fournir une attestation de conformité réglementaire annuellement pendant la période de déclaration, qui consiste en un engagement du producteur à s'acquitter de ses obligations, lors de sa déclaration au Registre DEEE.
- adhérer à un **éco-organisme agréé** pour la collecte et le traitement de ces équipements. En 2017, 3 éco-organismes sont agréés pour la filière des DEEE professionnels (voir ci-dessous).

La possibilité de déléguer à l'utilisateur final de l'équipement la gestion de la fin de vie de celui-ci a été supprimée par **le décret 2014-928 de transposition de la directive 2012/19/UE (art. 5)**.

2.2.1. LES ECO-ORGANISMES

Au 1^{er} janvier 2017, 3 éco-organismes sont agréés pour la filière des DEEE professionnels. Eco-systèmes, Ecologic et Récyllum sont chacun habilités à prendre en charge la collecte et le traitement de certaines catégories d'équipements professionnels. L'ensemble des catégories sont maintenant couvertes par au moins un éco-organisme.

Tableau 4 : Les éco-organismes agréés pour la collecte et le traitement des DEEE professionnels

CATEGORIES D'AGREMENT	NOM	SITE INTERNET
DEEE des catégories 1, 2, 3, 4, 6, 7 et 10		www.ecologic-france.com
DEEE des catégories 1, 2, 6, 9 et 10		www.eco-systemes.fr
DEEE des catégories 5, 6, 8 et 9		www.recyllum.com

2.2.2. ORGANISATION DES FLUX PHYSIQUES ET FINANCIERS DE LA FILIERE

Les diagrammes ci-après décrivent les flux physiques et financiers de la filière des DEEE professionnels, par type d'organisation.

Cas n°1 : Mise en place d'un système individuel

Les producteurs sont au centre du dispositif et organisent et financent le système.

Cas n°2 : Adhésion à un éco-organisme

Les producteurs délèguent leurs obligations aux éco-organismes qui se chargent de l'organisation de la gestion des DEEE.

Cas n°3 : Cas des DEEE historiques (mis sur le marché avant le 15 août 2005)

Pour les DEEE mis sur le marché avant l'entrée en vigueur de la responsabilité des producteurs, les utilisateurs restent responsables de la gestion de leurs DEEE.

Figure 6 : Schémas illustratifs des différents flux physiques et financiers des DEEE professionnels

2.3. Traitement

2.3.1. LES CINQ TYPES DE TRAITEMENT

On distingue cinq types de traitement des DEEE classés ci-dessous par ordre de priorité défini par la réglementation.

Tableau 5 : Les 5 types de traitement des DEEE

INTITULE	TYPE DE TRAITEMENT
Préparation à la réutilisation	Réutilisation de l'équipement entier
Réutilisation de pièces	Réutilisation de pièces ou sous-ensembles de l'équipement
Recyclage matière	Recyclage de la matière
Valorisation énergétique	Incinération avec récupération d'énergie
Élimination	Élimination sans valorisation (mise en décharge, incinération sans récupération d'énergie)

2.3.2. LES PRINCIPALES ETAPES DU TRAITEMENT DES DEEE

À leur arrivée dans un centre de traitement, les DEEE subissent différentes opérations. Ces étapes varient en fonction des flux à traiter et des procédés de recyclage mis en place par les opérateurs. Le traitement se déroule généralement en six grandes étapes, illustrées par les images ci-dessous, extraite d'un film de sensibilisation réalisé par l'éco-organisme Ecologic⁷ :

- le démantèlement (séparation de différents composants) et la dépollution (extraction des substances polluantes)
- le broyage des équipements en morceaux de faible taille
- une séparation électromagnétique des éléments ferreux à l'aide d'aimants
- un tri optique qui permet de séparer les cartes électroniques, qui sont valorisées ultérieurement via un autre procédé de recyclage pour récupérer les métaux stratégiques contenus dans ces fractions ;
- une séparation des éléments métalliques non ferreux (dont le cuivre) grâce à des courants de Foucault ;
- une séparation des plastiques par flottaison ou tri optique (les autres résidus tels que le papier tombent au fond du bac alors que le plastique reste en surface).

⁷ Le cycle de vie des DEEE, film accessible sur le site d'Ecologic (www.ecologic-france.com) ou sur Dailymotion : www.dailymotion.com/video/xve2q5_le-cycle-de-vie-des-equipements-electriques-et-electroniques_tech?start=1

Figure 7 : Schématisation des étapes du traitement des DEEE (source Ecologic)

Une fois séparés, les différents matériaux composant les DEEE peuvent être valorisés, soit directement, soit après d'autres étapes de traitement.

Figure 8 : Cartes électroniques extraites des DEEE pendant le traitement (Crédit Deloitte)

Figure 9 : Coques plastiques de télévisions avant broyage (Crédit Deloitte)

Figure 10 : Fraction métallique issue du recyclage des DEEE (Crédit ADEME)

Des focus particuliers sur le traitement des lampes, du gros électroménager froid, des écrans et des panneaux photovoltaïques sont présentés dans les pages suivantes.

Focus 2 : Traitement des lampes

Les lampes concernées par la réglementation DEEE (lampes fluocompactes, tubes fluorescents, LED) sont collectées par l'éco-organisme Récylum et traitées dans des centres de traitement spécialisés pour ce flux.

Figure 11 : Composition des lampes

Dans ces centres, les lampes sont broyées pour récupérer les différents matériaux, ce qui permet de recycler plus de 90 % de leur poids :

- les lampes sont constituées majoritairement de verre (88 %), qui est recyclé pour fabriquer de nouvelles lampes ;
- les métaux, qui représentent 5 % du poids des lampes, sont réinjectés dans l'industrie pour fabriquer de nouveaux produits ;
- les poudres fluorescentes, qui contiennent entre 3 et 30 % de terres rares selon les lampes, sont envoyées pour recyclage dans un autre centre de traitement (voir ci-dessous) ;
- le mercure, présent en très petite quantité, est neutralisé ;
- les résidus (plastiques, etc.) sont incinérés avec récupération d'énergie.

Le recyclage des terres rares contenues dans les lampes constitue un enjeu majeur du point de vue environnemental et économique. En effet, le recyclage de ces matériaux stratégiques, produits essentiellement en Chine et utilisés dans l'industrie de haute technologie partout dans le monde, permettrait aux pays non producteurs de sécuriser leur approvisionnement sans dépendre des importations, tout en diminuant la pollution liée à leur extraction.

En France, une usine de recyclage des terres rares à partir des poudres fluorescentes a été créée en 2012. 20 % des poudres (qui représentent 3 % des lampes) étaient valorisées. Cependant, elle a dû fermer en 2016, faute de rentabilité du fait de la baisse du prix des matières premières vierges. La baisse des quantités de lampes fluocompactes mises sur le marché (au profit des lampes à LED) a également joué un rôle dans cette perte de rentabilité⁸. Les poudres sont désormais enfouies en installation de stockage.

L'arrivée massive des lampes à LED sur le marché aura un impact sur le procédé de traitement des lampes puisque leur composition est différente des autres types de lampes actuellement collectées (plus de plastique, présence de mousses silicone dans certaines lampes, présence de métaux stratégiques dans la LED : or, gallium, indium, etc.). Les lampes à LED représentent actuellement moins de 1 % des quantités collectées mais cette proportion est amenée à augmenter. En prévision, Récylum a lancé en 2012 des travaux de R&D afin de quantifier les flux de lampes à LED usagées à prévoir, d'identifier plus précisément les matériaux qui les composent, et a lancé des essais pilotes de procédés de traitement spécifiques, pour répondre notamment à l'enjeu d'extraction des métaux stratégiques. Plusieurs procédés devront peut-être être mis en place du fait de la variété de ces lampes. Elles continueront cependant d'être collectées en mélange avec les autres types de lampes, afin de ne pas compliquer le message sur le geste de tri auprès du grand public en particulier⁹.

⁸ <http://www.usinenouvelle.com/article/solvay-renonce-au-recyclage-des-terres-rares.N375935>, et rapport d'activité Récylum 2015.

⁹ <http://www.recylum.com/actualites/recyclage-lampes-luminaires-leds/>

FOCUS 3 : Traitement des GEM FROID

Les déchets GEM Froid comprennent les appareils de réfrigération (réfrigérateur, congélateur) et les climatiseurs. Contenant des fluides frigorigènes polluants (CFC, HCFC, HFC, HC), ils nécessitent un traitement spécifique.

Depuis le 1er janvier 2000, les Chlorofluorocarbones (CFC) sont interdits dans les appareils de réfrigération. Les constructeurs utilisent donc principalement le pentane (HC).

Les GEM Froid sont composés à près de 60 % de métaux, mais également de plastiques (20 %), de mousses polyuréthanes (13 %) et d'autres déchets (7 %), dont les composants nécessitant une extraction spécifique comme les gaz réfrigérants (dans les circuits et les mousses d'isolation), l'huile du compresseur, les condensateurs au PCB et les interrupteurs au mercure.

Le traitement des GEM Froid s'effectue en deux phases :

- Phase 1 : Les câbles externes d'alimentation, les éléments de bois, ainsi que les parties en verre (clayettes) sont retirés manuellement. Les DEEE sont ensuite dépollués des condensateurs ainsi que des éventuels interrupteurs au mercure. Les fluides frigorigènes et l'huile contenue dans le compresseur sont aspirées de manière semi-automatisée à l'aide de pinces spécifiques. Le compresseur dépollué est ensuite démantelé avant la phase de broyage confiné.
- Phase 2 : Les carcasses de GEM F dont les mousses sont isolées par des gaz réfrigérants de type CFC ou Pentane sont traitées par un broyeur confiné (atmosphère neutre créée par ajout d'azote pour éviter le risque d'explosion) afin de récupérer les gaz. Les différents matériaux sont ensuite séparés (ferraille, plastique, cuivre, aluminium, mousses, eau,) et orientés vers des filières de recyclage spécifiques. Au terme du processus, les mousses extraites doivent contenir moins de 0,2% de CFC résiduels.

Le schéma ci-contre illustre le processus de traitement des GEM chez l'opérateur SITA.

Source : eco3e, <http://eco3e.eu/flux/gem-f/> et visite de centre de traitement

Certains équipements nécessitent des traitements spécifiques. Les minibars par exemple contiennent de l'ammoniac et ne peuvent pas subir la phase 1 sur une installation habilitée à dépolluer les gaz CFC et HC. Ils sont alors envoyés dans un centre spécialisé pour traitement. Les grands distributeurs de boissons contiennent également des composés spécifiques (portes en verre, moteurs, néons, plastiques différents) qui exigent des phases de démantèlement spécifiques.

Figure 12 : Exemple de processus de traitement des GEM Froid

Figure 13 : Stockage, broyage et matières issues du recyclage du flux GEM Froid (crédit Deloitte)

Focus 4 : Traitement des écrans

Le flux Ecrans comprend les écrans de téléviseurs et les écrans d'ordinateurs. Les différentes technologies d'écrans nécessitent un traitement adapté en fonction de leurs constituants.

Le marché des téléviseurs a connu une baisse de 7 % en 2013, selon l'institut d'études GFK, avec 5,7 millions d'écrans vendus contre 7 millions vendus chaque année depuis 2008. Depuis les années 2000, les téléviseurs à tubes cathodiques (CRT) ont été remplacés par des écrans plats utilisant les technologies dites LCD (écrans à cristaux liquides avec lampe à décharge), LED, ou encore plasma.

Ces évolutions, ainsi que le passage à la TNT, le développement de la 3D, des écrans 4k (ultra haute définition) et surtout le développement de la connectivité du matériel technologique, ont contribué au renouvellement des équipements par les ménages, conduisant à une augmentation des flux de collecte. Les écrans collectés actuellement sont cependant en majorité des écrans CRT ou LCD, non représentatifs des ventes d'écrans actuelles. De nouveaux procédés de traitement sont en développement pour anticiper la collecte future de ces écrans.

Figure 14 : Composition actuelle du flux écran

Le traitement des écrans CRT commence par le démantèlement des téléviseurs, pour séparer le tube cathodique des autres composants (coque, câbles, cartes électroniques, canon à électron, etc.). Cette étape peut être manuelle ou automatisée. En revanche, le traitement du tube présente de forts risques d'expositions aux différentes particules toxiques, il est donc réalisé de manière automatique.

Figure 15 : Vue de coupe d'un téléviseur cathodique

Le traitement du tube cathodique (partie interne de l'écran) vise à récupérer les deux types de verres qui le composent : le verre de dalle qui représente environ 2/3 du poids du tube et qui contient du baryum, et le verre de cône qui représente 1/3 du poids du tube et qui contient 20 % de plomb (voir schéma ci-contre).

Deux options sont envisageables pour le traitement du tube cathodique :

- la découpe du tube, par disque diamanté ou par fil chaud, séparant les deux qualités de verre, suivie de leur préparation pour recyclage (lavage sec ou humide des luminophores et préparation granulométrique)
- le broyage du tube entier, qui permet le cassage du verre et la séparation des éléments ferreux suivi de la séparation mécanisée par tri optique des deux types de verre.

Le **traitement des écrans plats** commence également par une étape de démantèlement. L'opérateur dévisse les vis de l'appareil et retire les différents composants : carcasse plastique, vis, feuillets plastiques, carte électronique, aluminium, câbles, piles, ferraille, dalle LCD (mélange de verre, de cristaux liquides et d'indium) et enfin les tubes de rétro-éclairage contenant du mercure. La difficulté réside dans l'extraction de ce tube qui doit se faire sans casse. Si le tube est endommagé, le mercure s'en échappant pollue tout l'équipement qui doit alors faire l'objet d'une dépollution spécifique.

Les écrans sont ensuite acheminés dans un broyeur clos hermétiquement. À l'intérieur du broyeur, une aspiration permet de capter les émissions de mercure issues des lampes à mercure. Le mercure est ainsi récupéré indépendamment des autres matières, qui sont ensuite séparées et triées.

À l'heure actuelle, les centres de traitement effectuent essentiellement l'étape de démantèlement des écrans et redirigent les matériaux vers des filières de traitement adaptées. **De nombreux projets R&D sont cependant en cours pour traiter les nouveaux écrans et leurs composants.** À titre d'exemple, une usine à Angers a mis en place une unité avec robotisation du démantèlement des écrans et retrait des lampes de rétroéclairage susceptibles de contenir du mercure. À Toulouse, une autre unité procède à la découpe automatisée des écrans sous atmosphère confinée, permettant l'accès aux lampes de rétroéclairage. Ces nouvelles technologies garantissent une dépollution conforme de ces lampes contenant du mercure. De nouvelles technologies sont également mises en œuvre pour trier les plastiques susceptibles de contenir des retardateurs de flamme bromés (qui est un polluant organique persistant) dans les coques d'écrans, afin d'être conforme aux concentrations maximales admises dans les plastiques recyclés et respecter les procédés de gestion à mettre en place selon la teneur en brome du plastique (précisés dans la circulaire du 30 novembre 2012).

Sources : ADEME (2011), *Rapport annuel de la filière DEEE données 2010, focus sur les écrans, OCAD3E* : <http://eco3e.eu/flux/ecrans/>, Ecologic : <http://www.ecologic-france.com/les-deee/deee-recyclage/10-ecologic-france/general/657-traitements-pour-ecrans-plats.html>

Focus 5 : Traitement des panneaux photovoltaïques

Les panneaux photovoltaïques sont constitués majoritairement de verre plat (80 %) et d'aluminium (15 %), puis de plastiques, de câbles, de métaux et semi-conducteurs. La majorité des cellules photovoltaïques sont composées de silicium, et sont encapsulées dans un polymère, ce qui les rend difficiles à recycler à un coût acceptable (puisque'il n'y a pas de tension économique sur le silicium qui est une matière abondante), mais ont une durée de vie longue de 25 ans. Le taux de recyclage global des panneaux est très bon (96 %).

FIGURE 16 : COMPOSITION D'UN PANNEAU PHOTOVOLTAÏQUE (SYSTEMESSOLAIRES.FR/PANNEAUX-PHOTOVOLTAÏQUES)

Les volumes collectés par PV CYCLE France dans les différents pays européens étaient mutualisés et traités en Belgique ou en Allemagne selon la technologie. Le transport sur des distances importantes induit des coûts de logistique significatifs. Jusqu'en 2017, il n'existait aucune usine capable de démanteler et traiter les panneaux photovoltaïques en France, contrairement aux pays où historiquement l'énergie solaire est bien développée et où les prestataires sont capables de traiter des volumes importants. Un appel d'offre a été lancé par PV CYCLE France début 2017, et Véolia a été choisi pour un contrat de 4 ans pour traiter et valoriser les panneaux photovoltaïques en fin de vie à travers la création de la première

Figure 17 : Panneaux photovoltaïques en fin de vie (© PV CYCLE)

unité de recyclage de panneaux photovoltaïques en France¹⁰. Celle-ci sera située dans les Bouches-du-Rhône, dans une logique de proximité des gisements importants (l'essentiel des panneaux photovoltaïques en France est installé au sud de la Loire).

Actuellement, 90 % des panneaux mis sur le marché ont des modules photovoltaïques à base de silicium cristallin. Ces modules sont tout d'abord séparés mécaniquement des câbles et du cadre métallique. Ils peuvent ensuite suivre deux types de traitement différents¹¹ :

- par traitement thermique, qui permet d'éliminer le polymère qui encapsule le module en le brûlant et d'ainsi séparer les différents composants du module (cellule, verre, aluminium, cuivre, argent) ;
- par broyage du module, puis tri des différents matériaux.

Le verre, les métaux et plastiques sont recyclés. Malgré le taux de recyclage élevé, l'enjeu, d'un point de vue environnemental et économique, est d'améliorer la pureté des fractions sortantes.

Des projets existent pour augmenter les performances de recyclage en améliorant la captation des métaux rares dans les panneaux photovoltaïques (tel que le projet CABRISS piloté par le CEA INES, dans le cadre du programme de recherche Horizon 2020 de l'Union Européenne) mais ceux-ci sont conçus avec de moins en moins de ces métaux.

FIGURE 18 : PANNEAU PHOTOVOLTAÏQUE BROYE (© PV CYCLE)¹²

FIGURE 19 : FRAGMENTS DE SILICIUM (© PV CYCLE)

Perspectives de développement

D'après une étude de l'IRENA et l'IEA-PVPS^[2], la valeur des matériaux récupérés des panneaux photovoltaïques (principalement du verre) pourrait dépasser les 78 millions de tonnes dans le monde d'ici 2050. Cela pourrait représenter plus de 15 milliards de dollars si l'intégralité de ces matériaux est valorisée. L'étude montre en effet que la puissance installée au niveau mondial était d'environ 222 GW en 2015 et pourrait atteindre 4 500 GW en 2050. Cette augmentation considérable ira de pair avec une augmentation de la quantité de déchets produits, ce qui représente un nouveau défi environnemental mais également de nouvelles opportunités de développement pour le secteur du recyclage, du traitement et de la réutilisation des panneaux.

La demande du marché incite les producteurs à s'engager dans des démarches d'efficacité énergétique et d'écoconception, l'un des buts premiers étant par exemple de limiter l'utilisation des ressources coûteuses telles que les terres rares. La filière française et européenne doit donc saisir l'opportunité de se positionner sur des technologies de valorisation innovantes afin de se préparer aux enjeux qui attendent la filière au niveau mondial.

¹⁰ <http://www.pvcycle.org/press/veolia-remporte-le-premier-contrat-de-recyclage-de-panneaux-photovoltaïques-usages-en-france/>

¹¹ <http://www.photovoltaique.info/Gestion-et-valorisation-des.html#Valorisation>

¹² <http://www.photovoltaique.info/Gestion-et-valorisation-des.html>, <http://www.futura-sciences.com/planete/dossiers/developpement-durable-cellules-photovoltaïques-coeur-panneaux-solaires-1688/page/17/>

^[2] End-of-Life Management: Solar Photovoltaic Panels, juin 2016, International Renewable Energy Agency (IRENA), International Energy Agency's Photovoltaic Power Systems Programme (IEA-PVPS). Voir le communiqué de presse :

http://www.irena.org/News/Description.aspx?NType=A&mnu=cat&PriMenuID=16&CatID=84&News_ID=1453 et le rapport : http://www.irena.org/DocumentDownloads/Publications/IRENA_IEAPVPS_End-of-Life_Solar_PV_Panels_2016.pdf.

Focus 6 : Traitement des cartes électroniques

Les cartes électroniques sont largement utilisées dans les ordinateurs, téléphones portables, imprimantes ou encore calculatrices et représentent un gisement économiquement intéressant.

Une carte électronique est en effet constituée de matières plastiques (contenant souvent du trioxyde d'antimoine, des retardateurs de flamme bromés), de métaux de base, précieux et rares ainsi que des fibres de verres pour le support en résine époxy. Une tonne de cartes électroniques peut ainsi contenir jusqu'à 200g d'or tandis qu'une mine produit 5g à la tonne. La valorisation matière de ces cartes est donc intéressante en vue de récupérer les métaux précieux qui les constituent.

Figure 20 : Carte électronique

Plusieurs technologies de traitement existent actuellement.

Une fois extraites des DEEE qui les contiennent et broyées, la majorité des cartes électroniques sont aujourd'hui traitées par **pyrométallurgie**. Une dizaine de fonderies dans le monde peuvent traiter les cartes ainsi (ex : Umicore). Le broyat est introduit dans des fours de grande capacité, en mélange dosé avec des déchets métallurgiques et des minerais. En effet, au-delà de 10% de cartes dans le flux alimentant ces fours, le procédé devient instable. Ce procédé permet un taux de récupération des métaux précieux supérieurs à 95 % (cuivre, or, argent, palladium). Cependant, une fraction de déchets ultimes persiste à la fin du procédé. De plus, la fraction polymère est brûlée et la présence de composés bromés entraîne le dégagement de furanes et dioxines, qui doivent être filtrée (au moyen de filtres à charbon actif) afin d'éviter tout dégagement dans l'atmosphère.

D'autres procédés sont en cours de développement :

- La société Terra Nova, rachetée par l'américain MCC et rebaptisée WEEEMetallica, utilise un **procédé de pyrolyse** pour éliminer la partie plastique des cartes. Les matières pyrolysées sont envoyées en Asie du Sud-est Japon et Corée ; la Chine interdit depuis 2002 toute importation de déchets électroniques ou de cartes électroniques.
- La société TND a mis au point un procédé pour extraire de cette matière pyrolysée les métaux avec d'excellents rendements. Cette technologie permet de récupérer un large éventail de métaux : cuivre, or, argent, palladium, étain et tantale. Toutefois, ce procédé développé à l'échelle pilote n'a pas encore été industrialisé.
- Le procédé utilisé par la société Morphosis depuis plus de deux ans associe un **traitement thermique avec des traitements chimique et électrochimique** afin d'obtenir des métaux dont la pureté peut atteindre 99,99 % afin de pouvoir les réinjecter dans l'industrie (notamment française). Ces trois étapes permettent respectivement la fusion puis la séparation et la purification des métaux. Morphosis dispose d'une filiale dédiée aux cartes électroniques qui permet le traitement de 3 000 tonnes de cartes par an et travaille également sur plusieurs programmes de R&D, notamment sur la captation résiduelle des métaux lors de l'étape d'affinage afin d'augmenter le rendement et de réduire la consommation d'énergie.

Enfin, la société Bigarren Bizi développe un procédé qui fait intervenir une **séparation physique** via un broyage ultrafin (micron) et une séparation gravimétrique (procédé NIREA™). Les métaux sont séparés de la matrice de résine et de fibres de verre et individuellement entre eux et peuvent ensuite être purifiés totalement par des affineurs. Ce procédé permet une ségrégation de tous les éléments et de tous les métaux (incluant des métaux perdus dans les autres procédés comme le tantale) avec un haut niveau de pureté. Il présente un grand intérêt pour remplacer des procédés beaucoup plus polluants et peu performants dans des pays en voie de développement (bains d'acide ou de cyanure), et une duplication et une localisation de sites de traitements au plus près des ressources dans une optique d'économie circulaire.

Le traitement des DEEE professionnels est complexe et ne ressemble pas au traitement des DEEE ménagers, sauf pour les équipements de petites tailles.

Il est plus difficile de connaître les évolutions technologiques et la composition des équipements, et une formation spécifique des opérateurs de traitement est nécessaire lorsqu'un équipement de taille importante, comportant des substances dangereuses, est collecté et traité pour la première fois. Pour anticiper les enjeux liés au traitement de ces équipements, les éco-organismes travaillent avec des industriels afin de réaliser, d'une part une cartographie des risques de sécurité liés à ces équipements, et d'autre part, un inventaire des matériaux stratégiques présents dans l'équipement, qui pourraient faire l'objet d'une valorisation.

2.3.3. LES ACTEURS DU TRAITEMENT DES DEEE

Depuis la période de déclaration de 2016 portant sur les données 2015, les éco-organismes et les producteurs ayant mis en place un système individuel doivent déclarer les tonnages de DEEE qu'ils ont fait traiter par site de traitement. Un site correspond à une localisation sur laquelle une société donnée exerce une activité de traitement. Un site peut exploiter plusieurs installations de traitement suivant les flux de DEEE qui y sont traités.

Les chiffres clés pour l'année 2016 sont les suivants :

- les producteurs et éco-organismes ont déclaré 497 sites de traitement et 1020 installations de traitement (962 déclarées par les éco-organismes ménagers, et 345 pour le professionnel, certaines étant mixtes), dont 200 installations pratiquant uniquement la préparation à la réutilisation telles qu'Emmaüs et Envie. Cela correspond à une moyenne de 2,4 flux traités par site. Le tableau suivant indique le tonnage total traité et le tonnage d'équipements préparés au réemploi, ménager et professionnel confondu :

	INSTALLATIONS PRATIQUANT LA PREPARATION A LA REUTILISATION	TOUTES INSTALLATIONS
Nombre d'installations	270	1 020
Tonnages traités (tonnes)	6 701	683 829

NB : le tonnage total déclaré par site est supérieur au tonnage déclaré traité par pays (721 949 tonnes – voir partie 3.1.3) pour deux raisons : des tonnages traités dans des installations de rang 2 ont pu être déclarés en plus des tonnages entrants dans les premiers sites (les DEEE sont envoyés sur des sites de traitement (rang 1) où ils sont démantelés, et certaines parties sont envoyées pour traitement dans d'autres installations (rang 2) pour recevoir un traitement spécifique) ; et les tonnages traités par site étaient déclarés pour la seconde fois seulement, il y a donc pu avoir des erreurs de déclaration.

- 94 % des sites sont situés en France, 1,8 % sont en Allemagne et 1,4 % aux Pays-Bas et en Belgique. Les sites restant sont situés en Espagne, Autriche, République Tchèque, Nouvelle-Zélande et Italie (moins de 1 % pour chaque pays).

Les nombres d'installations traitant chaque flux et catégorie de DEEE sont indiqués dans les tableaux suivants :

Tableau 6 : Installations et sites de traitement des DEEE ménagers par type de flux traité en 2016 (hors réemploi)

FLUX TRAITE	NOMBRE D'INSTALLATIONS EN 2016
GEM Hors Froid	97
Écrans	47
PAM	45
GEM Froid	45
Lampes	5
Panneaux photovoltaïques	1
Total	240 <i>regroupées sur 129 sites, soit 1,9 installations par site</i>

Tableau 7 : Installations et sites de traitement des DEEE professionnels par catégorie traitée en 2016 (hors réemploi)

CATEGORIE TRAITEE	NOMBRE D'INSTALLATIONS EN 2016
1A- Gros appareils ménagers Froids	24
1B- Gros appareils ménagers Hors Froid	29
2 - Petits appareils ménagers	15
3A - Équipements informatiques et de télécommunications – Écrans	19
3B - Équipements informatiques et de télécommunications – Hors écrans	49
4A - Matériel grand public – Écrans	7
4B - Matériel grand public – Hors écrans	2
5 - Matériel d'éclairage	42
6 - Outils électriques et électroniques	50
7 - Jouets, équipements de loisir et de sport	1
8 - Dispositifs médicaux	29
9 - Instruments de surveillance et de contrôle	47
10 - Distributeurs automatiques	31
Total	345 <i>regroupées sur 145 sites, soit 2,4 installations par site</i>

3. DONNÉES DECLARÉES EN 2016

3.1. Mise sur le marché

3.1.1. DONNEES GLOBALES

758 millions d'équipements ont été mis sur le marché français en 2016, représentant :

1,73 millions de tonnes d'EEE, soit 172 fois le poids de la tour Eiffel ou plus de 33 fois le poids du Titanic¹³.

En 2016, les données du Registre DEEE montrent une légère hausse du nombre d'unités (+4 %) et du tonnage d'EEE mis sur le marché (+1 % par rapport à 2015). Cette évolution suit globalement la tendance des années 2012-2014 avec une croissance très faible (inférieure à 2 % en unité et à 1 % en tonnage). L'année 2015 a donc fait exception avec une hausse significative du nombre d'unités et du tonnage d'EEE mis sur le marché (+11,4 % et +7,1 % respectivement par rapport à 2014), du fait d'événements particuliers : première année de déclaration des panneaux photovoltaïques, montée en puissance des éco-organismes agréés pour les DEEE professionnels (entraînant dans la filière de nouveaux producteurs auparavant en non-conformité avec la réglementation), reprise économique, etc. La hausse est plus importante sur la filière professionnelle (+7 %) que sur la filière ménagère (+ 0,4 %).

Cette croissance est cohérente avec le contexte économique qui se traduit par une augmentation plus faible du pouvoir d'achat des ménages par rapport à 2015 (+0,6 % au premier trimestre 2016 contre +0,9 % en 2015)¹⁴ et une progression des investissements pour les entreprises (+1,6 % au premier trimestre 2016 contre + 1% pour l'industrie manufacturière en 2015¹⁵), même s'il ne se traduit pas par une augmentation des mises sur le marché pour tous les types d'équipements.

Le poids unitaire moyen toutes catégories confondues est stable (2,3 kg en 2016 et en 2015). Les catégories d'équipements les plus massivement mises sur le marché en 2016 voient leur poids unitaires baisser :

- la catégorie 3 (équipement informatique et de télécommunication) qui représente 23,2 % des mises sur le marché en nombre d'unités, enregistre une baisse de 2,8 % du poids unitaire moyen ;
- la catégorie 5 (matériel d'éclairage), qui représente 22,4 % des mises sur le marché en nombre d'unités, voit son poids unitaire moyen baisser de 2,8 %.

Cette tendance est en partie compensée par des augmentations de poids unitaires pour d'autres catégories d'équipements (notamment les catégories 2 et 9 qui représentent respectivement 15,8 % et 7,6 % des mises sur le marché en nombre d'unités, et enregistrent une hausse de leur poids unitaire de 1,2 % et 28,3 %).

¹³ Le poids de la tour Eiffel est de 10 100 tonnes (source : www.tour-eiffel.fr/fr/tout-savoir-sur-la-tour-eiffel/la-tour-eiffel-en-chiffres.html) et celui du Titanic de 52 310 tonnes en déplacement (source : <http://fr.wikipedia.org/wiki/Titanic>)

¹⁴ <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2017176#titre-bloc-4>

¹⁵ <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2017146#titre-bloc-11>

Figure 21 : Évolution du nombre d'équipements mis sur le marché entre 2006 et 2016

Figure 22 : Évolution du tonnage d'équipements mis sur le marché entre 2006 et 2016

L'ensemble des données présentées dans la partie « mise sur le marché » figure en annexe V.1 du rapport.

À noter : les données du Registre peuvent évoluer d'une année à l'autre car, pour cause de déclarations erronées ou tardives, les producteurs ont la possibilité de déclarer ou modifier leurs déclarations a posteriori. Lors de la période de déclaration de 2017 portant sur les données 2016, des modifications ont ainsi été apportées sur les déclarations 2013 à 2015 pour le professionnel et le ménager.

La hausse légèrement plus importante en nombre d'unités par rapport au tonnage peut s'expliquer par une augmentation des mises sur le marché d'équipements légers de catégorie 3 et 5 (+8,28 % et +11,50 %, respectivement). La montée en puissance des éco-organismes agréés pour les DEEE professionnels sur la catégorie 3 (qui représente la plus importante partie des tonnages professionnels (35,4 % des tonnages) avec une baisse de 17,1 % du poids unitaire) explique cette hausse des données déclarées.

Avec une légère hausse de 2,7 % des équipements de catégorie 1 mis sur le marché, la baisse de leur poids unitaire (-1,6 %) justifie en partie la faible hausse du tonnage d'EEE mis sur le marché en 2016. En effet, les équipements de catégorie 1 représentent 55,0 % du tonnage total des équipements mis sur le marché en unité.

L'étude annuelle de l'institut GfK sur le marché des biens techniques (télévisions, appareils photos, télécommunications, audio, informatique, appareils connectés, correspondant principalement aux catégories 3 et 4)¹⁶, montre une hausse de 2 % par rapport à 2015 (15,5 milliards d'euros de dépenses en 2016).

¹⁶<http://www.gfk.com/fr/insights/press-release/electronique-grand-public-plus-de-155-milliards-eur-en-2016-2/>

Les données relatives au premier trimestre 2016¹⁷ montrent une croissance de 5,9 % pour les télécommunications, 27,2 % pour l'électronique grand public, dont les téléviseurs et montre également une progression des marchés des gros et petit électroménagers ainsi que de la bureautique (+4,9 %, +2 % et 5,9 % respectivement), contrebalancés par un recul des ventes en fin d'année¹⁸. Une forte croissance des ventes de téléviseurs, décodeurs TNT et accessoires liés à l'écran (+700 M€) a été observée en 2016 du fait du championnat d'Europe de football se déroulant en France ainsi que de l'extinction du signal MPEG2 (format utilisé actuellement pour la diffusion de la télévision numérique (TNT), progressivement remplacé par le format MEG4 (TNT HD) qui nécessite de changer de décodeur). Cette hausse ne s'est pas faite au détriment des autres types d'équipement. Mais si les français restent attirés par les produits haut de gamme, le renouvellement des équipements, tablettes et smartphones est cependant moins fréquent.

Le marché a également profité de la tendance des objets connectés dont s'est emparée l'industrie qui en multiplie les applications (santé, maison, voiture, équipement de la personne, électroménager, etc.). Si le succès annoncé tarde un peu, il a néanmoins été observé une appétence notable pour les équipements de sécurité connectée (+50 %). De fait, le marché des biens d'équipements de la maison en France affiche actuellement une hausse de 7,2 % par rapport au 1^{er} trimestre 2016. Néanmoins, la maison connectée représente une faible part du revenu total de la domotique (plus d'1 milliard d'euros). Dans ce secteur, l'essor du marché de l'impression avec de nouveaux business models d'abonnement et de livraison des cartouches à domicile a été observé (963 millions d'euros en 2016).

Le dynamisme du secteur de l'électronique grand public durant l'année 2016 n'entraîne cependant pas de hausse massive des mises sur le marché globales, puisqu'il ne représente qu'environ 11 % des mises sur le marché d'EEE (catégories 3 et 4 ménager), et environ 12 % en prenant en compte la catégorie 9 (instruments de surveillance et de contrôle, dans laquelle les objets connectés peuvent être comptabilisés par exemple).

Enfin, dans les éléments à signaler, notons que le tonnage des panneaux photovoltaïques, déclarés pour la deuxième année au registre, a baissé de 14,1 % par rapport à 2015 comme prévu en raison d'un espacement plus long entre les appels d'offres (cf. partie sur les équipements ménagers pour plus d'information). Ceci a peu impacté les quantités globales d'EEE mises sur le marché puisque la catégorie 11 représente seulement 2,9 % du tonnage total et 0,4 % des mises sur le marché en nombre d'unité.

Figure 23 : Répartition du nombre d'équipements mis sur le marché, par catégorie et par année

¹⁷ <http://www.gfk.com/fr/insights/press-release/un-debut-dannee-2016-positif-pour-les-biens-dequipement-de-la-maison/>

¹⁸ <http://www.gfk.com/fr/insights/press-release/apres-un-debut-dannee-positif-le-marche-des-biens-dequipement-de-la-maison-reste-stable-au-troisieme-trimestre-2016/>

Figure 24 : Répartition du tonnage d'équipements mis sur le marché, par catégorie et par année

Un allégement global des équipements est observé, avec une baisse de 2,1 % du poids unitaire toutes catégories confondues. Les tendances sont cependant variables selon les catégories : on observe une baisse du poids unitaire faible pour les catégories 1, 3, 5, 6 et 7 (comprise entre -1,6 et -2,9 %) mais plus importante pour la catégorie 11 (-14,8 %), et surtout les catégories 10 (+21,7 %) et 9 (+28,3%). Plusieurs explications peuvent être avancées :

- La miniaturisation des biens électroniques grand public (téléphones, ordinateurs, appareils photos etc.) et des dispositifs médicaux (implants, capteurs etc.) ;
- La montée en puissance du marché des petits appareils répondant aux besoins de connexion et de surveillance notamment dans l'habitat (caméras de surveillance connectées, adaptateurs CPL¹⁹, répéteurs wifi, box internet, etc.)²⁰ ;
- L'utilisation de matériaux moins coûteux et plus léger, comme le plastique à la place du métal, dans les équipements bas de gamme notamment ;
- pour les catégories rassemblant des types d'équipements très divers, augmentation des mises sur le marché de petits équipements par rapport aux équipements plus volumineux (ex : plus de vente de smartphones que d'ordinateurs de bureau en catégorie 3, notamment du fait du fort taux d'équipement des ménages en ordinateur).

¹⁹ Courants Porteurs en Ligne. Équipements permettant d'utiliser le courant électrique pour connecter toute une maison par exemple.

²⁰ <http://www.gfk.com/fr/insights/press-release/electronique-grand-public-plus-de-155-milliards-eur-en-2016-2/>

Focus 7 : Éco-conception des équipements électriques et électroniques

La directive européenne 2012/19/UE encourage « la coopération entre les producteurs et recycleurs et les mesures promouvant la conception et la production des EEE, en vue notamment de faciliter le réemploi, le démantèlement, ainsi que la valorisation des DEEE et de leurs composants et matériaux » (article 4).

Des initiatives voient le jour au niveau français pour améliorer l'éco-conception des EEE :

- Eco-systèmes et Récyllum, avec le soutien de l'ADEME, ont lancé en 2015 un projet de création d'un inventaire de cycle de vie de la filière DEEE, c'est-à-dire une base de données environnementale permettant aux producteurs d'équipements d'évaluer les impacts environnementaux de leurs produits en fin de vie dans le cadre de leur démarche d'éco-conception. Cet outil, dont l'objectif est de faciliter l'optimisation des ressources et la meilleure prise en compte de la fin de vie des équipements par les concepteurs, a été publié en mars 2017. Il modélise une soixantaine de matériaux pour 6 filières (un même matériau utilisé dans un réfrigérateur ou dans un écran n'auront pas la même fin de vie et doivent donc être analysés différemment). Les bases de données sont disponibles sur des plateformes dédiées mises en place par les deux éco-organismes : weee-lci.eco-systemes.com/Node et icv.recyllum.com:8080/ICV²¹. Cet outil, unique en Europe, doit aider les producteurs à faire évoluer leurs produits pour économiser des ressources et limiter l'utilisation de substances dangereuses. La base de données sera régulièrement mise à jour avec notamment les équipements professionnels²² ;
- Les éco-organismes ménagers ont créé un site internet pour sensibiliser les producteurs à l'éco-conception et donner des pistes de travail selon l'objectif visé (augmenter le réemploi ou faciliter le démantèlement) ou les matériaux utilisés (notamment les règles concernant les associations de matériaux qui peuvent réduire l'efficacité du recyclage) et les outils existants en matière d'éco-conception : <http://eco3e.eu> ;
- Eco-systèmes a développé un outil d'aide à l'éco-conception pour tous ses producteurs adhérents. Mis à disposition en mars 2016, cet outil baptisé « REEECYC'LAB » permet d'intégrer les questions de recyclabilité en amont, lors de la conception de nouveaux produits. En renseignant les caractéristiques essentielles de leurs équipements sur l'interface de simulation, les producteurs ont ainsi accès à une évaluation complète de leurs produits (taux de recyclabilité, débouchés des plastiques recyclés, présence potentielle de métaux stratégiques, dépollution). Une documentation spécifique à la recyclabilité est également disponible afin de les aider à alimenter une démarche d'éco-conception ainsi qu'à informer leurs équipes des enjeux et axes de développement. <https://reeecyclab.eco-systemes.com/>.

De manière générale, l'effervescence actuelle en faveur de l'économie circulaire, dont l'objectif est d'optimiser l'usage des ressources naturelles et de faire en sorte que les déchets des uns soient les ressources des autres, est bénéfique pour encourager l'éco-conception des EEE.

3.1.2. ÉQUIPEMENTS MÉNAGERS

644 millions d'équipements ménagers mis sur le marché en 2016
(+2,2 % par rapport à 2015)

Soit environ **9,6** appareils par habitant.

Les tonnages mis sur le marché (1 456 410 tonnes) n'ont quasiment pas augmenté en 2016 (+0,4 % par rapport à 2015). Les tonnages mis sur le marché des équipements de la catégorie 1, 2 et 6 qui représentent 77,6 % des équipements ménagers affichent une hausse non significative voire une diminution, respectivement de 0,8 %, -0,4 % et -1,6 % entre 2015 et 2016. Le tonnage de panneaux photovoltaïques, déclarés pour la deuxième année consécutive, a également diminué de 14,1 %.

²¹ <https://www.actu-environnement.com/ae/news/dechets-electroniques-evaluation-recyllum-ecosystemes-28649.php4>

²² <http://www.environnement-magazine.fr/article/49234-deee-plus-de-60-materiaux-modelises/>

L'évolution du marché des équipements ménagers s'explique en partie par la plus faible augmentation du pouvoir d'achat des ménages en 2016, qui ne pousse pas systématiquement au renouvellement des équipements de la maison, et par la montée en puissance de l'achat de petits équipements (du fait de l'effet de mode, de la démocratisation d'équipements autrefois « de niche »), comme par exemple : équipements liés aux téléviseurs comme les télécommandes, enregistreurs DVD, barres de son ; claviers, souris et casques qui bénéficient de l'essor du jeu vidéo et du e-sport ; drones ; enceintes portables ; « tracker » de santé ou d'activité physique (bracelet, montre connectée) et autres « wearables »²³.

Pour les panneaux photovoltaïques, cela s'explique par la forte dépendance de la filière à la politique énergétique nationale et aux appels d'offre qui en découlent. Ainsi, les raccordements en 2016 ont chuté en partie du fait de la publication retardée d'appels d'offres, ainsi que pour d'autres raisons structurelles comme l'instabilité réglementaire en 2013 et 2014. De nombreux appels d'offres lancés devraient relancer la filière en 2017.

Figure 25 : Évolution du nombre d'équipements ménagers mis sur le marché entre 2006 et 2016

Figure 26 : Évolution des tonnages d'équipements ménagers mis sur le marché entre 2006 et 2016

3.1.2.1. REPARTITION PAR CATEGORIE

Les équipements ménagers mis sur le marché sont principalement issus de cinq catégories d'équipements qui représentent 87,0 % du nombre total d'unités mises sur le marché en 2016 :

- la catégorie 5 (lampes) : 22,3 % des unités mises sur le marché ;
- la catégorie 3 (équipements informatiques et de télécommunications) : 21,0 %. 91 % de ces équipements appartiennent à la sous-catégorie 3B, qui comprend les appareils informatiques et de télécommunication autres que les écrans, moniteurs et équipements comprenant des écrans d'une surface supérieure à 100 cm² (smartphones et imprimantes par exemple) ;
- la catégorie 2 (petits appareils ménagers) : 18,5 % ;
- la catégorie 7 (jouets, équipements de loisirs et de sport) : 15,5 % ; et
- la catégorie 4 (matériel grand public) : 9,3 %. 89 % de ces équipements appartiennent à la sous-catégorie 4B, correspondant à du matériel grand public autres que les écrans, moniteurs et équipements comprenant des écrans d'une surface supérieure à 100 cm² (appareils photo et enceintes par exemple).

La part de ces catégories est en légère hausse puisqu'elles représentaient 84,0 % des unités mises sur le marché en 2015, notamment du fait d'une forte diminution du nombre d'unités des catégories 9 et 10 (respectivement -41,1 % et -25,0 % par rapport à 2015).

On remarque par ailleurs une augmentation de 3,4 % des équipements de catégorie 1 (gros appareils ménagers), après 5 années de décroissance (depuis 2011, diminution de 6 % par année en moyenne). 84 % des unités mises sur le marché pour cette catégorie font partie de la sous-catégorie 1B, soit les appareils autres que les équipements d'échange thermique : lave-vaisselle, chaudières ou radiateurs électriques par exemple.

²³ <http://www.gfk.com/fr/insights/press-release/iot-plus-d1-million-de-wearables-vendus-en-france/>

La catégorie 11 (panneaux photovoltaïques), récemment créée, ne représente que 0,5 % du nombre total d'unités mises sur le marché en 2016. L'éco-organisme agréé pour cette catégorie d'équipements, PV CYCLE France, indique que 99 % des volumes mis sur le marché au cours de l'année 2016 ont été déclarés (faisant de la filière française la première d'Europe en termes de conformité des producteurs)²⁴ ; un chiffre qui est en hausse par rapport à la première année de lancement de la filière. La part des panneaux photovoltaïques dans la filière DEEE a évolué marginalement avec une augmentation de 0,8 % du nombre d'unités par rapport à 2015.

Figure 27 : Répartition du nombre d'équipements ménagers mis sur le marché, par catégorie et par année

En termes de tonnage, les cinq catégories les plus représentatives en nombre d'unités ne sont pas prédominantes, puisque 59,8 % du tonnage total est constitué de gros appareils ménagers (catégorie 1). Les catégories 2, 3 et 4 ne représentent que 23,8 % du tonnage total et l'importance de la catégorie 5 diminue considérablement du fait du faible poids unitaire des lampes comparativement aux autres équipements.

Selon l'éco-organisme Récyclum, les mises sur le marché pour cette catégorie ont atteint un plafond et devraient cesser d'augmenter, du fait de l'arrivée massive des lampes à LED dont la durée de vie est plus longue que les lampes fluocompactes.

Figure 28 : Répartition des tonnages d'équipements ménagers mis sur le marché, par catégorie et par année

Si l'on compare les évolutions des mises sur le marché en nombre d'unités et en tonnages, on constate une baisse constante du poids unitaire des équipements de catégorie 3 depuis 2009 (baisse de 30 % entre 2009 et 2016). Cela illustre les efforts des fabricants pour diminuer le poids des équipements et l'essor du petit équipement informatique et de télécommunications (ordinateurs portables, tablettes, smartphones). En revanche, le poids unitaire de cette catégorie a augmenté de 5,1 % en 2015.

²⁴ http://www.pvcycle.org/wp-content/uploads/2017/07/20170719_RAA-2016.pdf

Cette augmentation correspond au report d'une grosse proportion d'équipements auparavant déclarés dans la filière professionnelle vers le ménage : les équipements concernés sont en effet majoritairement des ordinateurs (ils représentaient 56 % de la filière professionnelle en 2015), alors que la catégorie 3 ménage était constituée à 35 % de téléphones.

Le poids unitaire moyen des équipements a donc augmenté en conséquence de la modification de la proportion d'équipements légers (téléphones) par l'afflux d'équipements plus lourds (ordinateurs). En revanche, en 2016, les évolutions observées pour les équipements de catégorie 3 (+2,5 % et +1,5 % en tonnes, pour un poids unitaire en baisse de 0,9 %) indiquent une augmentation constante (même si ralentie) des mises sur le marché de ces équipements emblématiques de la consommation de masse (téléphones, ordinateurs, etc.) dont le poids moyen continue de baisser.

En 2016, pour la deuxième année consécutive, il est possible de distinguer plus finement les équipements mis sur le marché, grâce à la distinction des catégories 1, 3 et 4 en sous-catégories (A et B).

Figure 29 : Répartition des tonnages d'équipements ménagers mis sur le marché par catégorie et sous-catégorie en 2016

La répartition des sous-catégories au sein des catégories reste sensiblement la même qu'en 2015. La catégorie 1 (gros équipements ménagers) est constituée à 31,1 % d'équipement d'échange thermique (sous-catégorie 1B : réfrigérateurs, congélateurs, climatiseurs, etc.) et à 68,9 % d'autres appareils (sous-catégorie 1A : lave-linges, chaudières, fours à micro-ondes, etc.). La catégorie 3 (équipements informatiques et de télécommunications) est principalement composée d'équipements disposant d'écrans inférieurs à 100 cm² ou n'ayant pas d'écran (sous-catégorie 3B), tels que les téléphones portables, les unités centrales, les imprimantes, le reste des équipements de la catégorie (sous-catégorie 3A) étant constitué d'écrans, ordinateurs portables, moniteurs, etc. (respectivement 68,1 % et 31,9 %). Enfin, la catégorie 4 (matériel grand public) est constituée à quasi-égalité d'écrans (sous-catégorie 4A : postes de télévision, cadres numériques, représentant 55,2 % des tonnages) et d'autres matériels (sous-catégorie 4B : vidéoprojecteurs, lecteurs DVD, appareils photos, etc., représentant 44,8 % des tonnages). Une augmentation de 4,1 % d'équipements de catégorie 4A est observée par rapport à 2015 notamment du fait du passage à la TNT HD et du renouvellement des téléviseurs et équipements associés dans les maisons principales et secondaires des particuliers.

Ces sous-catégories permettent la comparaison des données de mise sur le marché avec les données de DEEE collectées exprimées en flux et non pas en catégorie, et le calcul des objectifs et taux de collecte par les éco-organismes par flux. En effet, le flux de gros électroménager froid (GEM F) correspond à la catégorie 1A et le gros électroménager hors-froid (GEM HF) à la catégorie 1B ; le flux des écrans correspond aux 3A et 4A ; les lampes correspondent à la catégorie 5 ; les panneaux photovoltaïques à la catégorie 11 et les petits appareils en mélange (PAM) englobent toutes les catégories restantes (2, 3B, 4B, 6, 7, 8, 9, 10).

3.1.2.2. REPARTITION PAR STATUT DE PRODUCTEUR

Pour déclarer ses mises sur le marché d'équipements ménagers, chaque producteur doit indiquer son statut parmi les cinq statuts définis par le décret DEEE.

Figure 30 : Répartition des tonnages d'équipements ménagers mis sur le marché en 2016 par statut de producteur

En 2016, les tonnages d'équipements importés de pays hors Union européenne (43 % des tonnages, lorsqu'on exclut les revendeurs sous leur marque qui peuvent se fournir soit en France soit à l'étranger) continuent de dépasser les quantités mises sur le marché par des fabricants français (30 % des tonnages) même si cette part est en légère augmentation par rapport à 2015 (28 %). Cela correspond à une légère reprise de l'industrie manufacturière française, amorcée en 2015 et confirmée en 2016, dont le secteur de l'électronique tire parti²⁵. La majeure partie des EEE ménagers reste importée, preuve de l'attractivité pour les particuliers de certains types d'équipement produits à l'étranger comme les gros appareils ménagers (69 % d'importation), le matériel grand public (comprenant par exemple les enceintes et appareils photo numériques) ou encore les panneaux photovoltaïques (69 %).

3.1.2.3. PARTS DE MARCHE DES ECO-ORGANISMES

La part de marché d'un éco-organisme correspond à la proportion des tonnages d'EEE mis sur le marché par l'ensemble de ses adhérents par rapport à la totalité des tonnages d'EEE ménagers mis sur le marché. Le calcul des parts de marché des éco-organismes présente un enjeu financier, puisqu'il permet de calculer leurs obligations de collecte (fixées à hauteur de leurs parts de marché).

La fin de l'agrément d'ERP en 2015 a conduit au report de ses anciens adhérents à 90 % vers Ecologic et 10 % vers Eco-systèmes, entraînant une hausse importante de la part de marché d'Ecologic. En 2016, la répartition des parts de marché est relativement stable par rapport à 2015 : les parts de marché d'Eco-systèmes et PV CYCLE France ont légèrement baissé (passant respectivement de 75,2 à 74,8 % et de 4,1 à 3,5 %), Ecologic représente 20,9 (contre 20,0 % en 2015) des tonnages déclarés mis sur le marché et Récylum reste à 0,8 %. En 2016, le **montant total des contributions perçues par les éco-organismes pour les EEE ménagers mis sur le marché s'élevait à 189 millions d'euros**, ce qui est supérieur aux montants perçus l'année précédente (169 millions d'euros), celui-ci étant proportionnel aux quantités mises sur le marché. Cette augmentation est également due à une hausse des barèmes au 1^{er} avril 2016 (mise en œuvre en juillet 2016).

Figure 31 : Parts de marché des éco-organismes pour 2016

²⁵ <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2891810>

3.1.3. ÉQUIPEMENTS PROFESSIONNELS

114 millions d'équipements professionnels mis sur le marché en 2016, soit une augmentation de 12 % par rapport à 2015

Poids moyen de l'équipement : 2,4 kg en 2016 contre 2,5 kg en 2015.

Alors que les mises sur le marché d'équipements ménagers ont ralenti entre 2015 et 2016, l'existence d'éco-organismes agréés pour les DEEE professionnels depuis 2012 continue d'avoir un impact sur le contenu et la quantité des tonnages professionnels déclarés mis sur le marché :

- Les tonnages déclarés en système individuel en 2016 ont chuté de 58 % par rapport à 2012 (1^{ère} année d'agrément des éco-organismes pour le secteur professionnel) et de 23 % par rapport à 2015, alors que les tonnages déclarés par les éco-organismes ont augmenté de 239 % (+22 % par rapport à 2015). Une grande partie des producteurs qui étaient en système individuel a en effet adhéré aux éco-organismes depuis leur agrément, et cette tendance s'est amplifiée en 2016 puisque toutes les catégories d'équipement sont couvertes depuis le 1^{er} janvier 2016.
- Les actions des éco-organismes ont drainé dans la filière des producteurs de petits équipements qui sont à l'origine de la diminution du poids moyen des équipements, mais également des équipements d'autres natures qui échappaient jusqu'à présent à la filière légale (du fait d'une mauvaise information des producteurs, de l'absence de solution pratique à mettre en œuvre par rapport à la facilité de faire appel à des ferrailleurs par exemple, etc.). Certains éco-organismes ont ainsi pu conclure des partenariats avec l'ensemble d'une profession, entraînant de fortes hausses dans les chiffres de la filière professionnelle. Ecologic a réuni en 2014 l'ensemble du secteur de la cuisine professionnelle, ce qui a pu avoir un impact positif sur les tonnages déclarés en catégorie 1 dès 2014, et qui s'est confirmé en 2015 (hausse de 18 %) et dans une moindre mesure en 2016 (hausse de 4 %). Les nouveaux agréments des éco-organismes les ont également conduits à travailler en partenariat avec les syndicats et producteurs concernés. Eco-systèmes, nouvellement agréé pour les catégories 6 et 9, collabore ainsi avec le Gimélec (groupement des industries de l'équipement électrique, du contrôle-commande et des services associés), les fabricants de pompe, de matériel de soudure ou d'outillage afin qu'ils se mettent en conformité avec la réglementation et déclarent au Registre.
- Les agréments des éco-organismes sur d'autres filières professionnelles (petits appareils extincteurs pour Récyllum et Déchets d'Éléments d'Ameublement (DEA) des cuisines professionnelles pour Ecologic) permettent des synergies facilitant la sensibilisation des producteurs concernés par les deux filières.

Au total les tonnages déclarés mis sur le marché (277 927 tonnes en 2016) ont augmenté de 7 %, contrairement au domaine ménager (+0,4 %). Cette hausse peut être attribuée aux nouveaux agréments et actions de démarchage des éco-organismes, ainsi que par les campagnes d'information et de relance des producteurs de la part du Ministère de l'Environnement et de l'ADEME, ayant contribué à sensibiliser les producteurs à la nécessité de déclarer leurs équipements.

Figure 32 : Évolution du nombre d'équipements professionnels mis sur le marché entre 2006 et 2016

Figure 33 : Évolution des tonnages d'équipements professionnels mis sur le marché entre 2006 et 2016

3.1.3.1. REPARTITION PAR CATEGORIE

Le démarchage des nouveaux éco-organismes agréés auprès d'adhérents potentiels pour les équipements professionnels continue d'avoir un impact positif sur les quantités déclarées.

Figure 34 : Répartition du nombre d'équipements professionnels mis sur le marché, par catégorie et par année

Les équipements des catégories 3, 5 et 9 sont les plus représentés en termes d'unités mises en marché (91,1 % des unités mises sur le marché). On constate une hausse de 41 % de la catégorie 3. Cette augmentation est due à l'adhésion de nombreux producteurs d'équipements informatiques auprès d'Ecologic, dont certains ont déclaré d'importantes mises sur le marché. Ces adhésions sont l'aboutissement de nombreuses démarches initiées par l'éco-organisme auprès des producteurs concernés.

Figure 35 : Répartition des tonnages d'équipements professionnels mis sur le marché, par catégorie et par année

Les premiers équipements mis sur le marché en termes de tonnage sont les équipements associés aux gros appareils ménagers (catégorie 1, 29,9 %), puis les équipements informatiques et de télécommunications (catégorie 3, 23,2 %). Le tonnage déclaré dans cette catégorie est d'ailleurs en hausse (+11 % par rapport à 2015) malgré le passage en ménage d'une partie des équipements de cette catégorie depuis 2015.

Les catégories connaissant les plus fortes progressions sont des catégories de faible tonnage : la catégorie 2 (+56 % par rapport à 2015), 4 (+40 %) et 7 (+19 %). La majorité des autres catégories présentent des croissances plus faibles, notamment les catégories 1 (+4 %) et 10 (-2 %).

3.1.3.2. REPARTITION PAR STATUT DE PRODUCTEUR

Pour les équipements professionnels, cinq statuts de producteur sont définis par le décret DEEE.

Sans prendre en compte les revendeurs sous leur marque qui peuvent se fournir en France ou à l'étranger, en 2016, 44 % des équipements professionnels sont mis sur le marché par des fabricants français (en tonnages) et 8 % proviennent de pays hors Union européenne, (contre 13 % en 2015).

Figure 36 : Répartition des tonnages d'équipements professionnels mis sur le marché en 2016 par statut de producteur

3.1.3.3. REPARTITION PAR ORGANISATION DE COLLECTE ET TRAITEMENT

Les différentes organisations possibles sont détaillées dans le chapitre « 2 Organisation de la filière ».

La répartition des organisations de collecte et de traitement mises en place par les producteurs a fortement évolué par rapport à 2012, date des premiers agréments d'éco-organismes pour la filière des équipements professionnels.

La proportion de tonnages d'équipements gérés par les systèmes individuels de collecte et de traitement mis en place par les producteurs diminue nettement (24 % en 2016 contre 34 % en 2015) au profit de la gestion par les éco-organismes (76 % en 2016 contre 66 % en 2015). Cette part a augmenté en 2016 du fait des nouveaux agréments accordés en janvier 2016. Toutes les catégories d'équipements professionnels sont désormais couvertes par un éco-organisme.

Figure 37 : Répartition des tonnages d'équipements professionnels mis sur le marché en 2016 par organisation

La montée en puissance des éco-organismes est bien perceptible : leur part de marché est désormais supérieure à celle des systèmes individuels pour sept catégories dont la catégorie 6 (ce qui n'était pas le cas en 2015). Sur les autres catégories, l'écart se creuse au profit des éco-organismes. Ce basculement s'est accentué du fait des nouveaux agréments et des actions des éco-organismes pour accroître leur présence dans la filière professionnelle.

Figure 38 : Répartition des tonnages d'équipements professionnels mis sur le marché en 2016 par catégorie et par organisation

Les catégories 1, 2, 5, 8 et 9 sont particulièrement déclarées en organisation « éco-organisme », à l'inverse de la catégorie 7 pour laquelle Eco-systèmes est nouvellement agréé mais qui est encore gérée quasi-exclusivement par des producteurs en « système individuel ». Les tonnages sont désormais autant déclarés par les systèmes individuels que par les éco-organismes pour la catégorie 3, sur laquelle de gros producteurs sont présents et sur laquelle les producteurs en système individuel étaient majoritaires jusqu'en 2015. Les trois plus gros producteurs en catégorie 3 totalisent à eux seuls 32 % des tonnages déclarés.

En 2016, le **montant total des contributions perçues par les éco-organismes pour les EEE professionnels mis sur le marché s'est élevé à 10,8 millions d'euros.**

Comme les années précédentes, des attestations de conformité pour les systèmes individuels ont été demandées aux producteurs. Depuis septembre 2016, 271 attestations de mise en place d'un système individuel ont été transmises (pour l'exercice 2016) sur les 460 producteurs ayant effectué des déclarations non nulles en système individuel pour 2016. Comme l'année dernière, les producteurs ayant mis en place un système individuel n'ont pas tous rempli cette obligation réglementaire. Cependant, grâce aux actions de contrôle et de rappel des obligations et amendes encourues en cas de non-respect de la réglementation de la part du ministère et de l'administration du Registre, le taux de transmission des attestations est passé de 28 % pour les données 2015 à 59 % pour les données 2016.

3.2. Collecte

3.2.1. DONNEES GLOBALES

Pour la deuxième année consécutive, la collecte des DEEE augmente nettement : **725 061 tonnes** de DEEE ont été collectées en France en 2016 (+16,6 %), soit l'équivalent de plus de 13 millions de réfrigérateurs²⁶

Cela représente **plus de 4,22 millions de tonnes de DEEE collectées depuis 2006.**

Avec un **taux de collecte global de 45,2 %**, l'objectif fixé par la Directive (45 %) est donc **dépassé en 2016.**

Figure 39 : Évolution du tonnage total de DEEE collectés entre 2006 et 2016

La collecte des DEEE a été stimulée en 2016 par plusieurs facteurs :

- La poursuite des efforts des éco-organismes pour atteindre les objectifs de collecte ambitieux et en augmentation constante jusqu'en 2020, notamment par la mise en place de nouveaux canaux de collecte par les éco-organismes (obligation du cahier des charges de développer le canal « Autre »). En effet,
  - ces nouveaux canaux ont progressé de +34 % pour Eco-systèmes du fait de la contractualisation avec des entreprises de recyclage de métaux, des opérateurs de broyage (ce qui permet de capter les volumes des artisans comme les chauffagistes) ainsi que des opérateurs de gestion des déchets (avec une forte collecte des équipements hors froid). 380 contrats actifs entre des opérateurs de gestion des déchets et Eco-systèmes ont été répertoriés en 2016. Si Eco-systèmes a contractualisé avec des récupérateurs afin de pouvoir collecter des volumes importants de GEM froid (réfrigérateur, climatiseur), un nombre important d'entre eux est encore hors filière agréée.
  - Ecologic a également contractualisé avec des opérateurs de gestion des déchets (32 contrats). Par ailleurs, l'éco-organisme a renforcé le dispositif de collecte auprès des entreprises (dont la restauration) et des administrations, grâce à une communication spécialisée, une présence des équipes de développement sur le terrain pour la valorisation de l'offre ainsi que le développement d'outils numériques pour la collecte. Ceci a ainsi permis une montée en puissance de la collecte auprès de ces acteurs.

²⁶ En prenant en compte un poids moyen de 55 kilogrammes, calculé sur la base des déclarations de mise sur le marché 2016 pour le code SH4 8418.

- les nouveaux agréments des éco-organismes qui couvrent désormais toutes les catégories d'équipements professionnels pour la période 2016-2021 : Eco-Systèmes (catégories 1, 2, 6, 9 et 10), Ecologic (catégories 1, 2, 3, 4, 6, 7, 10), Récylum (catégories 5, 6, 8, 9). Les éco-organismes poursuivent leurs efforts d'information et de collecte auprès de leurs adhérents sur les catégories historiques et sur les nouvelles catégories ;
- les campagnes de communication des éco-organismes (campagne télévisuelle engagée par Récylum en 2016, participation de PV CYCLE France à une exposition photo-pédagogique itinérante « RE-CYCLAGES EN FRANCE » en 2017) et de sensibilisation des médias ;
- la lutte contre le pillage en déchèterie, favorisé par la baisse du coût de la reprise de la ferraille pendant les trois premiers trimestres de 2016.

En conséquence, la collecte des DEEE a fortement augmenté (+16,6 % par rapport à 2015, soit +103 428 tonnes). La filière des DEEE ménagers représente 92 % des tonnages collectés.

Les catégories connaissant les plus fortes hausses en proportion sont les catégories 3 (Équipements informatiques et de télécommunications), 6 (Outils électriques et électroniques) et 9 (Instruments de surveillance et de contrôle) toutes couvertes par un éco-organisme dans le domaine ménager comme professionnel²⁷ (respectivement +21 % entre 2015 et 2016, +29 % et +46 %). Ces catégories représentent un peu plus de 126 800 tonnes des DEEE collectés en 2016 (soit 17 % du tonnage total collecté).

À titre de comparaison, la catégorie 1 (gros appareils ménagers) représente les plus gros tonnages avec 421 970 tonnes de DEEE collectés en 2016, en raison des poids unitaires importants de ces équipements. La progression des quantités collectées de +15 % pour cette catégorie représente +55 456 tonnes par rapport à 2015 et explique en grande partie la forte hausse des tonnages collectés. Elles proviennent principalement de la filière des DEEE ménagers, grâce aux nouveaux canaux de collecte développés par les éco-organismes.

Remarque sur les données de collecte de DEEE professionnels de 2016 : les quantités d'EEE en provenance des détenteurs ont été déclarées pour la première fois en 2016 en application du décret 2016-288 du 10 mars 2016. Les détenteurs sont les personnes physiques ou morales ayant déposé et fait traiter les DEEE qu'ils détenaient directement auprès d'opérateurs de gestion des déchets qui ont contractualisé avec un éco-organisme ou producteur ayant mis en place un système individuel, lesquels peuvent par conséquent déclarer ces tonnages sous réserve d'avoir effectué un audit auprès de l'opérateur. Néanmoins, des contrôles auprès des producteurs en système individuel ont montré des erreurs importantes dans ces déclarations. De fait, celles-ci ne seront pas exploitées cette année et seules les données relatives aux détenteurs déclarées par les éco-organismes sont intégrées aux chiffres présentés. Par ailleurs, cette pratique consistant à déclarer des tonnages de détenteurs existait déjà chez les éco-organismes avant le décret. Les tonnages déclarés par les éco-organismes jusqu'en 2015 comprenaient déjà ces tonnages de DEEE en provenance de détenteurs ce qui n'induit pas de hausse dans les données.

²⁷ Pour la période 2016-2021, Ecologic, Eco-système, Récylum couvrent la catégorie 6 (équipements professionnels). Eco-systèmes et Récylum couvrent la catégorie 9 (équipements professionnels).

Figure 40 : Répartition du tonnage total de DEEE collectés, par catégorie et par année

Les éco-organismes constatent une diminution de la qualité des équipements collectés à traiter, du fait de la baisse des parties en métaux ferreux et non-ferreux au profit du plastique. Cela soulève de nouveaux enjeux puisque le plastique est plus difficilement recyclable et contient des substances nécessitant un traitement particulier du fait de leur toxicité (retardateurs de flammes bromés). Le niveau de traitement de ces plastiques est cependant bon en France, et des mesures sont prises pour limiter leur mise sur le marché (écoconception, éco-modulation).

Enfin, les quantités d'**EEE professionnels usagés exportés pour être réemployés hors de France** ont également été déclarées pour la première fois en 2016, par quelques producteurs et par les éco-organismes (les déclarations des éco-organismes correspondant aux EEE exportés directement par leurs producteurs adhérents, ne transitant pas par les éco-organismes). Ces nouveaux tonnages déclarés correspondent à une disposition du cahier des charges des éco-organismes, leur permettant de déclarer à leur compte ces tonnages, pris en compte dans le calcul de l'atteinte des objectifs de collecte, sous réserve d'effectuer des audits auprès des producteurs pour vérifier qu'il ne s'agit pas de déchets mais bien d'équipements, et qu'ils sont bien exportés pour être réemployés. Ces tonnages ne sont pas pris en compte dans les chiffres de collecte présentés, car ces équipements n'ont pas le statut de DEEE.

À l'avenir, certains nouveaux équipements vont être collectés de plus en plus massivement comme DEEE, notamment les écrans plats. Si une arrivée massive des écrans plats était attendue, ces équipements ont été relativement peu collectés en 2016. Sont également attendus en collecte de façon plus générale tous les équipements de catégories 6, 7 et 9. La fin de vie de ces équipements est prise en charge par les producteurs dans le cadre de leur système individuel, ou par Récylum et Eco-systèmes (depuis 2016) pour la catégorie 9. Enfin, les panneaux photovoltaïques ont commencé à être collectés en 2015 depuis leur inclusion dans le champ d'application de la Directive DEEE. 295 tonnes de panneaux photovoltaïques ont été collectés en 2016, ce qui représente 0,04 % du tonnage total collecté dans l'année.

En 2016, grâce à ces différents flux de DEEE collectés, le taux de collecte est de 45,2 % et permet donc l'atteinte de l'objectif fixé par la Directive, qui est de 45 %. Le taux de collecte est calculé à partir des quantités collectées en année N (quantités d'EEE usagés exportés pour réemploi hors de France incluses) par rapport à la moyenne des 3 dernières années de quantités mises sur le marché (n-1, n-2, n-3).

L'ensemble des données présentées dans la partie « collecte » figure en annexe V.2.

3.2.2. COLLECTE DES DECHETS D'EQUIPEMENTS MENAGERS

3.2.2.1. DONNEES AU NIVEAU NATIONAL

667 261 tonnes de DEEE ménagers ont été collectées en 2016 par les 4 éco-organismes agréés

Soit une augmentation de 15,5 % par rapport à 2015.

Figure 41 : Évolution des tonnages de DEEE ménagers collectés par flux entre 2006 et 2016

De manière générale, les flux collectés ont fortement augmenté en 2016 (+15,5 %), à l'exception du flux de panneaux photovoltaïques (-19,4 %). PV CYCLE France explique cette baisse par rapport à la première année de collecte par un stockage des panneaux usagés par les détenteurs à la fin de l'année, durant la période de consultation des opérateurs de traitement²⁸.

La collecte des écrans et des lampes a repris en 2016 avec notamment une hausse de 19,2 % et 2,7 % respectivement. On peut attribuer la hausse de la collecte des écrans à un fort renouvellement des téléviseurs, depuis l'extinction du signal MPEG2 en avril 2016 (4,8 millions de postes concernés), observés dans les données de mise sur le marché, et qui conduit entre autres à l'enlèvement des téléviseurs cathodiques plus lourds, ne pouvant plus fonctionner avec ce nouveau dispositif.

Les quantités collectées de gros électroménagers ont également augmenté (+8,4 % pour le gros électroménager froid et 15,9 % pour le hors froid) dans une moindre mesure par rapport à la période précédente (+11,1 % et 30,3 % respectivement entre 2014 et 2015). Cette évolution est observée chez les deux éco-organismes généralistes (+25 % pour Ecologic, +12 % pour Eco-systèmes), dont les campagnes de sensibilisation et actions de développement des canaux de collecte se sont intensifiées pour répondre à l'augmentation progressive de leurs objectifs de collecte. Le taux de collecte des équipements hors froid par Eco-systèmes a de fait fortement progressé grâce aux contrats passés auprès de FEDEREC qui ont notamment permis l'enlèvement de chauffe-eaux (+45,8 %). Ces efforts semblent avoir contrebalancé le détournement de DEEE de la filière légale (récupération d'équipements usagés sur la voie publique et le pillage en déchèteries, pour la valeur marchande de leur contenu en métaux), affaibli par la forte baisse du cours des métaux lors des trois premiers trimestres de 2016, rendant le vol et recel de ferraille moins rentable. Ces pratiques ont également pu être endiguées par les dispositions prises par les pouvoirs publics pour lutter contre cette filière parallèle illégale, notamment l'instauration d'une sanction à l'encontre des opérateurs de traitement des DEEE qui ne réalisent pas le traitement des DEEE ménagers collectés séparément dans le cadre de contrats passés avec les éco-organismes agréés de la filière (article R543-194-1, modifié par le décret 2012-617 du 2 mai 2012). Les éco-organismes mettent également en place des actions dans les déchèteries pour éviter les vols : suivi électronique ou papier des équipements repris par les distributeurs lors des retours de livraison, marquage des équipements collectés dans les déchèteries, conteneurs sécurisés, augmentation des fréquences d'enlèvement, soutien financier aux collectivités pour la mise en place de solutions contre les vols et pillages²⁹. Eco-systèmes a par exemple engagé et intensifié un « pilotage de la performance » avec notamment plus de 4 000 visites effectuées en déchèteries en 2016, le rappel aux agents des consignes de tri, ainsi qu'une optimisation des fréquences de collecte.

²⁸ Rapport annuel 2016 PV CYCLE France, http://www.pvcycle.org/wp-content/uploads/2017/07/20170719_RAA-2016-1.pdf.

²⁹ <http://www.eco-systemes.fr/partenaires-et-professionnels/collectivites-locales/securiser-les-dechetteries>

L'OCAD3E apporte également un appui juridique aux actions en justice engagées par les collectivités. En 2016, 51 affaires ont été portées devant la justice et ont abouti pour la quasi-totalité à des condamnations pénales à l'encontre des auteurs de vols.

La collecte des petits appareils en mélange (PAM) a également fortement augmenté (+17,7 % par rapport à 2015 et, en cumulé, +62,8 % par rapport à 2010) grâce au déploiement des points de collecte pour ce flux (bornes de collecte chez les distributeurs, collecte en déchèterie, collecte dans les conteneurs de tri sélectif dans certaines municipalités, etc.) et aux importantes actions de communications ayant permis de détourner une partie de ce flux des ordures ménagères (estimé à environ 1kg/hab. en 2013³⁰).

Enfin, le tonnage de lampes collectées en 2016 enregistre une légère hausse (+2,7 %) et le taux de collecte des lampes, calculé par rapport à la moyenne des mises sur le marché des trois dernières années, augmente en conséquence (44,8 % en 2016, 43,0 % en 2015). Cependant, un effet ciseau va être observé dans les prochaines années du fait de l'explosion des lampes à LED vendues sur le marché français et leur collecte tardive étant donnée la longue durée de vie de ces équipements (10 ans) comparée aux lampes fluocompactes. Si l'objectif de collecte sera difficile à atteindre en 2017, Récylum continue néanmoins à engager plusieurs actions afin d'optimiser les canaux de collecte existants.

Focus 8 : Développement de la collecte

Le nouveau cahier des charges des éco-organismes pour les DEEE ménagers couvrant la période 2015-2019, impose de nouveaux objectifs de collecte aux éco-organismes, mais également le développement de nouveaux canaux de collecte. En 2016, avec 15 % de déchets collectés issus de canaux de collecte autres que le service public de gestion des déchets, la reprise des distributeurs ou les déchets provenant des équipements non réemployés par les acteurs de l'ESS, l'objectif réglementaire minimum fixé à 15 % est donc atteint. 32 153 tonnes supplémentaires ont été ainsi collectées par rapport à 2015. L'objectif est augmenté progressivement jusqu'à 30 % en 2019.

À titre d'exemple,

- Eco-systèmes et Ecologic ont développé un nouveau canal de collecte en signant fin 2014 des partenariats nationaux avec FEDEREC. Cela permet aux éco-organismes de contractualiser avec des recycleurs de métaux et opérateurs de broyage, adhérents de FEDEREC, qui récupèrent des déchets de professionnels intervenant chez les particuliers (électriciens, chauffagistes, cuisinistes, etc., donc principalement du flux des gros équipements électroménagers hors froid). Les artisans n'ont en effet pas toujours accès aux déchèteries publiques, et n'ont pas d'autres solutions que de déposer les appareils désinstallés chez des récupérateurs de métaux. Ce partenariat permet de réorienter ces DEEE ménagers traités directement par les recycleurs de métaux vers la filière agréée et il contribue à l'atteinte des objectifs de collecte des éco-organismes. Après la signature de 250 contrats avec des recycleurs de métaux et 40 opérateurs de broyage par Eco-systèmes en 2015³¹, Eco-systèmes et Ecologic avaient conclu respectivement 380 et 32 contrats avec des recycleurs et broyeurs fin 2016. Les contrats imposent aux recycleurs et opérateurs de broyage une meilleure traçabilité des flux (par exemple, garantir que les DEEE traités ne sont pas issus du vol) et un traitement de qualité répondant aux normes CENELEC et aux labels WEEELABEX, qui intègrent notamment des exigences en termes de dépollution. La dépollution est la première étape du traitement et consiste à retirer les substances dangereuses pour la santé et l'environnement contenues dans les DEEE, et isoler les matériaux pouvant être valorisés. En contrepartie, Eco-systèmes et Ecologic aident financièrement à compenser le coût de ces nouvelles opérations prévues par la convention et assurent le suivi opérationnel³².
- Eco-systèmes continue également à développer une solution de collecte d'« ultra proximité » avec Emmaüs.

³⁰ Évaluation du gisement de DEEE ménagers et mixtes (2013), étude réalisée par BIO by Deloitte pour le compte de l'OCAD3E et l'ADEME. Étude téléchargeable sur le site de l'ADEME : http://www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/91235_rapport-gisement-deee.pdf

³¹ Chiffres : octobre 2015.

³² <http://www.eco-systemes.fr/uploads/pressitem/f809ce0ba06b46f7e1ce73eb00e47bb755c7253b.pdf>

Dans le 11^{ème} arrondissement de Paris, un camion stationne en alternance à plusieurs adresses du quartier toutes les deux semaines, pour réceptionner les équipements des habitants du quartier qui sont confiés à Emmaüs. Ces collectes de proximité en zone urbaine dense initiées en 2013, ont significativement augmenté en 2016 avec 521 opérations de collecte (contre 300 en 2015) à Paris (12 arrondissements), 3 départements d'Ile-de-France ainsi qu'à la ville de Lyon, Bron, Vénissieux et Toulouse. Ces collectes permettent de capter un gisement de bonne qualité notamment des tablettes et smartphones. Ces collectes seront étendues à d'autres villes et répétées à hauteur de 500 opérations par an.

- Ecologic développe la collecte auprès des entreprises détentrices de DEEE en leur proposant une solution de collecte de proximité en entreprise. Des contenants sont mis à disposition auprès des salariés, qui peuvent y déposer leurs petits DEEE. Les DEEE sont collectés périodiquement pour être traités.
- Récylum a engagé plusieurs actions en 2016 qui commencent à porter leurs fruits, notamment des animations auprès des particuliers (à Paris, Marseille, Toulouse et Lyon), une campagne de communication télévisuelle ainsi que des programmes d'animations auprès des points de collecte. Parallèlement, des abris de collecte communicants ont été déployés dans les déchèteries afin de protéger le bac de collecte des lampes et d'informer sur le geste de tri.

Dans les DOM TOM, les éco-organismes développent les points de collecte chez les distributeurs via l'installation de meubles de collecte.

De fait, les actions de communication, les partenariats avec des acteurs clés de la filière ainsi que les diverses opérations de collecte initiées par les éco-organismes expliquent en partie la hausse significative de 15 % des tonnages collectés en 2016.

Focus 9 : Premiers résultats de collecte sur la filière des panneaux photovoltaïques

Actuellement, la collecte des panneaux photovoltaïques se fait majoritairement auprès des détenteurs (93 % des volumes collectés). L'apport dans l'un des 160 points d'apport volontaire existants (distributeurs, installateurs, déchèteries professionnelles) est encore faible car le seuil de 500 kg, qui représente environ 40 panneaux et permet de demander un enlèvement par PV CYCLE France, est rapidement atteint : PV CYCLE France effectue des enlèvements moyens de 2 tonnes, la massification des panneaux étant plus facile que pour d'autres types d'EEE (un kit moyen de 12 panneaux sur une maison pèse plus de 200 kg). Cependant, PV CYCLE France prévoit d'intensifier la collecte par ce dernier canal, même si cela ne devrait pas avoir d'impact immédiat sur les quantités collectées puisque PV CYCLE France récupère déjà la totalité des panneaux en fin de vie qui lui sont remis. Cela inciterait les distributeurs à se mettre en conformité puisqu'ils ont l'obligation de proposer la reprise des DEEE, et les sensibiliserait à la nécessité de devenir un relais de l'information auprès des consommateurs, qui aujourd'hui connaissent peu leurs droits en termes de reprise des panneaux photovoltaïques par les distributeurs. Ce canal de proximité pourrait avoir plus d'impact sur les consommateurs qu'une communication par l'éco-organisme, plus éloigné.

Un partenariat avec d'autres éco-organismes pourrait avoir lieu pour mutualiser les enlèvements sur site (par exemple avec les onduleurs), notamment dans les DOM.

Focus 10 : Collecte des téléphones portables

Depuis 2012, la vente de téléphones portables en France concerne environ 24 millions d'équipements par an. 92 % des foyers disposent d'au moins un téléphone. De fait, avec l'importante mise sur le marché des téléphones portables et leur obsolescence rapide, ces équipements représentent un gisement significatif en vue du réemploi. La captation de ce gisement est néanmoins un enjeu majeur puisque près de 30 millions d'appareils usagés sont conservés par les particuliers français. En effet, seuls 15 % des téléphones portables mis sur le marché sont collectés.

De nombreux freins bloquent le réemploi des téléphones portables tels qu'une collecte insuffisante, un stockage des appareils usagés par les particuliers, une conception pouvant faire obstacle à la réparation, un marché de l'occasion peu transparent.

Une conception non favorable à la réparation et au réemploi

Une étude engagée par le Sénat³³ démontre que la conception des téléphones portables est plutôt défavorable au réemploi et au recyclage dans le but d'inciter au renouvellement en faveur d'appareils innovants avec de nouvelles fonctionnalités. Par exemple, la quasi-impossibilité de remplacer des batteries intégrées devient de plus en plus répandue. De même, certains modèles de téléphones comme les iPhones peuvent être désassemblés uniquement par le fabricant lui-même du fait de la sophistication croissante de ces équipements. Ce type d'approche freine donc l'utilisateur et autres techniciens (autre que le fabricant) de réparer l'appareil et limite ainsi le réemploi des téléphones. De même, la faible disponibilité de pièces détachées souvent spécifiques et onéreuses rend la réparation et le réemploi d'un appareil plus difficile.

Une collecte des téléphones portables limitée

En termes de collecte, cette dernière est principalement assurée par les éco-organismes de la filière DEEE, Eco-systèmes et Ecologic qui collectent les petits appareils en mélange dont les téléphones portables. La proportion de téléphones collectés parmi ces équipements est cependant très faible. De fait, Eco-systèmes a initié depuis 2010 une collecte spécifique des téléphones portables auprès des distributeurs, des opérateurs de téléphonie et des quartiers des grandes villes via des bacs dédiés dans les meubles de collecte. Des collectes solidaires de quartier permettent également de collecter un gisement de bonne qualité. Malgré ces actions diverses, seuls 15 % du gisement sont collectés, ce qui est comparable à la performance de collecte des autres pays européens (14 %).

Une collecte freinée par le comportement des utilisateurs

La collecte est freinée par la conservation des équipements usagers par les particuliers ainsi que le vol de téléphones dans les bacs de collecte dédiés, et ce, malgré la mise en place de dispositifs antivols renforcés. L'un des axes d'amélioration de la performance de collecte est donc l'information du consommateur du geste de tri afin d'éviter le stockage de ces appareils dans les foyers. En effet, 41 % des utilisateurs gardent leur ancien appareil lors d'un nouvel achat afin de disposer d'une solution de remplacement en cas de panne. D'autres le conservent pour sa valeur sentimentale et pour les données qu'il contient (photos par exemple). Deux autres freins majeurs au geste de tri sont l'inquiétude sur la suppression systématique des données (bien qu'Eco-systèmes garantisse l'effacement des données dans le cadre de sa charte du réemploi) et la faible taille des équipements qui conduit à sa conservation sans gêne pour le particulier comparé à d'autres appareils électroménagers plus encombrants. La systématisation de l'information auprès du consommateur sur le geste de tri à chaque étape du parcours de vente (internet inclus) est donc nécessaire. Les distributeurs sont tenus d'informer les acheteurs de l'obligation de ne pas jeter les équipements avec les déchets ménagers ainsi que de leurs indiquer les dispositifs de collecte disponibles. La communication des éco-organismes concerne en général les DEEE dans leur globalité, et n'est pas spécifique au téléphone portable malgré l'existence d'une collecte dédiée pour les téléphones. Le Sénat propose ainsi le lancement d'une campagne nationale dédiée au tri des téléphones portables « videz vos tiroirs pour l'emploi et pour la planète » et envisage d'examiner l'opportunité d'augmenter le pourcentage du budget des éco-organismes affecté à la communication sur le geste de tri et la valorisation des téléphones portables.

Autres freins à la collecte

La collecte est également freinée par une méconnaissance de la réglementation par les distributeurs qui ne proposent pas systématiquement les reprises « 1 pour 1 » et « 1 pour 0 », voire la rendent payante dans un tiers des cas (environ 20 euros par produit)³³. Par ailleurs, le faible taux de collecte des téléphones portables est également dû à un marché de l'occasion significatif, et ce, depuis 2012. Certains opérateurs proposent des offres de reprise afin de faire face à la concurrence des contrats SIM *only* (sans achat de téléphone intégré au forfait). Par ailleurs, les utilisateurs sont davantage amenés à choisir entre un produit haut de gamme d'occasion et un produit moyen de gamme neuf pour un même budget, du fait de la montée des prix des téléphones portables. Enfin, les nouvelles plateformes d'achat-vente entre particuliers se sont fortement développées. De fait, les téléphones usagés sont peu captés par la filière DEEE mais rejoignent le marché du rachat et de la revente.

³³ <https://www.senat.fr/notice-rapport/2015/r15-850-notice.html>

La collecte dans les déchèteries (origine correspondant à « collectivités ») a augmenté, en tonnages collectés, de 14,0 % par rapport à 2015, et reste la source majoritaire des DEEE collectés. Cependant, sa part dans les origines de collecte est équivalente à celle de 2015. La part des quantités collectées auprès des distributeurs, seconde source de DEEE collectés, est en revanche en baisse et représente ainsi 18 % en 2016 contre 20 % en 2015.

Figure 42 : Répartition des tonnages de DEEE ménagers collectés en 2016 par type de point de collecte

Une étude de l'association UFC Que Choisir³⁴ montre que les distributeurs ne proposent pas suffisamment de solutions de reprises aux consommateurs et ne respectent pas toujours leurs obligations de reprise.

La collecte auprès des acteurs de l'économie sociale et solidaire augmente également (+12 %), tout comme celle auprès de gros détenteurs et autres canaux de collecte (origine correspondant à « Autre ») qui a augmenté considérablement de 48 % (soit +32 153 tonnes par rapport à 2015), du fait des efforts des éco-organismes pour diversifier ces canaux (comme demandé par le cahier des charges d'agrément). L'origine « Autre » est également de plus en plus représentée du fait de la collecte auprès d'entreprises depuis le basculement d'une partie des équipements professionnels dans la filière des DEEE ménagers. L'objectif de représentation de ce type de canal (15 % pour 2016) a été atteint grâce à une progression du nombre de contrat des éco-organismes avec les opérateurs de traitement (380 fin 2016 pour Eco-systèmes contre 290 en 2015 et 32 pour Ecologic en 2016 contre 0 en 2015). Le potentiel de ces canaux peut encore croître par rapport à celui des déchèteries notamment, dont le nombre ne devrait pas augmenter significativement à la différence des autres types de points de collecte pouvant être implantés dans de nouveaux lieux (ex : au sein des entreprises) : le nombre de points de collecte « autres » a déjà augmenté de 44 % par rapport à 2015, contre 0,3 % pour les déchèteries et 15 % pour les distributeurs. Le potentiel d'amélioration de la collecte dans ces derniers est important, puisque le nombre de point de collecte dans la distribution a augmenté de 24,2 % entre 2010 et 2016, pour un tonnage collecté seulement légèrement supérieur en 2016 qu'en 2010 (+2,1 %)³⁵. La répartition globale des tonnages entre les différents points de collecte reste cependant relativement stable par rapport aux années précédentes du fait de la hausse générale des quantités collectées.

Grâce au maillage des points de collecte, la population desservie par la collecte de DEEE de la filière généraliste (tous DEEE sauf lampes) s'élève fin 2016 à plus de 65 millions d'habitants, et celle de la filière lampes à plus de 59 millions d'habitants. D'après un sondage réalisé par Récylum en 2015, 86 % des Français disent avoir identifié le point de collecte le plus proche de chez eux contre seulement 50 % en 2010³⁶.

Figure 43 : Population française couverte par une collecte des DEEE

³⁴ <http://www.actu-environnement.com/ae/news/deee-distributeurs-magasins-reprise-reglementation-selective-26139.php4>

³⁵ Recueil des indicateurs de la filière DEEE ménager, ADEME

³⁶ <http://www.recylum.com/assets/uploads/RECYLUM-RapportActivite-2015-FR.pdf>

En 2016, les parts de collecte des éco-organismes généralistes (Eco-systèmes et Ecologic) et de Récylum sont relativement similaires à celles de 2015 et relativement proches des parts de marché. La part de collecte de PV CYCLE France est inférieure à 1 % comme en 2015 mais devrait augmenter à mesure que la filière gagnera en maturité.

Figure 44 : Répartition des tonnages de DEEE ménagers collectés en 2016 par éco-organisme

3.2.2.2. DONNEES AU NIVEAU LOCAL

Figure 45 : Performances de collecte des DEEE en 2016 (en kg/hab.)

Avec 10,0 kg par habitant collectés en 2016 au niveau national, le taux de collecte a encore progressé par rapport à 2015 (8,7 kg par habitant). Cela équivaut à un taux de collecte global de 48,8 %, ce qui dépasse largement l'objectif fixé à 45 % (soit 9,3 kg/hab.) en France par le cahier des charges d'agrément des éco-organismes (voir le détail du nouveau calcul des objectifs et taux de collecte dans le focus ci-dessous). Le taux de collecte est cependant très variable selon les flux.

Tableau 8 : Taux de collecte 2016 par flux

TAUX DE COLLECTE 2016 PAR FLUX					TAUX DE COLLECTE GLOBAL
GEM F	GEM HF	Écrans	PAM	Lampes	
41%	46%	136%	42%	45%	49%

84 départements ont dépassé l'objectif de collecte. 18 ne l'ont pas atteint, dont 5 qui ont collecté moins de 4 kg par habitant.

Cet objectif est fixé à 52 % pour l'année 2017 : il sera ainsi d'environ 10,8 kg par habitant. 56 départements atteignent déjà ce taux de collecte.

Focus 11 : Calcul du taux de collecte des DEEE ménagers

La Directive 2012/19/UE a imposé aux États-membres de revoir les modalités de calcul du taux de collecte de DEEE à atteindre chaque année (ou « objectif de collecte »), qui doit être « fondé sur la quantité de DEEE produits, en tenant dûment compte des cycles de vie différents des produits dans les États membres, des marchés non saturés et des EEE ayant un long cycle de vie ». L'article 7 de la Directive précise qu'à partir de 2016, l'objectif de collecte minimal est fixé à 45 % du poids moyen des EEE mis sur le marché au cours des trois années précédentes. Cet objectif doit augmenter graduellement et atteindre 65 % en 2019 (ou 85 % des DEEE produits).

Le taux de collecte atteint en 2016 se calcule donc ainsi : quantité de DEEE collectés en 2016 / moyenne des quantités d'EEE mis sur le marché en 2013, 2014 et 2015. L'objectif à atteindre est : 0,45 x moyenne des quantités d'EEE mis sur le marché en 2013, 2014 et 2015.

Ce nouveau mode de calcul remplace l'objectif exprimé en kilogramme par habitant en vigueur jusqu'à fin 2015.

En France, le cahier des charges des éco-organismes agréés pour la gestion des DEEE ménagers précise que ce mode de calcul est applicable dès 2015 (avec un objectif fixé à 40 % du poids moyen d'EEE mis sur le marché au cours des trois années précédentes) et atteint progressivement 65 % en 2020. Ces objectifs ne s'appliquent pas au flux des panneaux photovoltaïques. L'éco-organisme se chargeant de ce flux doit fournir chaque année une estimation de la quantité de panneaux qu'il devra collecter.

Tableau 9 : Objectif de collecte par année (en % de la moyenne des quantités mises sur le marché les trois dernières années)

ANNEE	OBJECTIF DE COLLECTE (%)
2015	40
2016	45
2017	52
2018	59
2019	65
2020	65

Tableau 10 : Atteinte des objectifs de collecte par les départements et régions

	OBJECTIF DU CAHIER DES CHARGES D'AGREMENT DES ECO-ORGANISMES POUR 2016 : 45 % DE LA MOYENNE DES EEE MIS SUR LE MARCHE LES 3 ANNEES PRECEDENTES, SOIT 9,3 KG EN 2016
Nombre de départements ayant atteint l'objectif	84 / 101
Nombre de régions ayant atteint l'objectif	12 / 14

Avec un taux de collecte de 16,7 kg/habitant, le département de Tarn-et-Garonne est celui ayant atteint le taux de collecte le plus élevé en 2016. Le taux de collecte global étant de 49 %, l'objectif de collecte de l'année 2016 est donc atteint au niveau national.

3.2.3. COLLECTE DES DECHETS D'EQUIPEMENTS PROFESSIONNELS

57 801 tonnes de DEEE professionnels ont été déclarées collectées au Registre en 2016

Soit +32,2 % par rapport à 2015.

Pour rappel (voir chapitre 2 « Organisation de la filiÈre »), le décret impose aux producteurs d'EEE professionnels de collecter (ou faire collecter) et traiter (ou faire traiter), d'une part, les déchets d'équipements mis sur le marché depuis le 13 août 2005 et, d'autre part, les équipements mis sur le marché antérieurement à cette date dans le cas d'un remplacement par un appareil équivalent (reprise un pour un) et de déclarer au Registre DEEE les quantités ainsi collectées et traitées. Depuis 2012, les producteurs d'équipements professionnels peuvent adhérer à un éco-organisme pour certaines catégories d'équipements et déléguer leurs déclarations à leur(s) éco-organisme(s). Depuis 2014, la possibilité de transférer l'obligation de traitement à l'utilisateur final a été supprimée. Le report des producteurs concernés sur les systèmes individuels ou l'adhésion à un éco-organisme, vérifié en 2014 au niveau des mises sur le marché, est désormais également visible sur les tonnages collectés. Après un temps de latence pour se mettre en conformité, les producteurs concernés se sont mis en règle à partir de 2015 et déclarent désormais, via leur système individuel ou leur éco-organisme, des tonnages collectés. De plus, les tonnages en provenance des détenteurs ont été déclarés pour la première fois en 2016 (voir partie 3.2.1). Cependant l'explication principale à cette hausse importante reste les nouveaux agréments de fin 2015 qui ont permis à toutes les catégories d'être couvertes par un agrément.

57 801 tonnes de déchets d'équipements professionnels ont été déclarées collectées en 2016 soit une augmentation des tonnages de +32,2 % par rapport à 2015 (+14 095 tonnes). Il est important de signaler que les données du Registre sur la collecte et le traitement des DEEE dans le domaine professionnel peuvent présenter des variations notables car elles dépendent fortement des déclarations de quelques producteurs qui déclarent des tonnages importants, notamment lors de grandes périodes de renouvellement d'équipement.

Figure 46 : Évolution des tonnages de DEEE professionnels collectés entre 2006 et 2016

Après plusieurs années d'oscillation autour des 20 000 tonnes de DEEE professionnels collectés, les tonnages collectés sont en constante augmentation depuis 2014 pour dépasser cette année les 57 000 tonnes, notamment du fait des producteurs déclarant pour la première fois la fin de vie de leurs équipements et les nouveaux agréments des éco-organismes qui permettent de couvrir toutes les catégories d'équipements professionnels.

Les DEEE collectés relèvent principalement de la catégorie 3 (équipements informatiques et de télécommunications qui représentent 43,4 % des tonnages). Cette catégorie continue d'augmenter avec une hausse de 19,6 % par rapport à 2015, après plusieurs années de fluctuation entre 14 t 18 000 tonnes (illustrant l'irrégularité d'une année à l'autre des lots de DEEE à collecter).

Quatre producteurs totalisent 34,5 % des tonnages collectés de la catégorie 3 en 2016, ce qui représente 15,0 % des tonnages collectés toutes catégories confondues. Les déclarations de ces producteurs sont très variables d'une année à l'autre, car ils dépendent notamment des renouvellements de parcs informatiques et de matériel d'impression, dont la fréquence est estimée à environ deux ans.

FIGURE 47 : RÉPARTITION DES TONNAGES DE DEEE PROFESSIONNELS COLLECTÉS, PAR CATEGORIE ET PAR ANNEE

D'autres catégories ont pris de l'importance en 2016, bien que la part de la catégorie 3 reste stable dans la répartition des tonnages professionnels collectés. Les agréments d'éco-organismes pour les DEEE professionnels ont en effet contribué à l'accroissement des volumes collectés pour toutes les catégories sauf la 4, et en particulier la catégorie 1 (+74,1% d'augmentation pour les éco-organismes seuls), 2 (+743,2%), 3 (+101,3%) et 5 (+67,1%) par rapport à 2015.

Figure 48 : Répartition des tonnages de DEEE professionnels collectés en 2016 par catégorie d'équipements

La répartition des tonnages de DEEE professionnels collectés par catégorie d'équipement permet une meilleure visualisation du poids respectif des catégories. Cette répartition peut s'expliquer par le fait que certaines catégories d'équipements comportent des équipements dont la durée de vie est plus élevée que d'autres. Certains équipements comme des outils (catégorie 6) ou des gros appareils ménagers (catégorie 1) mis sur le marché depuis 2005 ne sont pas encore en fin d'usage, alors que les équipements de la catégorie 3 (équipements informatiques et de télécommunications), qui ont une durée de vie plus courte sont ceux, majoritairement collectés.

Avec le changement de définition des équipements ménagers et professionnels instauré par le décret DEEE d'août 2014, le passage dans le domaine ménager d'un certain nombre d'équipements utilisés par les acteurs professionnels, notamment pour la catégorie 3, a diminué le poids de cette catégorie dans les flux de collecte (la catégorie 3 représente 48,0% des tonnages collectés en 2015 et 43,4% en 2016 contre 62,8% en 2014).

Figure 49 : Parts de collecte des éco-organismes et systèmes individuels pour 2016. Pourcentage des tonnages collectés, par catégorie d'équipement

Les tonnages de déchets collectés déclarés par les éco-organismes agréés ont augmenté de 67,4 % par rapport à 2015, pour un total de 37 656 tonnes collectées au total par ces acteurs.

Les tonnages déclarés collectés pour les catégories 1, 2, 4, 5, 8 et 9 sont quasiment essentiellement ceux collectés par les éco-organismes.

La hausse des quantités de DEEE professionnels collectées correspond ainsi à la montée en charge des éco-organismes professionnels durant cette quatrième année complète d'exercice de leur agrément professionnel amplifiée par les nouveaux agréments attribués pour la période 2016-2021 et qui permettent de couvrir toutes les catégories d'équipements.

En quatre ans, les éco-organismes ont également eu le temps de démarcher les producteurs (participation à des salons, communication auprès des fédérations professionnelles, création d'un site internet dédié aux DEEE professionnels, etc.), de conclure de nouvelles adhésions, d'organiser leurs systèmes de collecte de DEEE professionnels en trouvant des synergies avec le réseau de collecte ménager ou avec celui mis en place pour d'autres filières sur lesquels ils sont agréés, et d'atteindre davantage de gisements. Conséquence de cette dynamique, l'évolution des tonnages déclarés en système individuel baisse entre 2015 et 2016 (-5,0 %).

Figure 50 : DEEE professionnels collectés par les éco-organismes en 2016, par catégorie

Le taux de collecte atteint par les éco-organismes (rapport entre les quantités collectées, auxquelles sont ajoutées les quantités d'EEE usagés exportés comme prévu dans le cahier des charges, et la moyenne des trois dernières années de quantités mises sur le marché par les adhérents) est de 30,5 % toutes catégories confondues, contre 28 % en 2015. Les taux de collecte d'Eco-systèmes, Récylum et Ecologic sont respectivement de 16,6 %, 29,0 % et 41,0 %. Les équipements dont les taux de collecte sont les plus importants sont ceux des catégories 9 (83,1 %), 3 (77,2 %) et 6 (53,5 %).

Le détail des taux de collecte par éco-organisme et catégorie est disponible en annexe V.2.3.

Par ailleurs, les éco-organismes anticipent des **problématiques spécifiques au secteur professionnel** par rapport à la collecte des équipements ménagers :

- les flux
- varient fortement et sont imprévisibles (par exemple lorsqu'une société décide de renouveler son parc d'imprimantes professionnelles les flux de collecte augmentent de manière importante) ; et
- les besoins des professionnels nécessitent de proposer des services adaptés (enlèvement rapide à la demande, intervention nécessitant une logistique particulière, par exemple pour les demandes d'enlèvement sur chantier, etc.).

DETAIL DE LA COLLECTE DES ECO-ORGANISMES PAR ORIGINE

Les tonnages de collecte déclarés par les éco-organismes comprennent les tonnages dont ces derniers ont assuré la collecte ainsi que des tonnages en provenance de détenteurs. Comme mentionné précédemment, les détenteurs sont des personnes physiques ou morales ayant déposé et fait traiter les DEEE qu'ils détenaient directement auprès d'opérateurs de gestion des déchets (ces derniers ayant auparavant été audités par un éco-organisme). Les tonnages en provenance des détenteurs représentent 66 % du tonnage total collecté par les éco-organismes (soit 24 847 tonnes). Pour ces deux éco-organismes les tonnages déclarés proviennent à plus de 70 % des tonnages détenteurs. Les tonnages détenteurs déclarés à Eco-systèmes ne représentent qu'environ 20 % du tonnage total déclaré par l'éco-organisme.

68 % des tonnages collectés pour la catégorie 3 sont des tonnages détenteurs, ainsi que 70 % de ceux de la catégorie 1 et 95 % de la catégorie 9.

Pour rappel, les tonnages collectés pour la catégorie 7 sont entièrement déclarés par des producteurs en système individuel.

Figure 51 : Tonnages déclarés par les éco-organismes par origine de collecte

EEE USAGES EXPORTES POUR REEMPLOI HORS DE FRANCE

Cette année, les tonnages d'EEE usagés exportés pour être réemployés à l'étranger ont pu être déclarés pour la première fois au Registre, ce qui représente environ 5 360 tonnes. Le cahier des charges des éco-organismes leur permet dorénavant de déclarer des tonnages d'EEE usagés exportés par leurs adhérents. Les producteurs assurent ainsi l'export des EEE et déclarent les tonnages concernés à leur éco-organisme. En contrepartie, l'éco-organisme doit s'assurer que ces tonnages correspondent bien à des équipements usagés et non à des déchets via des audits. Ces tonnages, non compris dans les chiffres de collecte présentés, sont comptabilisés dans le calcul des objectifs de collecte.

Ces exports concernent notamment les équipements de catégorie 3 (5 225 tonnes, soit 97 % du tonnage total exporté). Ceci s'explique par le fait que les équipements de catégorie 3 (notamment du matériel d'impression) sont en général loués (économie de la fonctionnalité) puis trouvent une deuxième vie souvent à l'étranger par le biais de brokers.

51 % des tonnages d'EEE usagés exportés pour réemploi sont issus de systèmes individuels. Seuls les éco-organismes Récylum (2 %) et notamment Ecologic (46 %) ont également déclaré des tonnages.

Figure 52 : Tonnages d'EEE usagés exportés pour réemploi hors de France par catégorie et par origine

3.3. Traitement

3.3.1. DONNEES GLOBALES

721 949 tonnes de DEEE ont été déclarées traitées en 2016 (+16,9 % par rapport à 2015).

En 2016, alors que les objectifs réglementaires ont été augmentés de 5 %³⁷, les taux de réutilisation-recyclage et de valorisation atteignent et dépassent les objectifs pour toutes les catégories d'équipement.

Ces DEEE ont été recyclés à 80 %.

Les tonnages traités en France indiqués dans cette partie sont sous-estimés par rapport aux quantités réelles de DEEE traités chaque année. Ils correspondent aux quantités traitées à la demande des producteurs et éco-organismes enregistrés sur le Registre DEEE. Les centres de traitement traitent des quantités plus importantes de DEEE, notamment les DEEE professionnels pour lesquels les détenteurs ne sollicitent pas l'éco-organisme ou le système individuel mis en place par le producteur, ou les DEEE historiques (mis sur le marché avant 13 août 2005), non soumis à des obligations de déclarations. Cette situation a évolué puisque le nouveau cahier des charges des éco-organismes professionnels³⁸ donne la possibilité aux éco-organismes de déclarer au registre les tonnages de DEEE gérés par les détenteurs eux-mêmes sous réserve qu'ils effectuent des audits auprès des opérateurs de traitement de ces DEEE, ce qui devrait permettre d'avoir une meilleure vision du traitement des DEEE en France. Les producteurs ayant mis en place un système individuel ont également cette possibilité. En 2016, les tonnages provenant des détenteurs ont donc été déclarés pour la première fois. Comme indiqué dans la partie 3.2.1, les tonnages déclarés par les producteurs en système individuel, erronés, n'ont pas été exploités. Seuls les chiffres déclarés par les éco-organismes ont été pris en compte. Par ailleurs, cette pratique de déclaration de tonnages détenteur préexistait à l'obligation réglementaire, les nouvelles déclarations n'expliquent donc pas entièrement l'évolution des quantités déclarées traitées. Le caractère obligatoire de cette contractualisation pour les opérateurs de gestion a tout de même pu stimuler les quantités déclarées.

Avec la hausse des objectifs de recyclage, un enjeu pour les acteurs de la filière est de traiter les quantités de DEEE collectés de manière rentable, alors que la demande pour les matières premières secondaires (par exemple pour le secteur de la construction) est en déclin et le gisement est de qualité plus faible qu'auparavant.

Les données du Registre DEEE montrent que le tonnage déclaré traité en 2016 est similaire au tonnage collecté au cours de la même période.

Figure 53 : Évolution du tonnage total de DEEE traités entre 2006 et 2016

³⁷ Objectifs réglementaires augmentés de 5 % pour tous les équipements exceptés pour les lampes à décharge gazeuse par rapport aux objectifs pour l'année 2015.

³⁸ http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/2015_08_20_CDC_EO_DEEE_Pro_publieBO.pdf

La répartition des tonnages de DEEE traités est également très proche de celle des DEEE collectés : ce sont en majorité de gros appareils ménagers (la catégorie 1 représente 58,0 % des tonnages), du matériel grand public et des équipements informatiques et de télécommunications (catégories 4 et 3, respectivement 16,4 % et 13,0 % du tonnage total traité en 2016)³⁹.

Figure 54 : Répartition du tonnage total de DEEE traités, par catégorie et par année

Le gisement de DEEE à traiter évolue constamment en fonction des nouveaux équipements mis sur le marché. Les opérateurs de traitement doivent d’une part s’adapter pour se conformer à la réglementation (ex : tri des plastiques imposés par la réglementation sur les plastiques bromés) et optimiser leurs procédés pour améliorer leur rendement (ex : démantèlement des petits équipements tels que les smartphones et tablettes pour récupérer les métaux stratégiques). Les volumes collectés ne sont cependant pas toujours à la hauteur des investissements et de nombreuses petites entreprises ont périclité ces dernières années d’après FEDEREC. Le secteur est également impacté par la mise en place de labels pour garantir un traitement conforme aux réglementations européennes. La conformité au label WEEELABEX est requise pour les centres de traitement sous contrat avec certains éco-organismes, ce qui représente des contraintes supplémentaires pour les petits centres de traitement. Les standards WEEELABEX sont en cours de normalisation par le CENELEC (European Committee for Electrotechnical Standardization), c’est-à-dire que ces exigences vont s’imposer aux opérateurs de traitement au même titre que la réglementation européenne sur les DEEE.

Des informations sur les types de traitement, les opérateurs de traitement et les principales étapes des procédés sont présentées dans la partie 2.3 Traitement du présent rapport.

3.3.1.1. TONNAGE TRAITÉ PAR MODE DE TRAITEMENT

80 % (en tonnages) des matériaux composant les DEEE sont recyclés selon les données du Registre, ce qui montre l'intérêt environnemental de la filière. Cette proportion est identique à celle de 2015.

Figure 55 : Répartition des tonnages traités en 2016 par mode de traitement

3.3.1.2. PRODUITS ISSUS DU TRAITEMENT

Certains produits (composants et substances), mentionnés dans la Directive DEEE, doivent être retirés lors du traitement en raison de leur caractère polluant ou bien de leur intérêt en matière de recyclage. Ils font l'objet d'une déclaration spécifique.

131 775 tonnes de composants et substances ont été déclarées en 2016 au Registre en tant que produits spécifiques issus du traitement des DEEE, soit +23,6 % par rapport à 2015. L'augmentation du tonnage total de ces produits peut être expliquée par la hausse des quantités déclarées de tubes cathodiques (+18,5 %) qui représentent près de la moitié des tonnages (49,0 %). Davantage de matières plastiques contenant des retardateurs de flamme bromés ont également été déclarées en 2016 (+60,3 % par rapport à 2015), ce qui peut résulter de l'amélioration de la connaissance de la composition des plastiques des DEEE et de la possible évolution réglementaire sur ces substances, conduisant les opérateurs de traitement des déchets à mieux les déclarer⁴⁰.

La quasi-totalité des sous-produits du traitement déclarés sont issus d'équipements ménagers (96,5 %). Les tonnages des produits issus du traitement en provenance d'équipements professionnels sont en forte hausse depuis l'agrément des éco-organismes en 2012 et les nouveaux agréments pour la période 2016-2021 (+275 % par rapport à 2012). Les éco-organismes contribuent en effet à un meilleur suivi des quantités de produits récupérés au cours du traitement.

Les éco-organismes de la filière des DEEE ménagers et professionnels et 104 producteurs d'EEE professionnels (soit 61 % des producteurs ayant déclaré des tonnages traités non nuls contre 51 % en 2015) ont effectué cette déclaration en 2016 (dont des déclarations à zéro). Du fait de la nouvelle fonctionnalité sur l'interface de déclaration SYDEREP, qui ne permet la transmission de la déclaration de traitement que lorsque les trois volets obligatoires de la déclaration sont complétés (tonnages traités par mode de traitement, par site, et produits issus du traitement), les producteurs en système individuel sont encouragés à déclarer leurs produits issus du traitement. Néanmoins, les producteurs découvrent parfois cette obligation pendant la période de déclaration et contactent tardivement leur prestataire pour obtenir ces informations, ce qui peut expliquer le fait que cette déclaration ne soit pas systématiquement et correctement renseignée.

⁴⁰ <http://www.journaldelenvironnement.net/article/du-brome-dans-la-plupart-des-equipements-electriques-et-electroniques,80643>

Parmi la liste de ces produits et substances spécifiques, fixée par la Directive DEEE, les principales fractions sont les tubes cathodiques (49,0 % des tonnages) et les matières plastiques contenant des retardateurs de flamme bromés (22,3 % des tonnages).

Figure 56 : Répartition des tonnages de produits spécifiques issus du traitement des DEEE en 2016

L'ensemble des données présentées dans la partie « traitement » figure en annexe V.3.

3.3.2. TRAITEMENT DES DECHETS D'EQUIPEMENTS MENAGERS

666 682 tonnes de DEEE ménagers ont été déclarées traitées en 2016 par les 4 éco-organismes agréés

+16 % par rapport à 2015

Tous les tonnages collectés en 2016 n'ont pas été traités en 2016, en raison du stockage de déchets effectué par les prestataires de collecte et traitement. À l'inverse des tonnages en stock fin 2015 ont pu être traités en 2016.

3.3.2.1. TONNAGE TRAITÉ PAR FLUX

La répartition des quantités traitées par flux suit logiquement celle des quantités collectées : 56,5 % des tonnages sont constitués de gros électroménager (GEM F et GEM HF).

Figure 57 : Répartition des tonnages de DEEE ménagers traités en 2016, par flux de collecte

Des nouveaux processus de traitement sont en cours. À titre d'exemple, Eco-systèmes a lancé fin 2013 une expérimentation avec Envie en partenariat avec une enseigne de la grande distribution spécialisée. Les écrans plats sont triés en amont par l'entreprise puis orientés vers les structures Envie.

Ils sont ensuite remis en état et proposés dans les points de vente Électroménager Rénové Garanti. Eco-systèmes a également financé en 2014 un procédé de traitement automatisé des écrans plats. L'automatisation du démantèlement et du retrait des lampes au mercure permet aux opérateurs ne pas être en contact avec les substances dangereuses et leurs émanations. La recherche se poursuit autour de l'extraction et de la valorisation des cristaux liquides et de l'indium contenus dans les écrans plats LCD, et de l'extraction du plomb présent dans les tubes cathodiques pour la valorisation du verre. Par ailleurs, l'usage des « nouveaux écrans » (ordinateurs, tablettes, smartphones) remplace le rachat de télévisions neuves et donc la mise au rebut des anciennes.

3.3.2.2. TONNAGE TRAITE PAR PAYS DE DESTINATION ET PAR MODE DE TRAITEMENT

Figure 58 : Répartition des tonnages de DEEE ménagers traités en 2016 par pays où a lieu le traitement

Plus de 98 % des DEEE ménagers ont été traités en France en 2016. En effet, sur 666 682 tonnes déclarées traitées par les éco-organismes, seulement 7 844 tonnes ont été traitées en Belgique (dont 43 % des petits appareils en mélange et 22 % d'écrans), 1 252 tonnes en Espagne, 1 093 tonnes en Allemagne, 1 022 tonnes aux Pays-Bas et 332 tonnes en Italie. Ce tonnage traité à l'étranger a augmenté par rapport à 2015 où il était de 3 291 tonnes traités en Belgique et Allemagne. Les 223 tonnes de panneaux photovoltaïques ont été traités en Belgique, aucun site en mesure de traiter les panneaux photovoltaïques n'existant en 2016 en France.

Figure 59 : Répartition des tonnages de DEEE ménagers traités en 2016 par mode de traitement

79,8 % des matériaux composants les DEEE ménagers sont recyclés.

Concernant le réemploi d'équipements, les quantités déclarées sous la rubrique « préparation à la réutilisation » correspondent aux tonnages des équipements qui retournent effectivement sur le marché pour une deuxième vie. Tous les appareils confiés aux structures chargées de la préparation en vue du réemploi ne sont pas remis sur le marché, soit parce qu'ils ne sont pas réparables soit parce qu'ils ne sont plus intéressants (technologie obsolète, consommation d'énergie importante, etc.).

En 2016, les quantités de DEEE préparées en vue du réemploi représentent environ un dixième des quantités confiées aux structures de réemploi (5 240 tonnes préparées en vue du réemploi contre 47 790⁴¹ tonnes confiées aux structures chargées de la préparation à la réutilisation, soit un taux de réemploi de 11,0 %). Cette préparation en vue du réemploi d'équipements ménagers est exclusivement effectuée en France.

Le graphique suivant montre que la part d'équipements réellement réemployés (9,1 %) est en légère baisse par rapport à 2015 (9,7 %).

Figure 60 : Évolution des quantités confiées en vue du réemploi et réellement réemployées entre 2007 et 2016 (source : Indicateurs de suivi de la filière DEEE ménagers – ADEME)

3.3.2.3. COMPOSITION MOYENNE DES DEEE

Des campagnes de caractérisation sont menées par les éco-organismes pour connaître la composition des déchets traités et les taux de recyclage. Elles sont effectuées en analysant un échantillon représentatif du flux de DEEE traité, qui est décortiqué pour identifier les matériaux constituant les déchets sélectionnés. Les données consolidées sur l'ensemble des campagnes de caractérisation des éco-organismes de la filière des DEEE ménagers sont présentées ci-dessous.

Figure 61 : Composition des DEEE

Les DEEE ménagers sont composés en majorité de métaux, l'acier (métaux ferreux) représentant 47,8 % et les métaux non ferreux (cuivre, cobalt, indium, tantale, etc.) représentant 7,5% de la composition du DEEE. Les plastiques (16,6 %) et le verre (10,1 %) sont également des composants importants de ces déchets.

En annexe V.3.2 figurent les données issues des campagnes de caractérisation des DEEE (types de composants et quantités traitées par les éco-organismes).

⁴¹ Donnée provenant du Recueil d'Indicateurs de suivi de la filière DEEE ménagers – ADEME.

3.3.2.4. PRODUITS ISSUS DU TRAITEMENT

La Directive DEEE impose que certains des matériaux constituant les DEEE soient traités de manière spécifique et déclarés.

Figure 62 : Répartition des tonnages de produits issus du traitement des DEEE ménagers en 2016

Lors du traitement des DEEE ménagers en 2016, 127 207 tonnes de ces substances et composants ont été extraits des déchets d'équipements et déclarés par les quatre éco-organismes agréés pour la collecte et le traitement des DEEE ménagers.

Les tubes cathodiques représentent la plus grande part des matériaux traités de manière spécifique, de par leur poids élevé et le nombre important de téléviseurs à tubes cathodiques traités.

Le tonnage des tubes cathodiques traités en 2016 connaît une hausse de 18,5 %, signe de l'accélération du remplacement des téléviseurs et donc d'une mise au rebut plus importante des anciennes télévisions. Le total de produits issus du traitement déclaré connaît une hausse (+23,4 % par rapport à 2015) du fait de l'augmentation des quantités déclarées de tubes cathodiques et de matières plastiques traitées contenant des retardateurs de flamme bromés (+63,9 %).

En annexe V.3.4 figure la répartition par nature des produits spécifiques issus du traitement des DEEE ménagers extraits en 2015 ainsi que le tableau de valeurs correspondant.

3.3.3. TRAITEMENT DES DECHETS D'EQUIPEMENTS PROFESSIONNELS

55 267 tonnes de DEEE professionnels ont été déclarées traitées en 2016

+30,3 % par rapport à 2015

Ces quantités ont été déclarées par les 3 éco-organismes agréés pour la collecte professionnelle et par 171 producteurs ayant mis en place un système individuel (hors déclarations nulles), contre 237 producteurs l'année précédente.

Selon une étude ADEME portant sur les centres de traitement de DEEE, au moins 108 000 tonnes de DEEE professionnels ont été traitées en 2012⁴², alors que seules 17 504 tonnes figuraient au Registre. **Les données issues du Registre présentées dans cette partie ne sont donc pas entièrement représentatives des quantités totales générées et traitées en France.**

Les données du Registre incluent cependant depuis 2016 les quantités de DEEE gérées directement par les opérateurs de gestion des déchets. Ceux-ci peuvent traiter les DEEE apportés directement par les détenteurs. Ils ont dans ce cas l'obligation de contractualiser avec un éco-organisme, un producteur ayant mis en place un système individuel ou encore un opérateur de traitement sous contrat avec un éco-organisme ou un système individuel. L'éco-organisme ou le producteur en système individuel doit déclarer ces quantités au registre, ce qui améliore la complétude des données.

Néanmoins, le terme « détenteur » comme défini dans le décret 2016-288 ayant été mal compris par les producteurs en système individuel, les données déclarées n'ont pas pu être exploitées puisqu'elles étaient erronées. En pratique, très peu de producteurs sont concernés par cette déclaration. En revanche, les tonnages provenant des détenteurs déclarés par les éco-organismes représentent 23 032 tonnes soit 66 % du tonnage total déclaré par les éco-organismes.

⁴² ADEME, Inventaire 2012 des centres de traitement des équipements électriques et électroniques, mai 2014

Les tonnages provenant des détenteurs étaient déjà comptabilisés dans la filière, et représentaient une part plus ou moins importante des tonnages selon les éco-organismes. Tout comme les données de collecte, 63 % des tonnages traités en provenance des détenteurs ont été déclarés à Ecologic et Récylum. La majorité des tonnages déclarés par ces deux éco-organismes proviennent de tonnages détenteurs. En revanche, les tonnages détenteurs déclarés auprès d'Eco-systèmes ne représentent que 3 % du tonnage total déclaré traité.

Les tonnages déclarés pour les équipements des catégories 1, 3 et 9 proviennent à plus de 65 % des tonnages détenteurs. Les nouvelles modalités de déclaration permettant de distinguer les tonnages détenteurs dans les déclarations pour l'année 2016 ont donc permis de mettre en exergue cette répartition.

3.3.3.1. TONNAGE TRAITE PAR CATEGORIE

Figure 63 : Répartition des tonnages de DEEE professionnels traités en 2016 par catégorie d'équipements⁴³

S'agissant de la répartition du traitement des DEEE professionnels par catégorie d'équipement, 23 986 tonnes d'équipements de catégorie 3, soit 43,4 % du total traité pour l'ensemble des catégories ont été déclarées par les producteurs et éco-organismes. On retrouve les mêmes spécificités que celles indiquées sur la collecte.

3.3.3.2. TONNAGE TRAITE PAR MODE DE TRAITEMENT ET PAR PAYS DE DESTINATION

Figure 64 : Répartition des tonnages de DEEE professionnels traités en 2016 par mode de traitement

Près de 81,7 % des DEEE professionnels sont recyclés, soit une augmentation de 34,9 % par rapport à 2015. Contrairement à la filière des DEEE ménagers, une part importante des tonnages professionnels est déclarée préparée à la réutilisation (7,2 %). En effet, les équipements professionnels, et notamment les équipements informatiques, ayant une durée d'usage par leur détenteur inférieure à leur durée de vie, ils génèrent des gisements intéressants pour la réutilisation, à la fois en termes de qualité et de quantité. Ce chiffre est toutefois en baisse par rapport à 2015 (9,3 %).

Figure 65 : Répartition des tonnages de DEEE professionnels traités en 2016 par pays où a lieu le traitement

L'analyse des modes de traitement par pays de destination des déchets permet de constater que le réemploi par appareil entier s'effectue pour 50,2 % des tonnages hors Union Européenne et à 33,5 % en France. Les autres types de traitement (réutilisation de pièces, recyclage, valorisation énergétique) et l'élimination ont lieu quasi uniquement dans l'Union Européenne (plus de 99 % des tonnages pour chacun de ces types de traitement). Tous modes de traitement confondus, la part des DEEE traités en dehors de l'UE reste minoritaire (3,6 % en 2016 et 3,5 % en 2015). La proportion de DEEE traités en France a légèrement augmenté (88,3 % en 2016 contre 86,1 % en 2015).

En annexe 3.3.3.2 figure le tableau de valeurs correspondant précisant la liste des pays pour lesquels des tonnages ont été déclarés.

REEMPLOI DES EEE USAGES

D'une manière générale (équipements professionnels et ménagers compris), les secteurs principalement concernés par le réemploi sont l'électroménager (catégories 1A, 1B, 2), la téléphonie (catégorie 3B), l'informatique (catégories 3A et 3B principalement) et l'audiovisuel (catégories 4A et 4B).

En 2016, 5 360 tonnes d'EEE professionnels usagés exportés pour réemploi hors de France ont été déclarés. Ces tonnages concernent quasi-exclusivement la catégorie 3B (autres équipements informatiques et de télécommunications) qui représente 92 % des tonnages déclarés. Le modèle historique perdure pour les équipements de catégorie 3 ; tel que pour le matériel d'impression qui est loué (économie de la fonctionnalité) puis trouve une deuxième vie souvent à l'étranger par le biais de brokers.

Figure 66 : Répartition du tonnage d'EEE usagés exportés pour réemploi hors de France, par catégorie

3.3.3.3. PRODUITS ISSUS DU TRAITEMENT

D'après les données déclarées au Registre DEEE, le traitement des DEEE professionnels a permis d'extraire en 2016 a minima 4 568 tonnes de composants et substances spécifiques qui nécessitent un traitement particulier (+275 % par rapport à 2012). Cette hausse est due au meilleur suivi des données dans le domaine professionnel, grâce à l'agrément des éco-organismes qui demandent systématiquement ces informations auprès des centres de traitement. Les déclarations de traitement (incluant les déclarations de produits issus du traitement) ont en effet été effectuées à 57,4 % par les éco-organismes (en tonnage), contre 3,0 % en 2012.

Figure 67 : Répartition des tonnages de produits issus du traitement des DEEE professionnels en 2016

En annexe V.3.4 figure le tableau de valeurs correspondant.

3.3.4. OBJECTIFS REGLEMENTAIRES DE RECYCLAGE ET DE VALORISATION

En 2016, **les objectifs réglementaires européens de réutilisation-recyclage et de valorisation** (Directive DEEE) **ont été atteints par la France** pour toutes les catégories d'équipements (DEEE ménagers et professionnels confondus)⁴⁴, et ce, malgré une hausse des objectifs de 5 % par rapport à 2015. Les lampes à décharge gazeuse (catégorie 5a), les instruments de surveillance et de contrôle (catégorie 9) et les panneaux photovoltaïques (catégorie 11) obtiennent les taux les plus élevés de réutilisation-recyclage (respectivement 91, 91 et 94 %) et de valorisation (94 % chacun).

Figure 68 : Taux de réutilisation et recyclage comparés aux objectifs réglementaires par catégorie d'équipement

Figure 69 : Taux de valorisation comparés aux objectifs réglementaires par catégorie d'équipement

⁴⁴ La catégorie 5 est divisée en deux sous-catégories : les lampes à décharges (tubes néons, lampes basse consommation, etc. : catégorie 5a) et les luminaires professionnels (catégorie 5).

Les formules suivantes sont utilisées pour calculer les taux de recyclage et de valorisation :

- **DEEE traités** = DEEE préparés en vue de la réutilisation + DEEE réutilisés par pièces + DEEE recyclés + DEEE valorisés énergétiquement + DEEE détruits
- **Taux de réutilisation et recyclage** = (DEEE préparés en vue de la réutilisation + DEEE réutilisés par pièces + DEEE recyclés) ÷ DEEE traités
- **Taux de valorisation** = (DEEE préparés en vue de la réutilisation + DEEE réutilisés par pièces + DEEE recyclés + DEEE valorisés énergétiquement) ÷ DEEE traités

En annexe V.3.7 figure le détail des taux de recyclage et de valorisation atteints en 2016.

Ces taux importants de recyclage et de valorisation illustrent la recyclabilité des DEEE (composés en grande partie de métaux et de plastiques) et les efforts des sites de traitement. Les taux de recyclage et de valorisation sont relativement équivalents à ceux de 2015 et restent bien au-delà des objectifs de valorisation, malgré la hausse des objectifs de 5 % pour toutes les catégories sauf les lampes à décharges.

4. ÉTAT DES LIEUX DANS LES DROM-COM

4.1. Historique de la mise en place des filières et spécificités

Le code de l'environnement français ne s'applique pas à tous les territoires d'outre-mer. Certains ont leur propre réglementation relative à la filière DEEE, comme la Nouvelle-Calédonie. Les DROM-COM dans lesquels s'applique la réglementation DEEE précisée dans le code de l'environnement français sont la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane, Mayotte, La Réunion, Saint-Martin et Saint-Pierre et Miquelon.

La filière de collecte et de traitement des DEEE dans les départements et régions d'outre-mer (DROM) a été lancée avec un an de décalage par rapport à la métropole (démarrage le 15 novembre 2007). Après la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion en 2008 puis la Guyane en 2009 et Mayotte en 2011, la filière a également été lancée à Saint Pierre et Miquelon en 2016. Saint Martin étant rattaché à la filière DEEE en Guadeloupe, tous les DROM-COM où s'applique le code de l'environnement sont donc désormais couverts par une collecte.

La collecte dans les DROM-COM est complexe et onéreuse, car il y a peu de solutions de valorisation sur place et les déchets repartent généralement en métropole pour être traités, ce qui génère des coûts à la tonne très importants par rapport aux tonnages collectés en métropole, ainsi que des contraintes administratives. Pourtant il est important de développer la filière des DEEE dans les DROM-COM, où les équipements ont une durée de vie plus courte en raison des conditions climatiques (climat tropical ou équatorial).

Des organismes ont été nommés pour se charger de représenter les éco-organismes sur place et pouvoir identifier les synergies possibles dans certains DROM-COM, par exemple SICR, représentant des filières PA et DEEE à la Réunion, Ariade, représentant les filières DEEE, PA, DEA et DASRI⁴⁵ en Guadeloupe ou Env'île à Mayotte, représentant la filière DEEE et DASRI. L'ADEME a par ailleurs publié en juin 2016 une étude⁴⁶ visant à accompagner le déploiement des filières REP dans les territoires d'outre-mer (intégrant la filière DEEE) et de l'économie circulaire. L'état des lieux réalisé sur toutes les filières REP de chaque DROM-COM montre que le déploiement des filières est confronté à des freins structurels tels que le nombre limité d'exutoires locaux et d'infrastructures et une capacité d'industrialisation faible, qui induisent de coûteux rapatriements des déchets vers les installations de traitement de la métropole, en plus d'un gisement faible et dispersé qui ne facilitent pas la mise en place d'une organisation optimale des filières REP. L'étude a abouti à la proposition d'un plan d'action qui repose principalement sur l'intensification de la concertation et de la recherche de synergies entre filières et territoires, la mise en œuvre de solutions de proximité et la mutualisation des moyens.

Enfin, le député Serge Letchimy qui s'était vu confié par le MEEM une mission relative à l'amélioration de la filière REP des Véhicules Hors d'Usage (VHU) a rendu en juillet 2015 son rapport au ministère de l'Écologie. Il a évalué dans un second temps la possibilité de transposer les propositions faites pour améliorer la filière VHU à d'autres filières, dont la filière DEEE⁴⁷. Il indique dans son bilan que le taux de collecte dans les DROM, plus faible qu'en métropole, est dû à plusieurs facteurs : pratique de la livraison à domicile avec reprise de l'ancien matériel peu habituel, dispositifs de collecte chez les distributeurs et déchèteries peu développés, vols et vandalisme sur les points de collecte existants. L'insularité et l'éloignement pèsent également sur le coût de traitement, ce qui n'incite pas à développer la collecte. Face à ces enjeux, plusieurs pistes d'action sont préconisées : développer les points de collecte chez les distributeurs même sans vente de nouveaux produits, encourager l'implantation des activités de réemploi et recyclage via les réseaux Envie ou Emmaüs, favoriser le réemploi des équipements provenant des administrations.

L'implantation d'unités de traitement à la Réunion (octobre 2014) et en Guadeloupe (usine AER, inaugurée en octobre 2016), permettant d'éviter d'envoyer les DEEE en métropole, devrait être un facteur de développement de la filière dans ces DROM. En effet, l'usine AER (Antilles Environnement Recyclage) située à Jaula, au Lamentin dispose de la première plateforme DEEE de la zone Antilles-Guyane avec une capacité de stockage de plus de 5 000 m² et une capacité de traitement de 12 000 tonnes de DEEE. Cette unité de traitement a été agréée par les éco-organismes Ecologic et Eco-systèmes et a également été certifiée ISO 14001 et ISO 9001.

⁴⁵ Déchets d'Éléments d'Ameublement (DEA) et Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux (DASRI)

⁴⁶ <http://www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/mission-deploiement-rep-outremer-201606-rapport.pdf>

⁴⁷ http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Seconde_phase_-_rapport_EC_Outre-mer_version_finale_11_fevrier_2016.pdf

Depuis le début opérationnel en juin 2016, l'usine réceptionne environ 30-40 conteneurs par mois de DEEE provenant de la Martinique⁴⁸.

4.2. Résultats obtenus pour la filière des DEEE ménagers

Pour 2016, on peut noter que les quantités collectées progressent par rapport aux années précédentes pour tous les territoires (+14 % pour la Martinique, +4 % pour la Réunion, +18 % pour la Guadeloupe, +10 % pour la Guyane) excepté Mayotte (-31 %). Par ailleurs, les premiers tonnages collectés à Saint Pierre et Miquelon ont été déclarés, ce qui représente environ 100 tonnes.

Figure 70 : Évolution des tonnages collectés dans les DROM-COM depuis 2009

Les résultats sont très dépendants des actions de sensibilisation entreprises sur place, et donc peu réguliers si les actions ne sont pas renouvelées. Les déstockages, de stocks historiques constitués avant la mise en place de la filière, ou de stocks constitués dans le fonctionnement normal de la filière, ont également une influence importante sur les données annuelles.

Les collectivités (déchèteries) sont la principale origine des DEEE collectés dans les DROM-COM. C'est en effet historiquement ces points de collecte qui sont déployés en premier, comme c'est le cas pour la nouvelle filière à Saint Pierre et Miquelon où la totalité des tonnages proviennent des points de collecte générés par les collectivités. Au fur et à mesure de la montée en maturité des filières, la distribution commence également à regrouper des tonnages importants. Seule La Réunion dispose de tonnages déclarés en Économie Sociale et Solidaire. Emmaüs est en effet implanté sur le territoire et répare les équipements provenant de dons ou récupérés auprès des distributeurs.

⁴⁸ <http://energipole-group.com/wp-content/uploads/2016/09/DOSSIER-DE-PRESSE-AER-20-10-16.pdf>

Figure 71 : Répartition des tonnages collectés dans chaque DROM-COM par origine de collecte

Les flux collectés correspondent aux 5 flux historiques (écrans, gros électroménagers froid et hors froid, lampes et petits appareils ménagers) dans chaque DROM-COM, dans des proportions variables. Le nouveau flux correspondant aux panneaux photovoltaïques n'a été collecté qu'à La Réunion (tout comme en 2015). La quantité collectée correspond à 3 % du flux global, ce qui place la Réunion au rang du 10^{ème} département où les panneaux ont les plus été collectés. S'ils n'étaient pas encore tous opérationnels en 2015, PV CYCLE France dispose néanmoins de points de collecte dans tous les DROM-COM dans lesquels s'applique la réglementation DEEE⁴⁹. En 2016, PV CYCLE France a signé de nouveaux partenariats en Guyane et à Mayotte avec des facilitateurs locaux qui contrôlent les prestations d'enlèvement et assurent un contact avec les partenaires locaux. L'éco-organisme a contractualisé avec un prestataire pour l'enlèvement et le regroupement des panneaux photovoltaïques à La Réunion, suite à un appel d'offres en 2015 et un début opérationnel a récemment été observé en Martinique et en Guadeloupe en 2017 (appels d'offres réalisés en 2016)⁵⁰. Tous les volumes collectés sont rapatriés en métropole ou en Europe afin d'être traités⁵¹. L'outre-mer représente un gisement potentiel intéressant de panneaux photovoltaïques étant donné les conditions climatiques de ces territoires : le gisement des DROM-COM (excepté St Martin et St Pierre-et-Miquelon) représente en effet 5,8 % du gisement national pour une population qui ne représente que 3,3% au niveau national⁵².

Figure 72 : Répartition des tonnages collectés dans chaque DROM-COM par flux de collecte

⁴⁹ http://www.pvcycle.org/wp-content/uploads/2015/03/PV_CYCLE_Leaflet_2015_fr_web_2.pdf

⁵⁰ http://www.pvcycle.org/wp-content/uploads/2017/07/20170719_RAA-2016.pdf

⁵¹ http://www.pvcycle.org/wp-content/uploads/2016/06/Rapport-annuel-activite-2015_FINAL.pdf

⁵² <http://www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/mission-deploiement-rep-outremer-201606-rapport.pdf>

5. COMPARAISONS A L'ECHELLE EUROPEENNE

Une comparaison européenne des données de mise sur le marché et de collecte, portant sur les données 2014 et 2015, ainsi qu'un état des lieux de la transposition de la directive 2012/19/UE dans les États-membres est disponible dans le rapport annuel de la filière portant sur les données 2015 et téléchargeable sur le site de l'ADEME⁵³.

L'actualité de la filière au niveau européen porte sur la création d'une plateforme de déclaration unique « WEEE Europe ». Après deux ans de coopération entre Eco-systèmes et 17 éco-organismes européens, une plateforme commune de déclaration de mise sur le marché est opérationnelle depuis juillet 2016. Cette interface de déclaration unique pour 17 pays de l'Union Européenne permet à tous les producteurs concernés d'effectuer leurs déclarations de mise sur le marché, de faciliter le règlement des éco-participations auprès des éco-organismes ainsi que la transmission des données aux Registres nationaux. La mise en place de cette plateforme permet ainsi de simplifier les procédures de déclaration, parfois distinctes entre les pays (par exemple sur la catégorisation des équipements ou la fréquence des déclarations) et incite donc les producteurs à se mettre en conformité avec la réglementation DEEE⁵⁴.

---

⁵³ <http://www.ademe.fr/rapport-annuel-registre-dechets-dequipements-electriques-electroniques-deee-donnees-2015>

⁵⁴ <https://www.eco-systemes.fr/partenaires-et-professionnels/actualites/services-accompagnement/la-plateforme-de-declaration-unique-WEEE-Europe-est-en-ligne>

6. PERSPECTIVES

DEVELOPPER LES FILIERES DE REEMPLOI ET DE REPARATION DES NOMBREUX EQUIPEMENTS PRESENTS DANS LES FOYERS

Une étude commandée par la filière DEEE à IPSOS⁵⁵ et réalisée en 2016 auprès de plus de 1 500 foyers révèle que chaque foyer français possède en moyenne 99 équipements électriques et électroniques, ce qui représente 450 kg par foyer (ou 200 kg par habitant) (voir le focus « Étude consommateur de l'OCAD3E » inclus dans le rapport annuel données 2015). Un des enjeux de la filière DEEE est de prolonger la durée de vie des EEE présents sur le marché avant qu'ils ne deviennent des déchets à collecter et recycler.

Plusieurs pistes sont à étudier, notamment les avancées technologiques promises par les techniques de production additives. L'ADEME a ainsi mené en 2017 une étude sur le potentiel de l'utilisation de l'impression 3D et des espaces de fabrication numérique (également appelés Fablab) pour développer la réparation des biens de consommation courante⁵⁶. L'impression 3D permet en effet une production locale à la demande avec des volumes ajustables au besoin et dans des délais raccourcis. Les conclusions de l'étude sont que le potentiel est réel, mais que l'utilisation de l'impression 3D pour produire des pièces détachées reste actuellement marginale même si certains fabricants et distributeurs, en particulier sur la filière de l'électroménager, commencent à intégrer la technologie dans leur stratégie SAV. Ainsi, l'étude prévoit que les pratiques de fabrication numérique devraient à court et moyen terme se développer en complément des pratiques traditionnelles. Des efforts doivent cependant être menés par les acteurs (publics, privés, associations, etc.) pour lever les freins existants (rentabilité, responsabilité, cadre juridique flou, etc.).

POURUIVRE LA DYNAMIQUE DE HAUSSE DES QUANTITES DE DEEE COLLECTES

L'augmentation croissante des objectifs de collecte impose aux éco-organismes de renforcer leurs efforts. Les stratégies mises en œuvre en 2015 et 2016 ont portées leurs fruits avec l'atteinte des objectifs, mais il leur faudra continuer à innover (nouveaux canaux de collectes, synergie avec d'autres filières, partenariats ou encore sensibilisation pertinente) pour rester sur une dynamique favorable à la filière. Fuites de DEEE de la filière, disparités géographiques dans les résultats de collecte, situation dans les DROM-COM ou encore producteurs ne respectant pas leurs obligations : tous les points d'amélioration sont à étudier pour permettre l'atteinte des objectifs. L'année 2016 a ainsi vu la progression des canaux de collecte « autres ». Les éco-organismes ont en effet mis en place des partenariats avec des entreprises de recyclage de métaux, des opérateurs de broyage et entreprises spécialisées dans la gestion des déchets, ce qui permet de capter les volumes des entreprises, installateurs et artisans (chauffagistes notamment) et intensifient leur communication auprès des entreprises (présence sur le terrain, outils numériques) afin d'augmenter la collecte auprès de ces acteurs. Cet effet levier a commencé à avoir un impact significatif dès 2016.

Concernant la fuite de DEEE, un des enjeux majeurs de la filière, des volumes significatifs continuent de rejoindre la Belgique, l'Espagne, l'Italie ou encore l'Allemagne du fait de transferts transfrontaliers. Le couloir du Rhône est par exemple un axe d'export important vers l'Espagne, où les DEEE (notamment GEM blanc) alimentent ensuite les broyeurs locaux. En région parisienne, le manque de contractualisation favorise l'export des DEEE vers la Belgique notamment.

L'impact de la loi NOTRe sur les collectivités est également un enjeu à venir notamment en ce qui concerne les gestionnaires de déchets (canaux « autres ») puisque à l'horizon 2019 ces canaux devront représenter au moins 30% des volumes collectés. En effet, cela pourrait bouleverser le plan opérationnel au niveau local. Dans les grandes villes, la performance de collecte est encore à optimiser d'où les initiatives des éco-organismes d'effectuer des opérations de collecte de proximité et la contractualisation doit également s'intensifier (notamment en région parisienne pour éviter la fuite des DEEE comme évoqué précédemment).

⁵⁵ <http://www.eco-systemes.fr/uploads/pressitem/e01aca9cac9a3ea85a405c17bf51f0f55f056c9e.pdf>

⁵⁶ ADEME, Deloitte Développement durable, O. JAN, D. CHATEAU, D. PERNOT, P. BEURET, F. MACCARIO, P. KUCH, M. LOUBIERE. 2017. Encourager la réparation via l'utilisation de l'impression 3D et des espaces de fabrication numérique : Etat des lieux et Pistes d'actions. Rapport – 183 pages, disponible à l'adresse <http://www.ademe.fr/encourager-reparation-via-lutilisation-limpression-3d-espaces-fabrication-numerique>

Concernant les DROM-COM, des enjeux de collecte subsistent, notamment dans l’océan Indien (La Réunion, Mayotte) mais les dispositifs sont en place et des installations de traitement ont été implantées localement (Réunion et Guadeloupe). Néanmoins, la collecte dans les DROM-COM est rendue complexe entre autres du fait des notifications sur les transports.

L’amélioration de la performance de collecte est donc nécessaire du fait des nouveaux objectifs de collecte, de la restructuration du territoire et de la fuite d’un gisement non négligeable de DEEE à l’étranger.

UNE OPTIMISATION DE LA FILIERE VA S’OPERER

Par ailleurs, la filière DEEE va faire l’objet d’une réorganisation : Eco-Systèmes et de Récylum ont en effet annoncé leur fusion qui sera effective en 2018⁵⁷. La nouvelle entité, baptisée ESR, permettra de mettre en commun les moyens des deux éco-organismes, qui ont des agréments et points forts complémentaires : nombreux points de collecte côté Récylum, et partenariat avec des recycleurs côté Eco-Systèmes.

La fusion est motivée par les efforts à fournir pour atteindre les objectifs de collecte ambitieux. On peut ainsi s’attendre à ce que cette nouvelle équipe de 130 personnes est une force de frappe intéressante pour expérimenter de nouvelles voies de développement de la collecte des DEEE, et de recyclage de leurs composants.

PROCHAINES EVOLUTIONS A ANTICIPER

De nouveaux équipements seront à déclarer au Registre du fait du classement des EEE en sept catégories à partir d’août 2018 et de l’inclusion des cartouches d’impression au champ d’application de la filière. Une hausse des mises sur le marché des appareils électriques et d’éclairage (18 millions d’appareils concernés) est attendue mais ne devrait pas impacter les tonnages étant donné le faible poids de ces équipements.

L’extension du champ d’application aux cartouches soulève de nombreuses interrogations sur la déclinaison ménager/professionnel ou en termes d’organisation et de responsabilité pour les fabricants de la filière et les autres acteurs concernés. Ecologic suit de près le sujet afin de savoir comment ces équipements vont être intégrés à la filière (auparavant gérés dans le cadre d’un accord volontaire).

Eco-systèmes a déjà mis en place des groupes de travail avec les producteurs d’équipements électrique et d’éclairage concernés afin d’anticiper cette évolution.

Par ailleurs, le classement en 7 catégories inclura désormais des « gros équipements » (catégorie 4) et « petits équipements » (catégorie 5). Il sera donc nécessaire d’expliquer la distinction entre ces équipements (en termes de poids ou de dimensions par exemple).

---

⁵⁷ /www.usinenouvelle.com/article/les-eco-organismes-eco-systemes-et-recylum-fusionnent.N560173

ANNEXES

ANNEXE I Présentation du Registre DEEE

Le registre DEEE assure les fonctions suivantes :

- enregistrement des producteurs et centralisation des informations relatives aux organisations qu'ils ont mises en place ;
- centralisation des informations relatives aux quantités mises sur le marché, collectées et traitées (données publiques, sauf les quantités mises sur le marché par producteur) ;
- préparation du suivi et du contrôle de la filière : retour aux producteurs d'EEE ménagers de leurs parts de marché (via les éco-organismes) et de leurs parts collectées, transmission de données au Ministère de l'Écologie et à la Commission européenne ;
- exploitation des données (statistiques, rapport annuel).

À la suite d'appels d'offres européens, l'ADEME a retenu pour l'assister sur l'administration du Registre DEEE la société BIO Intelligence Service depuis 2006. BIO Intelligence Service étant devenue une entité du réseau Deloitte en 2013 pour constituer l'équipe Deloitte Développement Durable, le marché est désormais conduit sous le nom de DELOITTE CONSEIL depuis 2017.

La déclaration au Registre se déroule en trois étapes : l'inscription, l'enregistrement des types d'équipement produit et la déclaration. Les quantités mises sur le marché (nombres d'unités et tonnages) et les tonnages collectés et traités sont déclarés chaque année selon un certain nombre de distinctions : code SH4, catégorie d'équipement, flux de collecte, nature du point de collecte, département de collecte, type de traitement, pays où a lieu le traitement. Une déclaration sur certains produits extraits lors du traitement des DEEE est également demandée.

Liens utiles :

- Un nouveau site internet unique nommé SYDEREP (SYstème DEclaratif des filières REP) a ouvert en 2014 et rassemble tous les Registres et Observatoires des filières DEEE, piles et accumulateurs, Déchets d'Éléments d'Ameublement, Gaz fluorés, Pneumatiques et VHU (www.syderep.ademe.fr). La page d'accueil relative au Registre DEEE est accessible en cliquant sur le menu DEEE à gauche sur la page d'accueil ou directement via : <https://www.syderep.ademe.fr/fr/commun/deee>
- Guide d'aide au déclarant : disponibles sur la page d'accueil du Registre dans la partie de droite « documents à télécharger » : <https://www.syderep.ademe.fr/fr/commun/deee>

ANNEXE II Fiabilité des données du Registre DEEE et contrôles

La fiabilité des données dépend d'une part, de la qualité des données transmises par les producteurs et par les éco-organismes, et d'autre part, de la qualité du traitement de ces données par l'application et par les outils d'exploitation mis en place. La qualité des données des producteurs déclarées directement sur l'application, ou de manière indirecte via les éco-organismes, relève bien sûr de la responsabilité des producteurs. Toutefois un contrôle de la cohérence de ces données est effectué par l'ADEME, ainsi que par les éco-organismes eux-mêmes lorsque les producteurs délèguent leurs déclarations aux éco-organismes auxquels ils adhèrent. Un grand nombre de données est ainsi corrigé après chaque période de déclaration (par exemple, correction de déclarations faites en kilogrammes plutôt qu'en tonnes).

Tableau 11 : Précisions relatives à la fiabilité des données déclarées au Registre DEEE

ÉTAPE	DETAILS
Fiabilité des données de mise sur le marché	Un ensemble de tests et de vérifications continus sur les outils informatiques et bureautiques mis en place permet de garantir une haute fidélité des données consolidées par rapport aux données brutes fournies. Un chiffre illustre l'importance du travail de contrôle et de correction effectué par l'ADEME : 310 912 tonnes d'équipements professionnels mis sur le marché ont été initialement déclarées par les producteurs pour 2016. Après contact avec les producteurs et correction, le tonnage total d'équipements professionnels mis sur le marché n'atteint plus que de 277 927 tonnes, soit une baisse de 10,6 % (en hausse en 2017, ce chiffre était de 3,2 % en 2016). L'agrément d'éco-organismes professionnels, qui se chargent en amont de vérifier les déclarations de leurs adhérents ainsi que les contrôles renforcés lors de la saisie des déclarations sur l'application SYDEREP a fortement réduit l'ampleur des erreurs de déclaration ces dernières années. Les contrôles de cohérence n'en restent pour autant pas moins indispensables avant la publication de données officielles : l'importante différence entre avant et après correction provient principalement de producteurs en système individuel ayant déclaré en tonnes plutôt qu'en kilogrammes. Le travail effectué permet ainsi de garantir une bonne fiabilité des données finalement exploitées. Les quantités d'EEE mis sur le marché sont déclarées en nombre d'unités et en tonnes, pour chaque ligne de type d'équipement produit (TEP) préalablement enregistrée. Plusieurs types de vérification sont effectués de manière systématique, à la fois dans le domaine ménager et professionnel, garantissant la fiabilité des données présentes sur le Registre : ▪ une vérification qualitative, sur la cohérence des TEP enregistrés. Ces incohérences sont identifiées via des requêtes effectuées sur l'application (ex : déclaration par un éco-organisme sur une catégorie pour laquelle il n'est pas agréé) et corrigées par un contact avec les producteurs et éco-organismes. ▪ une vérification quantitative, sur la cohérence des nombres d'unités et tonnes déclarés. Il est ainsi apparu que de nombreux déclarants effectuent leurs premières déclarations de mises sur le marché en kilogrammes et non en tonnes comme le requiert le Registre.
Fiabilité des données de collecte et traitement	Concernant les déclarations de collecte et de traitement des DEEE ménagers, ce rapport se base sur les données déclarées par les quatre éco-organismes (qui couvrent l'ensemble des flux collectés), d'où un très bon niveau de fiabilité. Les déclarations de collecte et traitement des DEEE professionnels proviennent pour partie des éco-organismes agréés dans le domaine professionnel mais aussi des producteurs ayant mis en place un système individuel. Au même titre que pour les déclarations de mise sur le marché, un contrôle de la cohérence est effectué par l'administrateur du Registre DEEE qui permet la correction de données s'avérant erronées (déclarations faites en kilogrammes plutôt qu'en tonnes, vérification de la conformité des déclarations de traitement supérieure à la collecte, des déclarations de collecte et traitement supérieures aux déclarations de mises sur le marché, etc.).

ÉTAPE	DETAILS
	Un chiffre illustre l'importance du travail de contrôle et de correction effectué : 536 416 tonnes d'équipements professionnels collectés ont été initialement déclarées par les producteurs pour 2016. Après contact avec les producteurs et correction, le tonnage total d'équipements professionnels collectés n'atteint plus que de 63 602 tonnes, soit une baisse de 88,1 %.

ANNEXE III Complétude des données du Registre DEEE et nombre de déclarants

III.1 COMPLETUDE DES DONNEES

MISES SUR LE MARCHÉ

Tous les équipements mis sur le marché français doivent être déclarés. Néanmoins, certains producteurs s'aperçoivent tardivement de leurs obligations. De tels producteurs s'inscrivent encore actuellement, et déclarent leurs mises en marché pour la première fois. Dans ce cas, les données des années passées sont aussi recueillies, afin d'avoir des séries statistiques aussi complètes que possible.

Toutes les catégories d'EEE sont désormais couvertes par des éco-organismes (du fait des nouveaux agréments pour la période 2016-2021 concernant les DEEE professionnels), ceux-ci démarchent les producteurs potentiellement concernés ce qui permet d'assurer une certaine complétude des données. Pour les lampes (EEE ménagers de catégorie 5), Récylum considère que l'ensemble des producteurs concernés ont bien adhéré à l'éco-organisme. Pour les panneaux photovoltaïques, les adhérents de PV CYCLE France représentent 99 % de la quantité de panneaux photovoltaïques mis sur le marché en 2016 (calculé par rapport aux panneaux raccordés au réseau électrique)⁵⁸, ce qui fait de la France le pays avec le plus haut taux de conformité pour ce type d'équipement en Europe.

Des actions de la part du Ministère de l'environnement sont également menées pour contacter les potentiels producteurs non-inscrits au Registre DEEE.

COLLECTE ET TRAITEMENT

Comme vu précédemment, toutes les données sur la collecte et le traitement de DEEE ménagers sont fournies au Registre DEEE par les éco-organismes. Les données sont donc complètes pour ces DEEE.

En revanche, pour les DEEE professionnels, la complétude est moindre :

- pour les déchets d'EEE mis sur le marché avant le 13 août 2005, la collecte et le traitement sont à la charge de l'utilisateur : ces DEEE ne sont pas déclarés au Registre (sauf s'ils sont pris en charge par un producteur qui les récupère dans le cadre de ses activités, en cas de reprise de l'ancien équipement notamment) ;
- pour les déchets d'EEE mis sur le marché après le 13 août 2005, les DEEE collectés par les producteurs (via un système individuel) et ceux collectés par les éco-organismes agréés dans le domaine professionnel sont déclarés au Registre. Si les DEEE provenant des détenteurs peuvent désormais être déclarés d'après le décret 2016-288, une mauvaise compréhension du terme « détenteur » par les producteurs a conduit à de nombreuses déclarations erronées. Ces données n'ont donc pas été exploitées cette année.

Ainsi, les données concernant la collecte et le traitement des DEEE professionnels sont partielles.

⁵⁸ Rapport annuel PV Cycle 2016, disponible à l'adresse http://c1482.paas1.fra.modxcloud.com/ebooks_PVCYCLE/2015/AR2015France/#22

III.2 NOMBRE DE PRODUCTEURS PRESENTS SUR LE REGISTRE

Les données présentes dans les paragraphes suivants sont les données présentes sur le Registre DEEE au 7 juillet 2017, une fois les vérifications des données effectuées. Le Registre DEEE comptait à la clôture de la période de déclaration 8 359 comptes de producteurs sur le Registre⁵⁹.

III.3 NOMBRE DE DECLARANTS PAR TYPE DE DECLARATION

Tableau 12 : Nombre de déclarants par type de déclaration

TYPE DE DECLARATION	NOMBRE DE DECLARANTS
Mise sur le marché 2016	5 575, dont 3 985 dans le domaine ménager et 1 980 dans le domaine professionnel Il est à noter que des producteurs peuvent déclarer des équipements ménagers ainsi que des équipements professionnels, ce sont producteurs « mixtes ». 94 % des producteurs enregistrés ayant défini des équipements de type ménager (94 % également en 2015) et 88 % des producteurs enregistrés ayant défini des équipements de type professionnel (72 % en 2015) ont effectué une déclaration de mise sur le marché en 2016.
Collecte et traitement 2016	▪ Domaine ménager Tous les éco-organismes ont effectué une déclaration de collecte et traitement. ▪ Domaine professionnel Sur les 1 980 producteurs ayant effectué une déclaration de mise sur le marché d'EEE professionnels (déclarations nulles comprises), 481 présentaient une organisation de type « système individuel » et 1 509 de type « éco-organisme », une entreprise pouvant mettre en place plusieurs systèmes de gestion des déchets pour différents types de produits. <i>DEEE gérés par les éco-organismes agréés</i> : tous les éco-organismes ont effectué une déclaration de collecte et traitement. <i>DEEE gérés par les producteurs ayant mis en place un système individuel</i> : - 198 producteurs ont effectué une déclaration de collecte non nulle (contre 236 en 2015) ; - 171 producteurs ont effectué une déclaration de traitement non nulle (contre 237 en 2015) ; - 104 producteurs ont déclaré les produits issus du traitement des DEEE (câbles, tubes cathodiques, cartes électroniques, etc.) ; - 271 producteurs ont fourni leur attestation de mise en place d'un système individuel de collecte et traitement des DEEE.

⁵⁹ Il s'agit exclusivement d'enregistrements valides (sans date de fin de validité ou dont la date de fin de validité est postérieure à la date considérée).

ANNEXE IV Données concernant les éco-organismes ménagers

IV.1 ÉVOLUTION DU NOMBRE D'ADHERENTS AUX ECO-ORGANISMES MENAGERS

Le tableau suivant présente l'évolution du nombre d'adhérents aux éco-organismes mis en parallèle du nombre de producteurs ménagers enregistrés au Registre⁶⁰.

Tableau 13 : Évolution du nombre d'adhérents aux éco-organismes ménager

ECO-ORGANISME	JANVIER 2007	JANVIER 2008	JANVIER 2009	MARS 2010	JUIN 2011	MAI 2012	MAI 2013	MAI 2014	MAI 2015	MAI 2016	MAI 2017
Ecologic	446	699	903	1032	1047	1129	1346	1128	1166	1394	1479
Eco-systèmes	902	1152	2193	2486	2572	2866	3080	2287	2520	1837	2063
ERP	587	381	430	508	447	551	567	463	474		
Récylum	251	422	516	601	647	684	692	756	758	837	767
PV CYCLE France										132	184
Total des adhésions aux éco-organismes	2186	2654	4042	4627	4713	5230	5685	4634	4918	4068	4493
Nombre de producteurs ménagers inscrits au Registre	794	2482	3785	4370	4574	5066	5489	4328	4640	3896	4213

Le nombre d'adhérents aux éco-organismes est supérieur au nombre de producteurs ménagers enregistrés au Registre car certains producteurs adhèrent à deux éco-organismes.

IV.2 BAREMES DES ECO-CONTRIBUTIONS ET CRITERES D'ECO-MODULATION

► Critères d'éco-modulation des barèmes

Le cahier des charges relatif à l'agrément des éco-organismes de la filière DEEE stipule que « le barème des contributions que le titulaire perçoit auprès de ses producteurs adhérents est, pour des équipements électriques et électroniques ménagers similaires, modulé en fonction de critères environnementaux liés à la fin de vie de ces équipements et n'entraînant pas de transfert de pollution vers une autre étape du cycle de vie de ces équipements. Ces critères de modulation sont liés à la réparabilité et au réemploi, à la dépollution, à la recyclabilité des équipements électriques et électroniques ménagers ou, dans la mesure où un lien avec la prévention de la production de déchets peut être établi, à la durée de vie des équipements électriques et électroniques ménagers.

Pour chaque type d'équipement électrique et électronique ménager concerné, la contribution perçue par le titulaire est modulée en fonction d'au moins un critère environnemental lié à la fin de vie de l'équipement considéré ».

Le cahier des charges en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2015 a défini deux séries de critères applicables du 1^{er} janvier 2015 au 30 juin 2015 pour la première, et à partir du 1^{er} juillet 2015 pour la seconde.

⁶⁰ Données provenant du Recueil d'Indicateurs de suivi de la filière DEEE ménagers – ADEME.

Les critères et amplitudes de modulation en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2015 sont les suivants :

Tableau 14 : Critères et amplitude des modulations de l'éco-participation

EQUIPEMENTS CONSIDERES	CRITERES DE MODULATION DE LA CONTRIBUTION	AMPLITUDES DE MODULATION DE LA CONTRIBUTION
Réfrigérateur / congélateur	Présence fluide frigorigène PRC>15 ou, Non mise à disposition d'une documentation technique auprès des réparateurs habilités électriquement ou, Non disponibilité des pièces détachées indispensables à l'utilisation de l'équipement	+20 %
Lave linge	Mise à disposition des pièces indispensables à l'utilisation de l'équipement pendant 11 ans	-20 %
	Intégration de plastique recyclé post consommateur (seuil de 10%)	-20 %
Lave vaisselle	Mise à disposition des pièces indispensables à l'utilisation de l'équipement pendant 11 ans	-20 %
	Intégration de plastique recyclé post consommateur (seuil de 10%)	-20 %
Aspirateur	Présence de pièces plastiques > 25 grammes contenant des retardateurs de flamme bromés ou, Non mise à disposition d'une documentation technique auprès des réparateurs habilités électriquement ou, Non disponibilité des pièces détachées indispensables à l'utilisation de l'équipement	+20 %
Cafetière/ bouilloire/ théière	Mise à disposition des pièces indispensables à l'utilisation de l'équipement pendant 5 ans et mise à disposition d'une documentation technique auprès des réparateurs habilités électriquement	-20 %
Ordinateur/ PC / notebook	Absence de peintures et revêtements incompatibles avec le recyclage et la réutilisation sur des pièces en plastique >100g, et intégration de plastique recyclé post consommateur (seuil de 10%) et mise à niveau du produit avec des outils communs, y compris les lecteurs de mémoire, puces et des cartes	-20 %
Tablette	Présence de retardateurs de flamme bromés dans la structure plastique de la tablette ou, Absence de mises à jour logicielles, compatibles entre elles, indispensables au fonctionnement essentiel de l'appareil	+100 %
Imprimante	Démontage peut être réalisé entièrement avec des outils standards disponibles dans le commerce et Fourniture des pièces détachées (les pièces susceptibles de tomber en panne durant une utilisation standard de l'imprimante) est assurée pendant 5 ans après la fin de la production de l'imprimante	-20 %
Téléphone	Absence de connectique standardisée (chargeur et autres connectiques) ou, Absence de mises à jour logicielles, compatibles entre elles, indispensables au fonctionnement essentiel de l'appareil	+100 %
TV	Mise à disposition d'une documentation technique auprès des réparateurs habilités électriquement et des pièces indispensables à l'utilisation de l'équipement (cartes électroniques) au-delà de 5 ans ou, Intégration de plastique recyclé post consommateur (seuil de 10%)	-20 %
Perceuse/ visseuse	Non mise à disposition d'une documentation technique auprès des réparateurs habilités électriquement ou, Non disponibilité des pièces détachées indispensables à l'utilisation de l'équipement	+20 %
Console de jeux	Non mise à disposition d'une documentation technique auprès des réparateurs habilités électriquement ou, Non disponibilité des pièces détachées indispensables à l'utilisation de l'équipement ou, Présence de retardateurs de flammes bromés dans les boîtiers de l'appareil, pièces moulées	+20 %
Lampes	Sources à LED exclusivement	-20 %

PRC : Potentiel de Réchauffement Climatique

► Barèmes des éco-organismes agréés pour les DEEE ménagers

■ Barème Eco-systèmes

Les flèches vertes indiquent les changements liés aux nouveaux critères d'éco-modulation, et les points bleus les nouveaux codes d'éco-participation.

Sous-catégorie	Critères d'éco-modulation	Poids net (kg)	Code d'éco-participation	Montant HT	Montant TTC*	
Catégorie 1 - Gros appareils ménagers						
REFRIGÉRATEUR CONGÉLATEUR	Fluide frigorigène de PRG <= 15 <i>ET</i> Mise à disposition d'une documentation technique auprès des réparateurs habilités électriquement	> 80 kg	11080	16,67 €	20,00 €	
	<i>ET</i> Disponibilité des pièces détachées indispensables à l'utilisation de l'équipement	<= 80 kg et > 40 kg	11010	13,33 €	16,00 €	
		<= 40 kg	11020	6,67 €	8,00 €	
	GROS ÉLECTROMÉNAGER produisant du FROID (hors réfrigérateur, congélateur et climatiseur)	Fluide frigorigène de PRG > 15 <i>OU</i> Non mise à disposition d'une documentation technique auprès des réparateurs habilités électriquement	> 80 kg	11081	20,00 €	24,00 €
		<i>OU</i> Non disponibilité des pièces détachées indispensables à l'utilisation de l'équipement	<= 80 kg et > 40 kg	11011	16,00 €	19,20 €
			<= 40 kg	11021	8,00 €	9,60 €
POMPE À CHALEUR CLIMATISEUR CHAUFFE-EAU THERMODYNAMIQUE	Mise à disposition des pièces indispensables à l'utilisation de l'équipement pendant 11 ans <i>OU</i> Intégration de plastique recyclé post consommateur (seuil de 10%)	> 80 kg	11090	16,67 €	20,00 €	
		<= 80 kg et > 40 kg	11030	13,33 €	16,00 €	
		<= 40 kg	11040	6,67 €	8,00 €	
LAVE-LINGE LAVE-VAISSELLE	Non mise à disposition des pièces indispensables à l'utilisation de l'équipement pendant 11 ans <i>ET</i> Non intégration de plastique recyclé post consommateur (seuil de 10%)	—	14010	6,00 €	7,20 €	
		—	14011	7,50 €	9,00 €	
GROS ÉLECTROMÉNAGER hors FROID (hors lave-linge et lave-vaisselle)	—	—	14020	7,50 €	9,00 €	
FOUR MICRO-ONDES	—	—	14120	2,50 €	3,00 €	
MOYEN ÉLECTROMÉNAGER (hottes, tables de cuisson ...)	—	—	14030	3,33 €	4,00 €	
ÉQUIPEMENT POUR LA VENTILATION	—	> 5 kg	14040	1,67 €	2,00 €	
		<= 5kg et >500g	14050	0,83 €	1,00 €	
		<=500g	14060	0,17 €	0,20 €	
CHAUFFE-EAU À ACCUMULATION, BALLON, CHAUDIÈRE	—	—	14070	5,00 €	6,00 €	
APPAREIL DE CHAUFFAGE ÉLECTRIQUE	—	> 5 kg	14080	1,67 €	2,00 €	
TRÈS PETIT APPAREIL DE CHAUFFAGE (< 500 g) et ÉQUIPEMENT PASSIF (câble...) équipé de la connectique nécessaire pour relier des équipements entre eux	—	<=5 kg	14090	0,83 €	1,00 €	
		—	14110	0,02 €	0,02 €	

Sous-catégorie	Critères d'éco-modulation	Poids net (kg) ou taille écran (")	Code d'éco-participation	Montant HT	Montant TTC*
Catégorie 2 - Petits appareils ménagers					
ASPIRATEUR	Absence de pièces plastiques > 25 grammes contenant des retardateurs de flamme bromés <i>ET</i> Mise à disposition d'une documentation technique auprès des réparateurs habilités électriquement	—	25010	0,83 €	1,00 €
	<i>ET</i> Disponibilité des pièces détachées indispensables à l'utilisation de l'équipement	Présence de pièces plastiques > 25 grammes contenant des retardateurs de flamme bromés <i>OU</i> Non mise à disposition d'une documentation technique auprès des réparateurs habilités électriquement	25011	1,00 €	1,20 €
		<i>OU</i> Non disponibilité des pièces détachées indispensables à l'utilisation de l'équipement			
	PEM (hors aspirateur)	—	—	25020	0,83 €
CAFETIÈRE BOUILLLOIRE THÉIÈRE	Mise à disposition des pièces indispensables à l'utilisation de l'équipement pendant 5 ans <i>ET</i> Mise à disposition d'une documentation technique auprès des réparateurs habilités électriquement	—	25030	0,20 €	0,24 €
	<i>OU</i> Non mise à disposition des pièces indispensables à l'utilisation de l'équipement pendant 5 ans <i>OU</i> Non mise à disposition d'une documentation technique auprès des réparateurs habilités électriquement	—	25031	0,25 €	0,30 €
PETIT PEM (hors cafetière / bouilloire / théière)	—	—	25040	0,25 €	0,30 €
TRÈS PETIT PEM, PRODUITS D'HYGIÈNE, BEAUTÉ, SANTÉ	—	—	25050	0,08 €	0,10 €
ÉQUIPEMENT PASSIF (câble...) équipé de la connectique nécessaire pour relier des équipements entre eux	—	—	25060	0,02 €	0,02 €
Catégorie 3 - Equipements informatiques et de télécommunications					
MONITEUR	—	> 5 Kg	32070	2,08 €	2,50 €
		<= 5 Kg	32080	1,25 €	1,50 €
ORDINATEUR PORTABLE	Absence de peintures et revêtements incompatibles avec le recyclage et la réutilisation sur des pièces en plastique >100g <i>ET</i> Intégration de plastique recyclé post consommateur (seuil de 10%)	>= 7"	32050	0,34 €	0,41 €
	<i>ET</i> Mise à niveau du produit avec des outils communs, y compris les lecteurs de mémoire, puces et cartes	Présence de peintures et revêtements incompatibles avec le recyclage et la réutilisation sur des pièces en plastique >100g <i>OU</i> Non intégration de plastique recyclé post consommateur (seuil de 10%)	32051	0,42 €	0,50 €
		<i>OU</i> Non mise à niveau du produit avec des outils communs, y compris les lecteurs de mémoire, puces et cartes			

Sous-catégorie	Critères d'éco-modulation	Poids net (kg) ou taille écran (")	Code d'éco-participation	Montant HT	Montant TTC*	
TABLETTE	Absence de retardateurs de flamme bromés dans la structure plastique de la tablette <i>ET</i> Présence de mises à jour logicielles, compatibles entre elles, indispensables au fonctionnement essentiel de l'appareil	>= 7 "	32060	0,42 €	0,50 €	
	Présence de retardateurs de flamme bromés dans la structure plastique de la tablette <i>OU</i> Absence de mises à jour logicielles, compatibles entre elles, indispensables au fonctionnement essentiel de l'appareil	>= 7 "	32061	0,84 €	1,01 €	
ORDINATEUR FIXE	Absence de peintures et revêtements incompatibles avec le recyclage et la réutilisation sur des pièces en plastique >100g <i>ET</i> Intégration de plastique recyclé post consommateur (seuil de 10%) <i>ET</i> Mise à niveau du produit avec des outils communs, y compris les lecteurs de mémoire, puces et cartes	—	36010	1,00 €	1,20 €	
	Présence de peintures et revêtements incompatibles avec le recyclage et la réutilisation sur des pièces en plastique >100g <i>OU</i> Non intégration de plastique recyclé post consommateur (seuil de 10%) <i>OU</i> Non mise à niveau du produit avec des outils communs, y compris les lecteurs de mémoire, puces et cartes	—	36011	1,25 €	1,50 €	
	Démontage pouvant être réalisé entièrement avec des outils standards disponibles dans le commerce <i>ET</i> Fourniture des pièces détachées (les pièces susceptibles de tomber en panne durant une utilisation standard de l'imprimante) assurée pendant 5 ans après la fin de la production de l'imprimante	—	36020	0,66 €	0,79 €	
	Démontage ne pouvant être réalisé entièrement avec des outils standards disponibles dans le commerce <i>OU</i> Fourniture des pièces détachées (les pièces susceptibles de tomber en panne durant une utilisation standard de l'imprimante) non assurée pendant 5 ans après la fin de la production de l'imprimante	—	36021	0,83 €	1,00 €	
IT (hors imprimante)	—	36030	0,83 €	1,00 €		
PETIT IT	—	<7 "	36040	0,08 €	0,10 €	
TÉLÉPHONE MOBILE	Présence de connectique standardisée (chargeur autres connectiques) <i>ET</i> Présence de mises à jour logicielles, compatibles entre elles, indispensables au fonctionnement essentiel de l'appareil	—	36050	0,02 €	0,02 €	
	Absence de connectique standardisée (chargeur autres connectiques) <i>OU</i> Absence de mises à jour logicielles, compatibles entre elles, indispensables au fonctionnement essentiel de l'appareil	—	36051	0,04 €	0,05 €	
TRÈS PETIT IT et ÉQUIPEMENT PASSIF (câble...) équipé de la connectique nécessaire pour relier des équipements entre eux	—	—	36060	0,02 €	0,02 €	

Sous-catégorie	Critères d'éco-modulation	Poids net (kg) ou taille écran (")	Code d'éco-participation	Montant HT	Montant TTC*
Catégorie 4 - Matériel grand public					
TV	Mise à disposition d'une documentation technique auprès des réparateurs habilités électriquement et des pièces indispensables à l'utilisation de l'équipement (cartes électroniques) au-delà de 5 ans <i>OU</i> Intégration de plastique recyclé post consommateur (seuil de 10%)	> 25 Kg	42050	10,00 €	12,00 €
		<= 25 Kg et > 17 Kg	42060	7,34 €	8,81 €
		<= 17 Kg et > 12 Kg	42020	4,66 €	5,59 €
		<= 12 Kg et > 7 Kg	42030	3,34 €	4,01 €
		<= 7 Kg et >= 7 "	42040	2,00 €	2,40 €
	Non mise à disposition d'une documentation technique auprès des réparateurs habilités électriquement et des pièces indispensables à l'utilisation de l'équipement (cartes électroniques) au-delà de 5 ans <i>ET</i> Non intégration de plastique recyclé post consommateur (seuil de 10%)	> 25 Kg	42051	12,50 €	15,00 €
		<= 25 Kg et > 17 Kg	42061	9,17 €	11,00 €
		<= 17 Kg et > 12 Kg	42021	5,83 €	7,00 €
		<= 12 Kg et > 7 Kg	42031	4,17 €	5,00 €
		<= 7 Kg et >= 7 "	42041	2,50 €	3,00 €
GROS EGP	—	45010	1,67 €	2,00 €	
MOYEN EGP	—	45020	0,42 €	0,50 €	
PETIT EGP	—	45030	0,08 €	0,10 €	
TRÈS PETIT EGP et ÉQUIPEMENT PASSIF (câble...) équipé de la connectique nécessaire pour relier des équipements entre eux	—	45040	0,02 €	0,02 €	
Catégorie 6 - Outils électriques et électroniques					
GROS OUTILLAGE (outillage stationnaire ou non portatif)	—	64010	2,08 €	2,50 €	
PERCEUSE / VISSEUSE	Mise à disposition d'une documentation technique auprès des réparateurs habilités électriquement <i>ET</i> Disponibilité des pièces détachées indispensables à l'utilisation de l'équipement	—	65010	0,42 €	0,50 €
	Non mise à disposition d'une documentation technique auprès des réparateurs habilités électriquement <i>OU</i> Non disponibilité des pièces détachées indispensables à l'utilisation de l'équipement	—	65011	0,50 €	0,60 €
	PETIT OUTILLAGE (outillage portatif, hors perceuse / visseuse)	—	65020	0,42 €	0,50 €

Sous-catégorie	Critères d'éco-modulation	Poids net (kg) ou taille écran (*)	Code d'éco-participation	Montant HT	Montant TTC*
Catégorie 7 - Jouets, équipements de loisirs et de sport					
CONSOLE DE JEUX	Mise à disposition d'une documentation technique auprès des réparateurs habilités électriquement <i>ET</i> Disponibilité des pièces détachées indispensables à l'utilisation de l'équipement <i>ET</i> Absence de retardateurs de flamme bromés dans les boîtiers de l'appareil, pièces moulées	> 500g	75020	0,17 €	0,20 €
	Non mise à disposition d'une documentation technique auprès des réparateurs habilités électriquement <i>OU</i> Non disponibilité des pièces détachées indispensables à l'utilisation de l'équipement <i>OU</i> Présence de retardateurs de flamme bromés dans les boîtiers de l'appareil, pièces moulées	> 500g	75021	0,20 €	0,24 €
		<= 500g	75010	0,08 €	0,10 €
		<= 500g	75011	0,10 €	0,12 €
JOUET, ÉQUIPEMENT DE LOISIR ET DE SPORT (hors console de jeux)	—	>10kg	74050	1,67 €	2,00 €
		<=10kg et >500g	75040	0,17 €	0,20 €
		<= 500g	75030	0,08 €	0,10 €
Catégorie 8 - Dispositifs médicaux					
ÉQUIPEMENT MEDICAL	—	>5 kg	84010	1,67 €	2,00 €
		<=5kg	85010	0,08 €	0,10 €
Catégorie 9 - Instruments de surveillance et de contrôle					
ÉQUIPEMENT DE CONTRÔLE ET DE SURVEILLANCE	—	< 7 "	95010	0,12 €	0,15 €
ÉQUIPEMENT PASSIF (câble...) équipé de la connectique nécessaire pour relier des équipements entre eux	—	—	95020	0,02 €	0,02 €
Catégorie 10 - Distributeurs automatiques					
Pour les distributeurs automatiques programmables ménagers (exemple: distributeur de nourriture pour animaux), se référer à la catégorie 2 du présent barème. Pour les distributeurs automatiques professionnels, se référer au barème des éco-participations pour les EEE professionnels.					

■ Barème Ecologic

Pour certains équipements, l'éco-contribution doit être modulée en fonction de critères d'éco-conception.

À côté de chaque barème, un tableau précise ces critères, le code barème associé ainsi que le pourcentage de modulation (+20% ou +100%, -20%).

ÉQUIPEMENTS D'ÉCHANGE THERMIQUE							
Équipements	Tranche de poids (kg)	Code barème et éco-contribution HT			%	Critères de modulation	
		Neutre	C HT	Modulé			C HT
RÉFRIGÉRATEURS / CONGÉLATEURS / COMBINÉS	0 à 40	M1FRIG01	6,67	M1FRIG41	8,00	+20%	Présence de fluide frigorigène de PRG>15 <u>ou</u> Non mise à disposition d'une documentation technique auprès des réparateurs habilités électriquement <u>ou</u> Non disponibilité des pièces détachées indispensables à l'utilisation de l'équipement
	40,001 à 80	M1FRIG02	13,33	M1FRIG42	16,00		
	80,001 à ---	M1FRIG03	16,67	M1FRIG43	20,00		
PAC et AUTRES ÉQUIPEMENTS D'ÉCHANGE THERMIQUE MONOBLOC dont DÉSHUMIDIFICATEURS, CLIMATISEURS, CHAUFFE-EAUX THERMODYNAMIQUES	0 à 20	M1MPAC01	3,33			Équipements non concernés par l'éco-modulation	
	20,001 à 40	M1MPAC02	6,67				
	40,001 à 80	M1MPAC03	13,33				
	80,001 à ---	M1MPAC04	16,67				
PAC et AUTRES ÉQUIPEMENTS D'ÉCHANGE THERMIQUE CIRCUIT OUVERT dont DÉSHUMIDIFICATEURS, CLIMATISEURS, CHAUFFE-EAUX THERMODYNAMIQUES	N/A	M1SPAC01	6,67			Équipements non concernés par l'éco-modulation	

ÉCRANS, MONITEURS ET ÉQUIPEMENTS COMPRENANT DES ÉCRANS D'UNE SURFACE SUPÉRIEURE À 100CM ²							
Équipements	Tranche de poids (kg)	Code barème et éco-contribution HT			%	Critères de modulation	
		Neutre	C HT	Modulé			C HT
MONITEURS / ORDINATEURS TOUT EN UN (avec moniteur intégré)	0 à 6	M2MONI01	1,42			Équipements non concernés par l'éco-modulation	
	6,001 à ---	M2MONI02	2,50				
ORDINATEURS PORTABLES	0 à 2	M2LAPT01	0,30	M2LAPT41	0,24	-20%	Absence de peintures et revêtements incompatibles avec le recyclage et la réutilisation sur des pièces en plastique >100g <u>et</u> Intégration de plastique recyclé post consommateur (seuil minimal de 10%) <u>et</u> Mise à niveau du produit avec des outils communs
	2,001 à ---	M2LAPT02	0,42	M2LAPT42	0,34		
TABLETTES (écran < 17', équipement sans clavier)	N/A	M2TABL01	0,25	M2TABL41	0,50	+100%	Présence de pièces plastiques contenant des retardateurs de flamme bromés <u>ou</u> Absence de mises à jour logicielles, compatibles entre elles, indispensables au fonctionnement essentiel de l'appareil
TÉLÉVISEURS	0 à 7	M2TELE01	2,50	M2TELE41	2,00	-20%	Mise à disposition d'une documentation technique auprès des réparateurs habilités électriquement et des pièces indispensables à l'utilisation de l'équipement (cartes électroniques) pendant 5 ans <u>ou</u> Intégration de plastique recyclé post-consommateur (seuil minimal de 10%)
	7,001 à 12	M2TELE02	4,17	M2TELE42	3,34		
	12,001 à 17	M2TELE03	5,83	M2TELE43	4,66		
	17,001 à 25	M2TELE04	9,17	M2TELE44	7,34		
	25,001 à ---	M2TELE05	12,50	M2TELE45	10,00		

GROS ÉQUIPEMENTS (dont l'une des dimensions extérieures au moins est supérieure à 50 cm)							
Équipements	Tranche de poids (kg)	Code barème et éco-contribution HT			%	Critères de modulation	
		Neutre	C HT	Modulé			C HT
LAVE-LINGE	N/A	M4LVLI01	7,50	M4LVLI41	6,00	-20%	Mise à disposition des pièces indispensables à l'utilisation de l'équipement pendant 11 ans <u>ou</u> Intégration de plastique recyclé post-consommateur (seuil minimal de 10%)
LAVE-VAISSELLE	N/A	M4LVVA01	7,50	M4LVVA41	6,00	-20%	Mise à disposition des pièces indispensables à l'utilisation de l'équipement pendant 11 ans <u>ou</u> Intégration de plastique recyclé post-consommateur (seuil minimal de 10%)
FOURS / CUISINIÈRES / LAVE-LINGE COMBINÉS / SÈCHE- LINGE	0 à 30	M4FOSL01	3,50			Équipements non concernés par l'éco-modulation	
	30,001 à ---	M4FOSL02	7,50				

GROS ÉQUIPEMENTS
(dont l'une des dimensions extérieures au moins est supérieure à 50 cm)

Équipements	Tranche de poids (kg)	Code barème et éco-contribution HT				%	Critères de modulation
		Neutre	€ HT	Modulé	€ HT		
CHAUFFE-EAUX / CHAUDIÈRES	0 à 60	M4CECH01	5,00			Équipements non concernés par l'éco-modulation	
	60,001 à ---	M4CECH02	10,00				
RADIATEURS BAIN D'HUILE	N/A	M4HUIL01	1,67			Équipements non concernés par l'éco-modulation	
VÉLOS À ASSISTANCE ÉLECTRIQUE	N/A	M4VEAE01	2,50			Équipements non concernés par l'éco-modulation	
AUTRES GROS ÉQUIPEMENTS	0 à 5	M4AGEQ01	0,50			Équipements non concernés par l'éco-modulation	
	5,001 à 9	M4AGEQ02	0,83				
	9,001 à 15	M4AGEQ03	1,67				
	15,001 à 35	M4AGEQ04	3,33				
	35,001 à ---	M4AGEQ05	7,50				

PETITS ÉQUIPEMENTS
(dont toutes les dimensions extérieures sont inférieures ou égales à 50 cm)

Équipements	Tranche de poids (kg)	Code barème et éco-contribution HT				%	Critères de modulation
		Neutre	€ HT	Modulé	€ HT		
CAFETIÈRES / BOUILLIÈRES THÉIÈRES	N/A	M5CBTH01	0,25	M5CBTH41	0,20	-20%	Mise à disposition des pièces indispensables à l'utilisation de l'équipement pendant 5 ans <u>et</u> Mise à disposition d'une documentation technique auprès des réparateurs habilités électriquement
ASPIRATEURS	0 à 2	M5ASPI01	0,25	M5ASPI41	0,30	+20%	Présence de pièces plastiques > 25 grammes contenant des retardateurs de flamme bromés <u>ou</u> Non mise à disposition d'une documentation technique auprès des réparateurs habilités électriquement <u>ou</u> Non disponibilité des pièces détachées indispensables à l'utilisation de l'équipement
	2,001 à 4	M5ASPI02	0,42	M5ASPI42	0,50		
	4,001 à 6	M5ASPI03	0,71	M5ASPI43	0,85		
	6,001 à 8	M5ASPI04	1,00	M5ASPI44	1,20		
	8,001 à ---	M5ASPI05	1,33	M5ASPI45	1,60		
PERCEUSES / VISSEUSES	0 à 1,5	M5PEVI01	0,25	M5PEVI41	0,30	+20%	Non mise à disposition d'une documentation technique auprès des réparateurs habilités électriquement <u>ou</u> Non disponibilité des pièces détachées indispensables à l'utilisation de l'équipement
	1,501 à ---	M5PEVI02	0,42	M5PEVI42	0,50		
CONSOLES DE JEUX PORTABLES	N/A	M5COJP01	0,05	M5COJP41	0,06	+20%	Non mise à disposition d'une documentation technique auprès des réparateurs habilités électriquement <u>ou</u> Non disponibilité des pièces détachées indispensables à l'utilisation de l'équipement <u>ou</u> Présence de retardateurs de flammes bromés dans la coque plastique de l'équipement
CONSOLES DE JEUX DE SALON	N/A	M5COJS01	0,42	M5COJS41	0,50	+20%	Non mise à disposition d'une documentation technique auprès des réparateurs habilités électriquement <u>ou</u> Non disponibilité des pièces détachées indispensables à l'utilisation de l'équipement <u>ou</u> Présence de retardateurs de flammes bromés dans la coque plastique de l'équipement
FOURS MICRO-ONDES	N/A	M5MICW01	2,50				Équipements non concernés par l'éco-modulation

PETITS ÉQUIPEMENTS
(dont toutes les dimensions extérieures sont inférieures ou égales à 50 cm)

Équipements	Tranche de poids (kg)	Code barème et éco-contribution HT				%	Critères de modulation
		Neutre	€ HT	Modulé	€ HT		
CÂBLES ÉQUIPÉS DE CONNECTEURS	0 à 0,5	M5CABD01	0,02			Équipements non concernés par l'éco-modulation	
	0,501 à ---	M5CABD02	0,15				
AUTRES PETITS ÉQUIPEMENTS	0 à 0,2	M5APEQ01	0,02			Équipements non concernés par l'éco-modulation	
	0,201 à 0,5	M5APEQ02	0,06				
	0,501 à 1	M5APEQ03	0,11				
	1,001 à 2	M5APEQ04	0,21				
	2,001 à 4	M5APEQ05	0,42				
	4,001 à 6	M5APEQ06	0,71				
	6,001 à 8	M5APEQ07	1,00				
	8,001 à 10	M5APEQ08	1,33				
	10,001 à 15	M5APEQ09	1,75				
	15,001 à 20	M5APEQ10	2,50				
	20,001 à ---	M5APEQ11	5,00				

PETITS ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES ET DE TÉLÉCOMMUNICATIONS
(dont toutes les dimensions extérieures sont inférieures ou égales à 50 cm)

Équipements	Tranche de poids (kg)	Code barème et éco-contribution HT			%	Critères de modulation	
		Neutre	€ HT	Modulé			€ HT
TÉLÉPHONES GSM ET SMARTPHONES	N/A	M6CELL01	0,02	M6CELL41	0,04	+100%	Absence de connectique standardisée (chargeur et autres connectiques) ou Absence de mises à jour logicielles, compatibles entre elles, indispensables au fonctionnement essentiel de l'appareil
	0 à 6	M6COMP01	0,60	M6COMP41	0,48	-20%	Absence de peintures et revêtements incompatibles avec le recyclage et la réutilisation sur des pièces en plastique >100g et Intégration de plastique recyclé post consommateur (seuil minimal de 10%) et Mise à niveau du produit avec des outils communs
ORDINATEURS FIXES	6,001 à ---	M6COMP02	1,20	M6COMP42	0,96		Démontabilité complète du produit avec des outils standards disponibles dans le commerce et Mise à disposition des pièces indispensables à l'utilisation de l'équipement pendant 5 ans
	0 à 5	M6PRIN01	0,42	M6PRIN41	0,34	-20%	Démontabilité complète du produit avec des outils standards disponibles dans le commerce et Mise à disposition des pièces indispensables à l'utilisation de l'équipement pendant 5 ans
IMPRIMANTES	5,001 à 10	M6PRIN02	0,75	M6PRIN42	0,60		
	10,001 à ---	M6PRIN03	1,50	M6PRIN43	1,20		
CÂBLES ÉQUIPÉS DE CONNECTEURS	N/A	M6CABI01	0,02	Équipements non concernés par l'éco-modulation			
AUTRES PETITS ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES ET DE TÉLÉCOMMUNICATIONS	0 à 0,05	M6APIT01	0,01	Équipements non concernés par l'éco-modulation			
	0,051 à 0,2	M6APIT02	0,02				
	0,201 à 0,5	M6APIT03	0,05				
	0,501 à 1	M6APIT04	0,10				
	1,001 à 2	M6APIT05	0,20				
	2,001 à 4	M6APIT06	0,38				
	4,001 à 6	M6APIT07	0,63				
	6,001 à 8	M6APIT08	0,92				
	8,001 à 10	M6APIT09	1,17				
	10,001 à 15	M6APIT10	1,67				
	15,001 à 20	M6APIT11	2,50				
	20,001 à ---	M6APIT12	4,17				

■ **Barème PV CYCLE France**

	Du 23 août 2014 au 30 juin 2015 inclus	Du 1 ^{er} juillet 2015 au 31 décembre 2016		A partir du 1 ^{er} janvier 2017	
		Panneau de moins de 10 kg	Panneau de 10 kg ou plus	Panneau de moins de 10 kg	Panneau de 10 kg ou plus
1. Silicium mono et polycristallin Silicium monocristallin (mc-Si) Silicium polycristallin (mc-Si) Silicium en ruban (ribbon c-Si)	0,045 € par kg	0,60 € par panneau	1,20 € par panneau	0,45 € par panneau	0,90 € par panneau
2. Couches minces à base de silicium Silicium amorphe (a-Si) Silicium micromorphe (m-Si)	0,045 € par kg	0,60 € par panneau	1,20 € par panneau	0,45 € par panneau	0,90 € par panneau
3. Autres types de couches minces Cuivre Indium Selenium (CIS) Cuivre Indium Gallium Selenium (CIGS) • Cuivre Indium Gallium Sulphure Selenium (CIGSSe)	0,045 € par kg	0,60 € par panneau	1,20 € par panneau	0,45 € par panneau	0,90 € par panneau
4. Couches minces à base de tellure de cadmium • Tellure de cadmium (CdTe)	0,045 € par kg	0,60 € par panneau	1,20 € par panneau	0,45 € par panneau	0,90 € par panneau
5. Membranes laminées • Photovoltaïque laminé (PVL)	0,045 € par kg	0,065 € par kg		0,050 € par kg	
6. Cellule à concentration • Cellule à concentration (CPV)	0,045 € par kg	0,065 € par kg		0,050 € par kg	
7. Intégré au bâti • Equipements sur mesure	0,045 € par kg	0,065 € par kg		0,050 € par kg	

▪ Barème Récylum

ÉCO-CONTRIBUTION		
	Lampes à LED*	0,16 € HT / lampe mise sur le marché
	Lampes standard (tubes fluorescents, lampes fluocompactes, autres lampes)	0,20 € HT / lampe mise sur le marché

* compte tenu de leur longévité, de l'absence de substance dangereuse et de leur faible consommation énergétique, les lampes à LED bénéficient d'une Eco-contribution réduite.

IV.3 BILAN SUR LES ÉCO-PARTICIPATIONS

Les contributions des éco-organismes perçues en 2016 pour les EEE ménagers s'élèvent à 189 millions d'euros (+12 % par rapport à 2015). La hausse des éco-contributions correspond à une augmentation des mises sur le marché et surtout à une augmentation du barème.

Figure 73 : Évolution des montants des contributions perçues par les éco-organismes en k€ (source : recueil des indicateurs de la filière DEEE ménager)

ANNEXE V Tableaux de données et données complémentaires

Toutes les données issues de l'exploitation du Registre ont été arrondies à la tonne près. Pour cette raison, il est possible que dans les tableaux de valeurs de l'annexe, certaines sommes de valeurs arrondies ne correspondent pas exactement au total indiqué.

Voici la liste des données présentées dans les pages suivantes :

V.1 Quantités mises sur le marché

- V.1.1 Comparaisons pluriannuelles
- V.1.2 Répartition des équipements par statut de producteur
- V.1.3 Répartition par catégorie d'équipement et codes douaniers SH4
- V.1.4 Parts de marché des éco-organismes

V.2 Collecte

- V.2.1 Comparaison pluriannuelle de la collecte par catégorie
- V.2.2 Collecte d'équipements ménagers
- V.2.3 Collecte d'équipements professionnels

V.3 Traitement

- V.3.1 Comparaison pluriannuelle du traitement par catégorie
- V.3.2 Composition des DEEE ménagers (campagne de caractérisation des Eco-organismes)
- V.3.3 Répartition par mode de traitement et par catégorie (DEEE ménagers et professionnels)
- V.3.4 Produits spécifiques issus du traitement des DEEE ménagers et professionnel
- V.3.5 Traitement d'équipements ménagers
- V.3.6 Traitement d'équipements professionnels
- V.3.7 Taux de valorisation

V.1 QUANTITES MISES SUR LE MARCHE

V.1.1. COMPARAISONS PLURIANNUELLES

QUANTITES MISES SUR LE MARCHE (EN MILLIERS D'UNITES)		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	TOTAL
2006	Ménager	30 237	81 394	83 525	78 048	82 943	15 362	64 921	2 493	10 063	447	0	449 432
	Professionnel	479	1 028	15 596	2 017	11 086	2 269	27	834	9 655	188	0	43 179
	Total	30 716	82 422	99 121	80 065	94 028	17 632	64 949	3 327	19 718	635	0	492 611
2007	Ménager	32 439	92 663	104 318	90 609	100 750	19 333	90 984	3 582	10 081	618	0	545 378
	Professionnel	360	918	28 295	2 055	12 826	1 469	51	932	12 028	274	0	59 206
	Total	32 798	93 581	132 613	92 664	113 576	20 802	91 035	4 514	22 109	892	0	604 584
2008	Ménager	34 394	93 427	105 707	87 355	116 232	20 506	87 521	2 665	9 104	1 399	0	558 309
	Professionnel	283	947	31 374	3 208	11 994	1 531	427	850	10 213	212	0	61 033
	Total	34 677	94 368	137 081	90 563	128 225	22 037	87 947	3 515	19 317	1 611	0	619 342
2009	Ménager	36 531	101 962	108 546	76 082	134 117	19 490	61 573	3 640	9 645	786	0	552 373
	Professionnel	273	628	17 547	3 110	10 678	924	758	840	9 418	159	0	44 334
	Total	36 804	102 590	126 092	79 192	144 795	20 415	62 331	4 480	19 063	945	0	596 707
2010	Ménager	42 607	101 289	118 996	78 059	140 868	20 220	83 325	3 597	10 931	1 015	0	600 907
	Professionnel	350	811	19 203	1 314	14 837	1 053	649	1 052	11 266	213	0	50 747
	Total	42 957	102 100	138 199	79 372	155 705	21 273	83 974	4 649	22 197	1 228	0	651 654
2011	Ménager	40 415	100 314	120 132	78 924	130 765	20 404	86 490	4 083	11 111	826	0	593 464
	Professionnel	901	1 024	21 026	1 219	16 076	1 016	481	1 197	12 877	215	0	56 031
	Total	41 316	101 337	141 458	80 144	146 841	21 420	86 971	5 280	23 988	1 041	0	649 496
2012	Ménager	39 520	104 770	113 493	70 106	121 901	18 640	71 487	3 642	10 888	642	0	554 088
	Professionnel	995	406	22 183	752	24 840	1 648	515	1 307	21 069	190	0	73 905
	Total	40 516	105 176	135 675	70 858	145 741	20 288	72 002	4 948	31 957	832	0	627 993
2013	Ménager	38 164	102 139	110 190	66 277	119 421	18 857	83 299	7 351	12 974	629	0	559 301
	Professionnel	1 002	700	18 253	951	24 499	1 188	526	1 552	21 764	159	0	70 595
	Total	39 166	102 839	128 442	67 228	143 920	20 045	83 825	8 903	34 739	788	0	629 895
2014	Ménager	36 460	102 908	113 240	59 263	14 831	19 438	84 920	5 859	20 185	554	0	567 658
	Professionnel	1 413	479	26 648	1 433	23 709	1 240	83	1 813	19 386	160	0	76 365
	Total	37 874	103 387	139 888	60 696	148 540	20 678	85 003	7 672	39 572	714	0	644 023
2015	Ménager	31 683	119 786	131 969	59 629	125 601	22 834	92 453	6 643	35 840	631	2 881	629 951
	Professionnel	1 902	542	30 147	810	26 928	3 968	37	1 659	35 491	174	0	101 659
	Total	33 585	120 329	162 117	60 439	152 529	26 803	92 490	8 302	71 331	805	2 881	731 611
2016	Ménager	32 757	119 040	135 220	59 882	143 591	22 774	99 721	6 554	21 095	474	2 905	644 014
	Professionnel	1 719	689	40 327	973	26 481	4 658	45	1 858	36 841	171	0	113 761
	Total	34 476	119 730	175 547	60 855	170 072	27 432	99 766	8 412	57 936	644	2 905	757 775

QUANTITES MISES SUR LE MARCHÉ (EN TONNES)		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	TOTAL
2006	Ménager	795 404	132 482	105 455	175 556	9 854	74 178	38 360	399	4 342	403	0	1 336 433
	Professionnel	24 642	3 466	98 461	3 390	27 185	16 507	342	9 192	6 631	10 914	0	200 729
	Total	820 046	135 949	203 916	178 945	37 039	90 685	38 703	9 591	10 973	11 317	0	1 537 163
2007	Ménager	814 858	151 086	113 729	191 882	11 287	88 869	50 982	748	4 742	630	0	1 428 812
	Professionnel	23 347	3 633	111 758	2 981	29 930	13 684	528	9 972	7 284	11 564	0	214 682
	Total	838 205	154 719	225 486	194 863	41 217	102 553	51 510	10 719	12 026	12 194	0	1 643 494
2008	Ménager	848 783	151 577	115 517	182 920	13 232	90 740	55 795	638	4 478	829	0	1 464 509
	Professionnel	21 960	3 457	108 640	4 230	29 376	12 953	534	9 616	7 937	10 988	0	209 690
	Total	870 743	155 034	224 157	187 150	42 608	103 692	56 329	10 254	12 415	11 817	0	1 674 199
2009	Ménager	822 217	158 636	104 608	174 428	14 550	85 379	46 543	609	4 395	708	0	1 412 073
	Professionnel	19 606	3 118	80 963	4 608	23 182	8 727	1 295	9 422	7 999	5 002	0	163 922
	Total	841 823	161 754	185 571	179 036	37 733	94 107	47 838	10 031	12 394	5 710	0	1 575 995
2010	Ménager	849 967	157 179	109 230	177 172	13 489	89 518	49 060	768	5 521	634	0	1 452 537
	Professionnel	25 034	4 163	91 599	2 230	29 978	8 674	1 094	8 208	6 712	6 066	0	183 757
	Total	875 000	161 341	200 829	179 401	43 467	98 193	50 154	8 976	12 233	6 700	0	1 636 294
2011	Ménager	871 614	158 025	105 755	152 485	12 134	90 735	48 728	683	5 156	1 227	0	1 446 542
	Professionnel	48 184	4 606	94 478	1 913	31 053	8 964	1 058	8 476	7 572	11 004	0	217 308
	Total	919 799	162 631	200 234	154 398	43 187	99 699	49 785	9 159	12 728	12 231	0	1 663 850
2012	Ménager	880 287	153 882	90 151	116 209	10 857	86 507	42 806	683	5 219	1 108	0	1 387 709
	Professionnel	55 331	3 798	101 013	2 207	34 780	8 896	1 005	10 388	12 537	9 166	0	239 121
	Total	935 618	157 680	191 164	118 416	45 636	95 403	43 812	11 070	17 756	10 274	0	1 626 830
2013	Ménager	858 418	155 468	80 603	98 648	10 856	84 820	49 697	1 928	5 417	962	0	1 346 818
	Professionnel	51 981	4 381	77 056	2 205	33 752	8 344	1 043	11 441	16 614	8 823	0	215 640
	Total	910 399	159 849	157 659	100 853	44 608	93 164	50 740	13 369	22 031	9 784	0	1 562 458
2014	Ménager	844 837	154 766	75 842	100 149	11 378	88 763	52 347	2 178	8 387	251	0	1 338 898
	Professionnel	67 726	3 918	76 766	1 930	33 099	8 446	298	13 434	16 022	11 720	0	233 359
	Total	912 563	158 684	152 608	102 078	44 477	97 209	52 644	15 612	24 410	11 971	0	1 572 258
2015	Ménager	863 472	164 619	88 121	90 736	10 615	97 390	60 117	2 562	14 112	260	58 922	1 450 925
	Professionnel	79 819	3 318	58 195	1 638	34 300	26 222	199	13 942	28 174	13 163	0	258 970
	Total	943 291	167 937	146 317	92 374	44 915	123 611	60 316	16 504	42 286	13 422	58 922	1 709 894
2016	Ménager	870 218	163 932	89 472	93 747	11 716	95 793	63 785	2 768	14 208	178	50 594	1 456 410
	Professionnel	83 089	5 174	64 571	2 293	36 940	27 847	237	15 030	29 858	12 889	0	277 927
	Total	953 307	169 106	154 042	96 039	48 656	123 640	64 022	17 798	44 066	13 067	50 594	1 734 337

■ Évolution des déclarations de mise sur le marché en tonnages, nombre d'unités et poids unitaire

CATEGORIE	ÉVOLUTION DES TONNAGES ENTRE 2015 ET 2016	ÉVOLUTION DU NOMBRE D'UNITE MISES SUR LE MARCHE ENTRE 2015 ET 2016	POIDS MOYEN UNITAIRE 2016 (EN KG)	ÉVOLUTION DU POIDS UNITAIRE	ÉLÉMENTS EXPLICATIFS
1	1%	3%	27,7	-2%	Baisse du nombre d'unités mises sur le marché d'équipements professionnels compensée par une augmentation dans le secteur ménager d'équipements légers
2	1%	0%	1,4	1%	Faible évolution du domaine ménager qui représente la majeure partie des tonnages de cette catégorie
3	5%	8%	0,9	-3%	Consommation en hausse d'équipements de petite taille dans les domaines ménager et professionnel.
4	4%	1%	1,6	3%	Augmentation de la mise sur le marché de téléviseurs du fait de l'extinction du signal analogique.
5	8%	12%	0,3	-3%	Augmentation des tonnages déclarés dans les domaines ménagers comme professionnels, d'équipements légers.
6	0%	2%	4,5	-2%	Augmentation des mises sur le marché de petits équipements, notamment ménagers (perceuses)
7	6%	8%	0,6	-2%	Augmentation des mises sur le marché dans les domaines ménager (notamment guirlandes électriques, chargeurs, vélos électriques) et professionnel
8	8%	1%	2,1	6%	Augmentation des mises sur le marché dans les domaines ménager et professionnel
9	4%	-19%	0,8	28%	Augmentation des mises sur le marché de compteurs d'électricité dans le domaine professionnel
10	-3%	-20%	20,3	22%	Baisse des mises sur le marché des équipements lourds (distributeurs de boissons, onduleurs).
11	-14%	1%	17,4	-15%	Baisse de la mise sur le marché du fait de la publication tardive d'appels d'offres

■ Évolution des déclarations de mise sur le marché d'équipements ménagers en tonnages, nombre d'unités et poids unitaire

CATEGORIE	ÉVOLUTION DES TONNAGES ENTRE 2015 ET 2016	ÉVOLUTION DU NOMBRE D'UNITE MISES SUR LE MARCHÉ ENTRE 2015 ET 2016	POIDS MOYEN UNITAIRE 2016 (EN KG)	ÉVOLUTION DU POIDS UNITAIRE	ÉLÉMENTS EXPLICATIFS
1	1%	3%	26,6	-3%	Augmentation de la consommation des ménages pour les petits équipements tels que les radiateurs, climatiseurs et ventilateurs et stagnation ou baisse de la consommation des plus gros (réfrigérateurs, machines à laver).
2	0%	-1%	1,4	0%	Baisse de la consommation des équipements lourds de la catégorie (appareils de pesage, chauffe-eau, micro-ondes).
3	2%	2%	0,7	-1%	Forte augmentation de la consommation des téléviseurs, mitigée par la consommation en hausse d'équipements plus légers (composants informatiques, cartes électroniques et câbles).
4	3%	0%	1,6	3%	Augmentation de la consommation de téléviseurs ayant un poids unitaire en hausse et baisse des mises sur le marché des petits équipements monofonction (radio-réveil, appareils photo numériques).
5	10%	14%	0,1	-3%	Augmentation des mises sur le marché de lampes, équipements très légers.
6	-2%	0%	4,2	-1%	Augmentation des mises sur le marché d'équipements légers constituant la majeure partie de la catégorie (notamment perceuse), contrebalancée par la baisse de plus gros équipements (onduleurs).
7	6%	8%	0,6	-2%	Catégorie très hétérogène. Augmentation des mises sur le marché de vélos électriques et baisse d'équipements plus légers (montres, jouets).
8	8%	-1%	0,4	9%	Augmentation des tonnages d'équipements médicaux lourds (tables d'opération, fauteuils roulants).
9	1%	-41%	0,7	71%	Forte augmentation du tonnage de stores et portes électriques, qui restent cependant minoritaires en termes d'unité. Forte baisse du nombre d'alarmes, équipement principal de la catégorie.
10	-32%	-25%	0,4	-9%	Baisse des mises sur le marché des équipements les plus lourds (onduleurs, pompes pour liquides).
11	-14%	1%	17,4	-15%	Baisse de la mise sur le marché du fait de la publication tardive d'appels d'offres.

■ Évolution des déclarations de mise sur le marché des équipements professionnels en tonnages, nombre d'unités et poids unitaire

CATEGORIE	ÉVOLUTION DES TONNAGES ENTRE 2015 ET 2016	ÉVOLUTION DU NOMBRE D'UNITE MISES SUR LE MARCHE ENTRE 2015 ET 2016	POIDS MOYEN UNITAIRE 2016 (EN KG)	ÉVOLUTION DU POIDS UNITAIRE	ÉLÉMENTS EXPLICATIFS
1	4%	-10%	48,3	15%	Augmentation des mises sur le marché d'équipements lourds (réfrigérateurs) et baisse en parallèle des équipements légers (accumulateurs électriques, compresseurs, ventilateurs et climatiseurs).
2	56%	27%	7,5	23%	Augmentation des mises sur le marché des appareils de cuisson, chauffe-eau, radiateurs et micro-ondes et de leur poids unitaire.
3	11%	34%	1,6	-17%	Très forte augmentation du nombre de cartes électroniques déclarées, faisant chuter le poids unitaire de la catégorie.
4	40%	20%	2,4	17%	Forte augmentation des tonnages déclarés des téléviseurs, visiophones et générateurs de signaux
5	8%	-2%	1,4	10%	Forte augmentation des mises sur le marché d'appareils électriques de signalisation
6	6%	17%	6,0	-10%	Catégorie hétérogène. Augmentation de la consommation de moteurs, pompes à liquide et matériel de soudage
7	19%	21%	5,2	-2%	Augmentation des mises sur le marché de machines à sous et d'alarmes
8	8%	12%	8,1	-4%	Augmentation des mises sur le marché d'appareils de massage et accessoires pour machines
9	6%	4%	0,8	2%	Forte augmentation de la mise sur le marché des transformateurs et compteurs d'électricité
10	-2%	-2%	75,6	0%	Augmentation des mises sur le marché de distributeurs de billets contrebalancée par la baisse de distributeurs de boissons et congélateurs.

V.1.2. REPARTITION DES EQUIPEMENTS PAR STATUT DE PRODUCTEUR

- Répartition des tonnages d'équipements ménagers mis sur le marché par catégorie d'équipement et par statut de producteur

CATEGORIE	TONNAGE D'EQUIPEMENTS MENAGERS MIS SUR LE MARCHE (EN TONNES ET EN %)					
	Total	Fabricant	Revendeur sous sa marque	Importateur	Introduceur	Vendeur à distance
1	870 218	307 419 (35%)	93 371 (11%)	266 940 (31%)	201 387 (23%)	1 101 (0%)
2	163 932	30 594 (19%)	12 176 (7%)	92 607 (56%)	26 385 (16%)	2 171 (1%)
3	89 472	8 239 (9%)	4 677 (5%)	28 091 (31%)	47 020 (53%)	1 444 (2%)
4	93 747	16 254 (17%)	7 880 (8%)	35 726 (38%)	31 355 (33%)	2 532 (3%)
5	11 716	5 596 (48%)	3 055 (26%)	1 976 (17%)	1 029 (9%)	60 (1%)
6	95 793	7 763 (8%)	8 806 (9%)	56 396 (59%)	22 083 (23%)	745 (1%)
7	63 785	3 808 (6%)	1 410 (2%)	39 675 (62%)	14 812 (23%)	4 080 (6%)
8	2 768	1 007 (36%)	97 (3%)	685 (25%)	613 (22%)	366 (13%)
9	14 208	2 512 (18%)	2 804 (20%)	4 563 (32%)	4 002 (28%)	327 (2%)
10	178	0 (0%)	0 (0%)	139 (78%)	26 (14%)	13 (7%)
11	50 594	13 950 (28%)	0 (0%)	35 131 (69%)	1 146 (2%)	367 (1%)
Total	1 456 410	397 142 (27%)	134 275 (9%)	561 929 (39%)	349 858 (24%)	13 206 (0,9%)

- Répartition des tonnages d'équipements professionnels mis sur le marché par catégorie d'équipement et par statut de producteur

CATEGORIE	TONNAGE D'EQUIPEMENTS PROFESSIONNEL MIS SUR LE MARCHE (EN TONNES ET EN %)					
	Total	Fabricant	Revendeur sous sa marque	Importateur	Introduceur	Vendeur à distance
1	83 089	37 893 (46%)	5 352 (6%)	12 979 (16%)	26 123 (31%)	741 (1%)
2	5 174	2 459 (48%)	198 (4%)	1 318 (25%)	1 122 (22%)	78 (2%)
3	64 571	5 876 (9%)	1 370 (2%)	19 267 (30%)	38 036 (59%)	21 (0%)
4	2 293	244 (11%)	134 (6%)	476 (21%)	1 437 (63%)	1 (0%)
5	36 940	25 676 (70%)	2 446 (7%)	1 182 (3%)	7 632 (21%)	5 (0%)
6	27 847	9 557 (34%)	1 011 (4%)	5 495 (20%)	11 752 (42%)	32 (0%)
7	237	115 (49%)	2 (1%)	44 (19%)	75 (32%)	0 (0%)
8	15 030	9 889 (66%)	561 (4%)	1 762 (12%)	2 816 (19%)	2 (0%)
9	29 858	18 534 (62%)	2 377 (8%)	3 152 (11%)	5 789 (19%)	7 (0%)
10	12 889	5 051 (39%)	530 (4%)	1 044 (8%)	6 230 (48%)	35 (0%)
Total	277 927	115 295 (41%)	13 980 (5%)	46 718 (17%)	101 013 (36%)	922 (0%)

V.1.3. REPARTITION PAR CATEGORIE D'EQUIPEMENT ET CODES DOUANIERS SH4

Le code SH4 est un code douanier à quatre chiffres ; il est défini selon la nomenclature du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (SH) de l'Organisation Mondiale des Douanes (OMD ou WCO), disponible en suivant ce lien :

http://www.wcoomd.org/fr/topics/nomenclature/instrument-and-tools/hs_nomenclature_2012/hs_nomenclature_table_2012.aspx

Le Système harmonisé régule environ 98 % des échanges internationaux de marchandises et est utilisé par plus de 190 pays à travers le monde.

Le code SH4 fait partie des champs obligatoires à renseigner par les producteurs lors de l'enregistrement de leurs types d'équipements produits, de même que la catégorie de l'équipement tel qu'indiqué dans l'annexe I du décret DEEE.

Le code SH4 fournit un niveau de détail plus fin que les dix catégories d'équipements quant aux types d'équipement mis sur le marché. Il ne permet toutefois pas d'identifier avec précision la nature de l'équipement mis sur le marché par le producteur.

Chaque code regroupe en effet un plus ou moins grand nombre de types d'équipements. Ainsi les chauffe-eau, radiateurs électriques, fer à repasser et sèche-cheveux ont-ils tous le même code SH4 8516 : « équipements électrothermiques pour usage domestique ».

Un même code SH4 peut aussi regrouper des équipements de catégories différentes. L'indication de la catégorie, bien que moins précise que celle du code SH4, apparaît donc comme complémentaire.

Par exemple, le code 8516 (appareils électrothermiques pour usage domestique) regroupe à la fois :

- des équipements de catégorie 1 (gros appareils ménagers) : chauffe-eau, radiateurs et cuisinières électriques, etc. ;
- des équipements de catégorie 2 (petits appareils ménagers) : fours micro-ondes, sèche-cheveux, fer à repasser, grille-pain, cafetières, tables de cuisson, etc.

Dans la suite de ce paragraphe sont indiqués, pour chaque catégorie d'équipement, les codes SH4 les plus représentés en termes de nombre d'unités mises sur le marché d'une part, et de tonnages mis sur le marché d'autre part.

ATTENTION : Les types d'équipements indiqués dans les graphes ne sont donnés qu'à titre indicatif, afin d'aider le lecteur à identifier les équipements pouvant être déclarés sous la combinaison code SH4 - catégorie donnée. Ces exemples peuvent ne pas correspondre aux équipements réellement mis sur le marché.

La mise en perspective de ces deux classements permet de situer les poids moyens des équipements relevant d'une combinaison code SH4 - catégorie donnée, par rapport au poids moyen de la catégorie toute entière.

■ Équipements ménagers

Catégorie d'équipements	Nb de producteurs ayant au moins une déclaration dans cette catégorie	Nb de SH4 de cette catégorie associé à une déclaration	Equipe ments mis sur le marché, en millions d'unités	Principaux équipements	Equipe ments mis sur le marché, en milliers de tonnes	Principaux équipements	Poids moyen (en kg par unité)
				(en termes de nombre d'unités)		(en termes de tonnages)	
1 A Gros appareils ménagers	402	46	5,1	2 codes SH4 regroupent 99% des unités mises sur le marché : - 8418 (réfrigérateurs, congélateurs,...) : 82% - 8415 (climatiseurs,...) : 17%	271	2 codes SH4 regroupent 99% des tonnages mis sur le marché : - 8418 (réfrigérateurs, congélateurs,...) : 85% - 8415 (climatiseurs,...) : 13%	52,8
1 B Gros appareils ménagers	705	73	27,6	4 codes SH4 regroupent 86% des unités mises sur le marché : - 8516 (chauffe-eau, radiateurs, micro-ondes,...) : 51% - 8414 (compresseurs, ventilateurs,...) : 18% - 8450 (machines à laver,...) : 11% - 8422 (lave-vaisselle,...) : 6%	600	3 codes SH4 regroupent 85% des tonnages mis sur le marché : - 8516 (chauffe-eau, radiateurs, micro-ondes,...) : 41% - 8450 (machines à laver,...) : 31% - 8422 (lave-vaisselle,...) : 13%	21,7
2 Petits appareils ménagers	1076	290	119,0	6 codes SH4 regroupent 76% des unités mises sur le marché : - 8516 (chauffe-eau, radiateurs, micro-ondes,...) : 31% - 8509 (mixeurs,...) : 17% - 9102 (montres,...) : 10% - 8510 (rasoirs électriques,...) : 7% - 8543 (générateurs de signaux, accélérateurs de particules,...) : 7% - 8508 (aspirateurs,...) : 5%	164	3 codes SH4 regroupent 82% des tonnages mis sur le marché : - 8516 (chauffe-eau, radiateurs, micro-ondes,...) : 43% - 8508 (aspirateurs,...) : 19% - 8509 (mixeurs,...) : 19%	1,4
3A Equipements informatiques de télécommunication	192	57	11,9	2 codes SH4 regroupent 97% des unités mises sur le marché : - 8471 (ordinateurs,...) : 75% - 8528 (téléviseurs,...) : 22%	29	2 codes SH4 regroupent 98% des tonnages mis sur le marché : - 8471 (ordinateurs,...) : 52% - 8528 (téléviseurs,...) : 46%	2,4
3B Equipements informatiques de télécommunication	792	162	123,3	5 codes SH4 regroupent 76% des unités mises sur le marché : - 8517 (téléphones, visiophones,...) : 30% - 8523 (cartes électroniques,...) : 18% - 8471 (ordinateurs,...) : 15% - 8544 (fils, câbles,...) : 8% - 8504 (transformateurs,...) : 6%	61	4 codes SH4 regroupent 80% des tonnages mis sur le marché : - 8443 (imprimantes,...) : 38% - 8471 (ordinateurs,...) : 19% - 8517 (téléphones, visiophones,...) : 17% - 8528 (téléviseurs,...) : 6%	0,5
4A Matériel grand public	100	55	6,3	1 code SH4 regroupe 99% des unités mises sur le marché : - 8528 (téléviseurs,...) : 99%	52	1 code SH4 regroupe 100% des tonnages mis sur le marché : - 8528 (téléviseurs,...) : 100%	8,2
4B Matériel grand public	720	172	53,6	4 codes SH4 regroupent 55% des unités mises sur le marché : - 8518 (microphones, enceintes,...) : 27% - 8544 (fils, câbles,...) : 10% - 8528 (téléviseurs,...) : 9% - 8527 (radio-réveils, radio-récepteurs,...) : 8%	42	6 codes SH4 regroupent 76% des tonnages mis sur le marché : - 8518 (microphones, enceintes,...) : 32% - 8527 (radio-réveils, radio-récepteurs,...) : 15% - 9207 (instruments de musique électriques,...) : 9% - 8528 (téléviseurs,...) : 8% - 8519 (Platines, répondeurs,...) : 7% - 8521 (lecteurs DVD,...) : 6%	0,8

5 Matériel d'éclairage	727	1	143,6	1 code SH4 regroupe pratiquement 100% des unités mises sur le marché : - 8539 (tubes fluorescents, lampes à économie d'énergie,...) : 100%	12	1 code SH4 regroupe pratiquement 100% des tonnages mis sur le marché : - 8539 (tubes fluorescents, lampes à économie d'énergie,...) : 100%	0,1
6 Outils électriques et électroniques	645	212	22,8	2 codes SH4 regroupent 52% des unités mises sur le marché : - 8467 (perceuses,...) : 47% - 8413 (pompes pour liquides,...) : 6%	96	6 codes SH4 regroupent 72% des tonnages mis sur le marché : - 8467 (perceuses,...) : 35% - 8424 (pistolets à peinture,...) : 10% - 8413 (pompes pour liquides,...) : 9% - 8433 (tondeuses,...) : 7% - 8465 (ponceuses,...) : 6% - 8414 (compresseurs, ventilateurs,...) : 5%	4,2
7 Jouets, équipements de loisir et de sport	963	293	99,7	4 codes SH4 regroupent 75% des unités mises sur le marché : - 9503 (trains électriques,...) : 31% - 9405 (guirlandes électriques, enseignes lumineuses,...) : 26% - 8513 (lampes de poche,...) : 11% - 9504 (jeux vidéos, machines à sous,...) : 7%	64	4 codes SH4 regroupent 78% des tonnages mis sur le marché : - 9503 (trains électriques,...) : 31% - 9506 (vélo d'appartement,...) : 24% - 9405 (guirlandes électriques, enseignes lumineuses,...) : 12% - 9504 (jeux vidéos, machines à sous,...) : 11%	0,6
8 Dispositifs médicaux	151	67	6,6	4 codes SH4 regroupent 95% des unités mises sur le marché : - 9025 (thermomètres,...) : 39% - 9018 (brosses à dents électriques, appareils pour soins dentaires,...) : 35% - 9021 (prothèses,...) : 13% - 8543 (générateurs de signaux, accélérateurs de particules,...) : 7%	3	3 codes SH4 regroupent 87% des tonnages mis sur le marché : - 9402 (tables d'opération, tables d'examen,...) : 45% - 8713 (Fauteuils roulants,...) : 26% - 9018 (brosses à dents électriques, appareils pour soins dentaires,...) : 17%	0,4
9 Instruments de surveillance et de contrôle	654	174	21,1	5 codes SH4 regroupent 64% des unités mises sur le marché : - 8536 (interrupteurs, fibres optiques,...) : 25% - 8531 (alarmes,...) : 18% - 8544 (fils, câbles,...) : 10% - 8504 (transformateurs,...) : 6% - 9025 (thermomètres,...) : 6%	14	5 codes SH4 regroupent 67% des tonnages mis sur le marché : - 3925 (portes, fenêtres en matières plastiques,...) : 18% - 8536 (interrupteurs, fibres optiques,...) : 17% - 8544 (fils, câbles,...) : 16% - 8501 (moteurs,...) : 9% - 8531 (alarmes,...) : 8%	0,7
10 Distributeurs automatiques	44	54	0,5	3 codes SH4 regroupent 95% des unités mises sur le marché : - 8504 (transformateurs,...) : 76% - 8470 (machines à calculer, caisses enregistreuses,...) : 12% - 8413 (pompes pour liquides,...) : 7%	0	3 codes SH4 regroupent 95% des tonnages mis sur le marché : - 8504 (transformateurs,...) : 67% - 8413 (pompes pour liquides,...) : 20% - 8424 (pistolets à peinture,...) : 7%	0,4
11 Panneaux photovoltaïques	128	1	2,9	1 code SH4 regroupe 100% des unités mises sur le marché : - 8541 (diodes,...) : 100%	51	1 code SH4 regroupe 100% des tonnages mis sur le marché : - 8541 (diodes,...) : 100%	17,4
Total	7 299	1657	644,0		1 456		2,3

■ Équipements professionnels

Catégorie d'équipements	Nb de producteurs ayant au moins une déclaration dans cette catégorie	Nb de SH4 de cette catégorie associé à une déclaration	Equipements mis sur le marché, en millions d'unités	Principaux équipements		Equipements mis sur le marché, en milliers de tonnes	Principaux équipements		Poids moyen (en kg par unité)
				(en termes de nombre d'unités)			(en termes de tonnages)		
1A Gros appareils ménagers	189	53	0,9	3 codes SH4 regroupent 85% des unités mises sur le marché : - 8415 (climatiseurs,...) : 36% - 8418 (réfrigérateurs, congélateurs,...) : 27% - 9302 (revolvers ,...) : 22%	49	2 codes SH4 regroupent 91% des tonnages mis sur le marché : - 8418 (réfrigérateurs, congélateurs,...) : 58% - 8415 (climatiseurs,...) : 33%	56,3		
1B Gros appareils ménagers	224	79	0,8	5 codes SH4 regroupent 69% des unités mises sur le marché : - 8415 (climatiseurs,...) : 27% - 8507 (accumulateurs électriques,...) : 14% - 8414 (compresseurs, ventilateurs,...) : 12% - 8419 (appareils de cuisson,...) : 10% - 8516 (chauffe-eau, radiateurs, micro-ondes,...) : 6%	34	7 codes SH4 regroupent 77% des tonnages mis sur le marché : - 8415 (climatiseurs,...) : 21% - 8414 (compresseurs, ventilateurs,...) : 14% - 8419 (appareils de cuisson,...) : 14% - 8422 (lave-vaisselle,...) : 8% - 8418 (réfrigérateurs, congélateurs,...) : 8% - 8514 (fours,...) : 6% - 8450 (machines à laver,...) : 6%	40,2		
2 Petits appareils ménagers	66	106	0,7	6 codes SH4 regroupent 66% des unités mises sur le marché : - 8516 (chauffe-eau, radiateurs, micro-ondes,...) : 27% - 8544 (fils, câbles,...) : 12% - 8536 (interrupteurs, fibres optiques,...) : 9% - 8419 (appareils de cuisson,...) : 7% - 3307 (désodorisants,...) : 6% - 8438 (machines pour la préparation d'aliments,...) : 6%	5	6 codes SH4 regroupent 88% des tonnages mis sur le marché : - 8419 (appareils de cuisson,...) : 20% - 8516 (chauffe-eau, radiateurs, micro-ondes,...) : 19% - 8415 (climatiseurs,...) : 14% - 8418 (réfrigérateurs, congélateurs,...) : 14% - 8438 (machines pour la préparation d'aliments,...) : 13% - 8514 (fours,...) : 8%	7,5		
3A Equipements informatiques de télécommunication	80	42	14,8	2 codes SH4 regroupent 98% des unités mises sur le marché : - 8471 (ordinateurs,...) : 80% - 8473 (composants informatiques,...) : 17%	7	4 codes SH4 regroupent 65% des tonnages mis sur le marché : - 8443 (imprimantes,...) : 42% - 8471 (ordinateurs,...) : 23%	0,4		
3B Equipements informatiques de télécommunication	239	115	25,5	5 codes SH4 regroupent 83% des unités mises sur le marché : - 8517 (téléphones, visiophones,...) : 41% - 8523 (cartes électroniques,...) : 18% - 8471 (ordinateurs,...) : 11% - 8544 (fils, câbles,...) : 9% - 8443 (imprimantes,...) : 5%	58	3 codes SH4 regroupent 89% des tonnages mis sur le marché : - 8443 (imprimantes,...) : 55% - 8517 (téléphones, visiophones,...) : 18% - 8471 (ordinateurs,...) : 16%	2,3		
4A Matériel grand public	19	23	0,1	1 code SH4 regroupe 84% des unités mises sur le marché : - 8528 (téléviseurs,...) : 84%	1	2 codes SH4 regroupent 89% des tonnages mis sur le marché : - 8528 (téléviseurs,...) : 73% - 8471 (ordinateurs,...) : 16%	6,8		

4B Matériel grand public				4 codes SH4 regroupent 74% des unités mises sur le marché : - 8518 (microphones, enceintes,...) : 38% - 8543 (générateurs de signaux, accélérateurs de particules,...) : 17% - 8504 (transformateurs,...) : 14% - 8517 (téléphones, visiophones,...) : 5%		2 codes SH4 regroupent 67% des tonnages mis sur le marché : - 8518 (microphones, enceintes,...) : 60% - 8528 (téléviseurs,...) : 8%	
	61	92	0,8		1		1,7
5 Matériel d'éclairage				2 codes SH4 regroupent 95% des unités mises sur le marché : - 9405 (guirlandes électriques, enseignes lumineuses,...) : 79% - 8536 (interrupteurs, fibres optiques,...) : 16%		1 code SH4 regroupe pratiquement 100% des tonnages mis sur le marché : - 9405 (guirlandes électriques, enseignes lumineuses,...) : 97%	
	359	50	26,5		37		1,4
6 Outils électriques et électroniques				5 codes SH4 regroupent 85% des unités mises sur le marché : - 8518 (microphones, enceintes,...) : 46% - 8413 (pompes pour liquides,...) : 13% - 8473 (composants informatiques,...) : 12% - 8501 (moteurs,...) : 8% - 8467 (perceuses,...) : 6%		3 codes SH4 regroupent 59% des tonnages mis sur le marché : - 8501 (moteurs,...) : 29% - 8413 (pompes pour liquides,...) : 22% - 8515 (matériel de soudage,...) : 8%	
	240	149	4,7		28		6,0
7 Jouets, équipements de loisir et de sport				2 codes SH4 regroupent 94% des unités mises sur le marché : - 8531 (alarmes,...) : 77% - 8513 (lampes de poche,...) : 17%		2 codes SH4 regroupent 98% des tonnages mis sur le marché : - 9504 (jeux vidéos, machines à sous,...) : 50% - 8531 (alarmes,...) : 48%	
	6	11	0,0		0		5,2
8 Dispositifs médicaux				3 codes SH4 regroupent 74% des unités mises sur le marché : - 9018 (brosses à dents électriques, appareils pour soins dentaires,...) : 49% - 9019 (appareils de massage,...) : 14% - 9402 (tables d'opération, tables d'examen,...) : 12%		4 codes SH4 regroupent 79% des tonnages mis sur le marché : - 9402 (tables d'opération, tables d'examen,...) : 44% - 9018 (brosses à dents électriques, appareils pour soins dentaires,...) : 20% - 9022 (appareils à rayons X,...) : 15%	
	362	82	1,9		15		8,1
9 Instruments de surveillance et de contrôle				6 codes SH4 regroupent 74% des unités mises sur le marché : - 8531 (alarmes,...) : 23% - 9028 (compteurs d'électricité,...) : 14% - 8501 (moteurs,...) : 13% - 9032 (appareils de régulation,...) : 11% - 8517 (téléphones, visiophones,...) : 8% - 8536 (interrupteurs, fibres optiques,...) : 6%		5 codes SH4 regroupent 64% des tonnages mis sur le marché : - 8501 (moteurs,...) : 29% - 8504 (transformateurs,...) : 13% - 9028 (compteurs d'électricité,...) : 10% - 8531 (alarmes,...) : 7% - 8543 (générateurs de signaux, accélérateurs de particules,...) : 5%	
	628	136	36,8		30		0,8
10 Distributeurs automatiques				5 codes SH4 regroupent 89% des unités mises sur le marché : - 8476 (distributeurs de boissons,...) : 46% - 8419 (appareils de cuisson,...) : 17% - 8543 (générateurs de signaux, accélérateurs de particules,...) : 13% - 8418 (réfrigérateurs, congélateurs,...) : 7% - 8472 (distributeurs de billets,...) : 6%		2 codes SH4 regroupent 91% des tonnages mis sur le marché : - 8472 (distributeurs de billets,...) : 46% - 8476 (distributeurs de boissons,...) : 41% - 8418 (réfrigérateurs, congélateurs,...) : 3%	
	70	36	0,2		13		75,6
Total	2 543	974	113,8		278		2,4

V.1.4. PARTS DE MARCHÉ DES ECO-ORGANISMES

Les données enregistrées sur le registre par les éco-organismes permettent de calculer leurs parts de marché, en rapportant les tonnages mis sur le marché de leurs adhérents au tonnage total d'équipements déclarés mis sur le marché.

Les tableaux suivants présentent les parts de marché « brutes » des éco-organismes agréés pour les équipements ménagers et professionnels pour l'année 2016, par catégorie d'équipement.

CATEGORIE D'EQUIPEMENTS	TONNAGE D'EQUIPEMENTS MENAGERS MIS SUR LE MARCHÉ (EN TONNES ET EN %)				
	Total	Ecologic	Eco-systèmes	Récylum	PV CYCLE France
1	870 218	113 971 (13%)	756 247 (87%)	0 (0%)	0 (0%)
2	163 932	44 938 (27%)	118 994 (73%)	0 (0%)	0 (0%)
3	89 472	66 488 (74%)	22 984 (26%)	0 (0%)	0 (0%)
4	93 747	20 577 (22%)	73 170 (78%)	0 (0%)	0 (0%)
5	11 716	0 (0%)	0 (0%)	11 716 (100%)	0 (0%)
6	95 793	28 133 (29%)	67 660 (71%)	0 (0%)	0 (0%)
7	63 785	25 641 (40%)	38 145 (60%)	0 (0%)	0 (0%)
8	2 768	644 (23%)	2 124 (77%)	0 (0%)	0 (0%)
9	14 208	3 507 (25%)	10 701 (75%)	0 (0%)	0 (0%)
10	178	178 (100%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)
11	50 594	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	50 594 (100%)
Total	1 456 410	304 076 (20,9%)	1 090 024 (74,8%)	11 716 (0,8%)	50 594 (3,5%)

Dans le cadre du calcul des obligations de collecte des éco-organismes agréés pour les équipements ménagers pour l'année suivante, d'autres critères que les tonnages mis sur le marché par les adhérents sont pris en compte. Les calculs des obligations de collecte intègrent les transferts d'adhérents entre éco-organismes généralistes (les éco-organismes perdant des adhérents voient leurs obligations de collecte réduites et vice versa), les quantités d'équipements produites sur le territoire français puis exportées à l'étranger (qui n'entrent alors pas dans les obligations de collecte) et les résultats de collecte des années antérieures (un éco-organisme ayant sur-collecté verra ses obligations de collecte réduites).

CATEGORIE D'EQUIPEMENTS	TONNAGE D'EQUIPEMENTS PROFESSIONNELS MIS SUR LE MARCHÉ (EN TONNES ET EN %)			
	Total	Ecologic	Eco-systèmes	Récylum
1	77 119 (93%)	43 150 (52%)	33 969 (41%)	0 (0%)
2	4 349 (84%)	4 349 (84%)	0 (0%)	0 (0%)
3	32 081 (50%)	32 081 (50%)	0 (0%)	0 (0%)
4	1 204 (53%)	1 204 (53%)	0 (0%)	0 (0%)
5	35 936 (97%)	0 (0%)	0 (0%)	35 936 (97%)
6	18 763 (67%)	1 768 (6%)	15 557 (56%)	1 438 (5%)
7	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)
8	13 447 (89%)	0 (0%)	0 (0%)	13 447 (89%)
9	24 400 (82%)	0 (0%)	3 290 (11%)	21 111 (71%)
10	5 140 (40%)	69 (1%)	5 071 (39%)	0 (0%)
Total	212 440 (76%)	82 622 (29,7%)	57 886 (20,8%)	71 932 (25,9%)

Les quantités d'équipements mises sur le marché par les adhérents des éco-organismes sont comparées avec les mises sur le marché des producteurs en système individuel. Les parts de marché des 4 éco-organismes pour chaque catégorie ne sont ainsi pas égales à 100 % comme pour les équipements ménagers.

CATEGORIE D'EQUIPEMENTS	TONNAGE D'EQUIPEMENTS PROFESSIONNELS MIS SUR LE MARCHÉ (EN TONNES ET EN %)		
	Système Individuel	Eco-organisme	Total
1	5 970 (7%)	77 119 (93%)	83 089
2	825 (16%)	4 349 (84%)	5 174
3	32 490 (50%)	32 081 (50%)	64 571
4	1 088 (47%)	1 204 (53%)	2 293
5	1 004 (3%)	35 936 (97%)	36 940
6	9 084 (33%)	18 763 (67%)	27 847
7	237 (100%)	0 (0%)	237
8	1 583 (11%)	13 447 (89%)	15 030
9	5 458 (18%)	24 400 (82%)	29 858
10	7 749 (60%)	5 140 (40%)	12 889
Total	65 488 (24%)	212 440 (76%)	277 927

V.2 COLLECTE

V.2.1. COMPARAISON PLURIANNUELLE DE LA COLLECTE PAR CATEGORIE

QUANTITES COLLECTEES (EN TONNES)	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	TOTAL	
2006	Ménager	5 333	1 081	1 906	1 499	6	180	180	0	180	0	0	10 365
	Professionnel	7	2	8 129	115	135	77	92	860	19	332	0	9 767
	Total	5 340	1 083	10 034	1 614	141	257	272	860	199	332	0	20 132
2007	Ménager	104 329	9 158	15 925	25 212	2 706	1 129	207	29	359	10	0	159 063
	Professionnel	270	3	13 430	123	0	67	0	770	28	1 022	0	15 713
	Total	104 599	9 161	29 355	25 335	2 706	1 197	207	800	387	1 032	0	174 777
2008	Ménager	173 801	15 567	34 039	52 428	3 849	3 139	466	102	518	11	0	283 920
	Professionnel	503	2	14 274	531	4	154	0	984	114	860	0	17 427
	Total	174 304	15 570	48 313	52 960	3 853	3 293	466	1 086	632	871	0	301 347
2009	Ménager	227 731	18 706	48 696	66 588	3 489	4 286	850	95	909	41	0	371 392
	Professionnel	619	7	18 331	703	6	70	0	1 093	85	772	0	21 687
	Total	228 350	18 713	67 028	67 292	3 495	4 357	850	1 188	994	813	0	393 078
2010	Ménager	240 322	22 597	49 207	93 722	3 654	5 153	1 001	99	1 154	67	0	416 975
	Professionnel	830	26	14 246	88	77	38	0	1 028	151	499	0	16 983
	Total	241 152	22 623	63 454	93 810	3 731	5 190	1 001	1 127	1 305	566	0	433 958
2011	Ménager	245 943	25 736	51 132	112 405	4 042	6 114	1 273	117	1 082	16	0	447 861
	Professionnel	659	8	18 569	43	406	62	0	1 410	175	1 011	0	22 344
	Total	246 602	25 744	69 701	112 448	4 449	6 176	1 273	1 528	1 257	1 027	0	470 205
2012	Ménager	255 949	27 010	51 904	104 303	4 261	6 611	1 360	204	1 098	33	0	452 732
	Professionnel	611	11	14 346	42	781	60	0	1 075	147	816	0	17 889
	Total	256 560	27 021	66 250	104 345	5 041	6 671	1 360	1 279	1 245	849	0	470 621
2013	Ménager	263 338	29 669	47 444	98 672	4 591	8 417	1 500	70	1 489	24	0	455 214
	Professionnel	1 130	13	16 711	2	1 859	74	0	2 054	1 534	1 112	0	24 489
	Total	264 468	29 682	64 155	98 674	6 450	8 491	1 500	2 124	3 023	1 136	0	479 703
2014	Ménager	294 311	34 436	48 654	99 793	4 779	10 030	1 873	152	1 238	40	0	495 307
	Professionnel	2 108	77	19 838	38	1 789	573	0	2 929	3 030	1 835	0	32 218
	Total	296 419	34 514	68 492	99 831	6 568	10 604	1 873	3 081	4 268	1 875	0	527 525
2015	Ménager	361 256	36 353	57 027	100 732	4 764	12 337	2 841	155	2 095	1	366	577 927
	Professionnel	5 257	76	20 989	62	2 093	763	0	3 037	8 396	3 033	0	43 706
	Total	366 514	36 430	78 016	100 794	6 856	13 100	2 841	3 192	10 491	3 034	366	621 633
2016	Ménager	413 237	39 441	69 594	118 298	4 894	14 628	2 849	196	3 748	81	295	667 261
	Professionnel	8 733	318	25 112	18	3 187	2 232	1	3 589	11 568	3 041	0	57 801
	Total	421 970	39 759	94 706	118 316	8 082	16 860	2 850	3 785	15 316	3 122	295	725 061

V.2.2. COLLECTE D'EQUIPEMENTS MENAGERS

- Évolution des quantités de DEEE ménagers collectées par flux

QUANTITES COLLECTEES (EN TONNES)	GEM F	GEM HF	ÉCRANS	PAM	LAMPES	PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES	TOTAL
2006	2 603	2 731	523	4 503	6	0	10 365
2007	33 795	66 962	24 050	31 550	2 706	0	159 063
2008	56 665	110 204	52 716	60 486	3 849	0	283 920
2009	73 181	145 792	75 987	72 943	3 489	0	371 392
2010	76 755	153 336	96 833	86 398	3 654	0	416 976
2011	80 497	152 993	112 455	97 873	4 042	0	447 861
2012	82 762	159 195	102 757	103 757	4 261	0	452 732
2013	84 917	162 915	92 714	110 077	4 591	0	455 214
2014	90 034	179 856	90 358	130 280	4 779	0	495 307
2015	100 042	234 327	88 992	149 436	4 764	366	577 927
2016	108 405	271 662	106 086	175 918	4 894	295	667 261

- Taux de collecte de DEEE ménagers par flux

TAUX DE COLLECTE 2016 PAR FLUX					TAUX DE COLLECTE GLOBAL
GEM F	GEM HF	Écrans	PAM	Lampes	
41%	46%	136%	42%	45%	49%

- Répartition par flux, par point de collecte et par éco-organisme

POINT DE COLLECTE	ECO- ORGANISME	QUANTITES COLLECTEES PAR FLUX (EN TONNES)						Total
		Écrans	GEM F	GEM HF	PAM	Lampes	PV*	
Collectivités	Ecologic	25695	20168	34461	37142	0	0	421 086 (63,1%)
	Eco-systèmes	64590	48983	92656	96458	0	0	
	Récylum	0	0	0	0	933	0	
	PV CYCLE	0	0	0	0	0	0	
Distribution	Ecologic	107	271	281	1174	0	0	119 995 (18,0%)
	Eco-systèmes	7461	30487	69758	8345	0	0	
	Récylum	0	0	0	0	2065	0	
	PV CYCLE	0	0	0	0	0	46	
Économie sociale et solidaire	Ecologic	629	226	378	2313	0	0	27 449 (4,1%)
	Eco-systèmes	4839	3751	7892	7383	0	0	
	Récylum	0	0	0	0	37	0	
	PV CYCLE	0	0	0	0	0	0	
Autres points de collecte	Ecologic	1379	158	5205	15343	0	0	98 731 (14,8%)
	Eco-systèmes	1385	4361	61032	7759	0	0	
	Récylum	0	0	0	0	1859	0	
	PV CYCLE	0	0	0	0	0	249	
Total		106 086 (16%)	108 405 (16%)	271 662 (41%)	175 918 (26%)	4 894 (1%)	295 (0%)	667 261

* PV = panneaux photovoltaïques.

■ Nombre de points de collecte de DEEE en 2016

TYPE DE POINT DE COLLECTE DES DEEE AUPRES DES MENAGES	NOMBRE DE POINT DE COLLECTE PAR FILIERE	
	EO généralistes	Récylum
Points de collecte dans les collectivités	4 884	2 775
Points de collecte chez les distributeurs	20 514	15 161
Points de collecte chez les acteurs de l'Économie Sociale et Solidaire	349	30
Autres points de collecte (entreprises, opérateurs de traitement, etc.)	4 502	4 175
Total des points de collecte	30 249	22 141

■ Répartition par catégorie et par éco-organisme

CATEGORIE D'EQUIPEMENTS	TONNAGE D'EQUIPEMENTS MENAGERS COLLECTES (EN TONNES ET EN %)				
	Total	Ecologic	Eco-systèmes	Récylum	PV CYCLE France
1	413 237	71 065 (17%)	342 172 (83%)	0 (0%)	0 (0%)
2	39 441	8 954 (23%)	30 487 (77%)	0 (0%)	0 (0%)
3	69 594	30 595 (44%)	38 999 (56%)	0 (0%)	0 (0%)
4	118 298	28 303 (24%)	89 995 (76%)	0 (0%)	0 (0%)
5	4 894	0 (0%)	0 (0%)	4 894 (100%)	0 (0%)
6	14 628	4 499 (31%)	10 129 (69%)	0 (0%)	0 (0%)
7	2 849	1384 (49%)	1464 (51%)	0 (0%)	0 (0%)
8	196	52 (26%)	144 (74%)	0 (0%)	0 (0%)
9	3 748	35 (1%)	3713 (99%)	0 (0%)	0 (0%)
10	81	43 (54%)	38 (46%)	0 (0%)	0 (0%)
11	295	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	295 (100%)
Total	667 261	144 931 (22%)	517 140 (78%)	4 894 (1%)	295 (0%)

■ Quantités mensuelles collectées par les éco-organismes (source : éco-organismes)

ANNEE	QUANTITES MENSUELLES COLLECTEES PAR LES ECO-ORGANISMES (EN TONNES)											
	Janv.	Fév.	Mars.	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Aout.	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
2008	22 692	20 909	19 332	22 665	20 861	21 426	25 890	26 113	27 209	27 654	23 768	25 406
2009	25 865	25 893	30 177	30 785	27 189	29 751	36 062	35 024	35 001	33 665	31 368	29 915
2010	29 546	29 580	36 763	36 205	29 789	35 393	38 536	43 568	38 767	34 229	34 679	29 915
2011	35 053	33 676	39 844	35 370	36 400	33 977	38 631	44 695	40 719	36 931	36 862	35 684
2012	38 606	32 634	40 280	35 604	36 903	36 444	42 333	45 562	37 369	40 014	36 584	30 495
2013	38 184	32 227	34 597	38 647	37 415	33 966	45 271	46 631	39 356	41 654	33 862	33 369
2014	40 888	33 968	39 104	39 739	37 114	37 963	46 930	48 101	45 448	45 797	38 437	41 818
2015	43 315	39 649	48 266	48 844	42 842	47 888	54 418	54 023	53 120	49 350	45 449	50 763
2016	50 633	51 281	54 242	59 237	54 466	54 589	58 559	65 578	57 597	56 156	50 568	54 353

■ Population française couverte par la collecte de DEEE

ANNEE	FILIERE	NOMBRE D'HABITANTS COUVERTS PAR UNE COLLECTE DE DEEE
		Semestre 2
2007	Filière généraliste	42 357 293
	Filière lampes	25 664 542
2008	Filière généraliste	51 560 429
	Filière lampes	36 118 654
2009	Filière généraliste	56 391 601

	Filière lampes	40 131 604
2010	Filière généraliste	58 947 115
	Filière lampes	43 979 659
2011	Filière généraliste	60 282 413
	Filière lampes	47 934 366
2012	Filière généraliste	62 107 730
	Filière lampes	49 924 739
2013	Filière généraliste	64 005 235
	Filière lampes	53 957 395
2014	Filière généraliste	64 492 854
	Filière lampes	55 841 867
2015	Filière généraliste	65 114 837
	Filière lampes	56 158 079
2016	Filière généraliste	65 499 502
	Filière lampes	59 358 608

- Répartition par département des tonnages d'équipements ménagers collectés par les éco-organismes en 2016

DEPARTEMENT	TONNAGES COLLECTES PAR ECOLOGIC	TONNAGES COLLECTES PAR ECO-SYSTEMES	TONNAGES COLLECTES PAR RECYLUM	TONNAGES COLLECTES PAR PV CYCLE	TOTAL COLLECTE	POPULATION	TONNAGE RECOLTE PAR HABITANT (EN KG)
Ain	5	6 508	53	0	6 566	640 400	10,3
Aisne	14	5 659	29	0	5 702	537 865	10,6
Allier	3 954	1 062	26	0	5 042	342 999	14,7
Alpes-de-Haute-Provence	85	1 685	6	2	1 778	161 593	11,0
Hautes-Alpes	20	2 194	9	0	2 224	140 443	15,8
Alpes-Maritimes	755	8 521	61	13	9 350	1 083 835	8,6
Ardèche	108	3 069	41	2	3 220	325 383	9,9
Ardennes	2 598	391	17	0	3 005	277 003	10,8
Ariège	6	2 053	8	0	2 068	152 667	13,5
Aube	2 613	710	27	0	3 350	310 404	10,8
Aude	3 006	717	15	0	3 738	368 653	10,1
Aveyron	12	3 577	21	0	3 611	280 258	12,9
Bouches-du-Rhône	10 985	7 095	116	4	18 200	2 025 355	9,0
Calvados	711	7 231	58	0	8 000	694 551	11,5
Cantal	1 035	730	6	1	1 773	145 757	12,2
Charente	35	4 819	27	0	4 881	354 243	13,8
Charente-Maritime	5 090	4 059	29	0	9 178	643 654	14,3
Cher	23	2 966	16	0	3 005	308 891	9,7
Corrèze	2 161	792	15	12	2 981	240 407	12,4
Côte-d'Or	29	6 233	6	0	6 268	534 587	11,7
Côtes-d'Armor	35	8 121	23	2	8 181	598 391	13,7
Creuse	1 248	93	34	0	1 376	119 107	11,5
Dordogne	15	5 493	32	5	5 546	416 289	13,3
Doubs	21	5 855	28	0	5 904	537 753	11,0
Drôme	1 298	4 069	26	0	5 393	506 156	10,7
Eure	4 704	953	80	0	5 737	603 925	9,5
Eure-et-Loir	2 196	2 604	4	0	4 804	435 457	11,0
Finistère	20	11 536	3	0	11 559	908 732	12,7
Corse-du-Sud	2 052	190	52	0	2 294	155 361	14,8

DEPARTEMENT	TONNAGES COLLECTES PAR ECOLOGIC	TONNAGES COLLECTES PAR ECO-SYSTEMES	TONNAGES COLLECTES PAR RECYLUM	TONNAGES COLLECTES PAR PV CYCLE	TOTAL COLLECTE	POPULATION	TONNAGE RECOLTE PAR HABITANT (EN KG)
Haute-Corse	2 008	140	40	12	2 200	174 993	12,6
Gard	79	7 166	40	6	7 292	746 644	9,8
Haute-Garonne	2 446	8 767	83	8	11 303	1 355 856	8,3
Gers	13	2 369	13	1	2 396	191 571	12,5
Gironde	8 781	5 370	136	13	14 300	1 566 842	9,1
Hérault	6 285	4 213	59	44	10 601	1 136 956	9,3
Ille-et-Vilaine	430	12 418	165	0	13 014	1 054 236	12,3
Indre	37	2 628	14	2	2 680	223 010	12,0
Indre-et-Loire	291	6 214	56	0	6 561	610 247	10,8
Isère	1 952	10 842	72	0	12 866	1 260 943	10,2
Jura	451	3 298	40	0	3 790	260 004	14,6
Landes	289	5 503	27	0	5 819	408 014	14,3
Loir-et-Cher	429	3 221	24	0	3 674	334 415	11,0
Loire	48	7 927	88	0	8 062	762 103	10,6
Haute-Loire	672	2 418	12	0	3 102	227 369	13,6
Loire-Atlantique	100	15 333	102	5	15 541	1 378 622	11,3
Loiret	4 115	3 624	52	2	7 794	674 984	11,5
Lot	1	2 476	9	0	2 486	172 446	14,4
Lot-et-Garonne	11	4 242	19	25	4 298	334 158	12,9
Lozère	850	143	9	0	1 001	75 784	13,2
Maine-et-Loire	1 011	9 082	65	0	10 158	814 657	12,5
Manche	546	5 720	29	0	6 295	499 406	12,6
Marne	3 549	2 064	46	0	5 660	572 969	9,9
Haute-Marne	11	2 256	12	0	2 279	179 192	12,7
Mayenne	2 429	588	22	2	3 041	306 682	9,9
Meurthe-et-Moselle	25	6 793	71	0	6 889	730 593	9,4
Meuse	0	1 821	10	0	1 831	189 720	9,7
Morbihan	19	9 536	41	2	9 598	748 982	12,8
Moselle	2 217	9 402	79	0	11 699	1 043 923	11,2
Nièvre	1 197	1 570	15	0	2 782	210 189	13,2
Nord	1 312	25 493	237	1	27 043	2 617 319	10,3
Oise	6 325	3 560	59	0	9 945	826 773	12,0
Orne	972	2 230	14	0	3 216	285 176	11,3
Pas-de-Calais	26	13 064	88	0	13 178	1 477 429	8,9
Puy-de-Dôme	86	6 148	50	2	6 285	649 819	9,7
Pyrénées-Atlantiques	3 501	4 168	44	9	7 721	673 788	11,5
Hautes-Pyrénées	13	2 191	14	0	2 217	228 567	9,7
Pyrénées-Orientales	2 451	1 317	17	0	3 785	474 848	8,0
Bas-Rhin	74	17 729	121	8	17 931	1 120 944	16,0
Haut-Rhin	3 592	4 444	74	2	8 111	764 205	10,6
Rhône	724	16 328	223	48	17 323	1 840 803	9,4
Haute-Saône	3	3 329	14	0	3 346	237 017	14,1
Saône-et-Loire	41	7 383	42	0	7 466	554 902	13,5
Sarthe	2 398	2 272	39	0	4 710	570 034	8,3
Savoie	0	5 734	36	14	5 784	431 755	13,4
Haute-Savoie	7	12 926	53	0	12 987	807 165	16,1
Paris	1 397	1 548	79	0	3 024	2 199 842	1,4
Seine-Maritime	2 134	11 058	98	2	13 292	1 260 189	10,5
Seine-et-Marne	3 343	11 346	68	0	14 757	1 403 227	10,5
Yvelines	1 893	5 085	110	1	7 088	1 425 753	5,0

DEPARTEMENT	TONNAGES COLLECTES PAR ECOLOGIC	TONNAGES COLLECTES PAR ECO-SYSTEMES	TONNAGES COLLECTES PAR RECYLUM	TONNAGES COLLECTES PAR PV CYCLE	TOTAL COLLECTE	POPULATION	TONNAGE RECOLTE PAR HABITANT (EN KG)
Deux-Sèvres	461	4 512	27	0	5 001	374 705	13,3
Somme	20	4 651	47	4	4 723	570 923	8,3
Tarn	18	5 339	52	4	5 412	388 456	13,9
Tarn-et-Garonne	1 720	2 560	12	7	4 299	257 460	16,7
Var	376	10 977	55	15	11 423	1 054 210	10,8
Vaucluse	3 785	1 588	26	0	5 399	558 756	9,7
Vendée	25	10 674	53	3	10 755	673 987	16,0
Vienne	9	4 921	35	3	4 968	436 108	11,4
Haute-Vienne	3 240	819	28	0	4 087	375 781	10,9
Vosges	11	4 696	47	0	4 754	369 351	12,9
Yonne	3 465	1 273	26	0	4 763	341 007	14,0
Territoire de Belfort	1	1 419	11	0	1 431	144 691	9,9
Essonne	2 047	8 534	130	0	10 711	1 297 504	8,3
Hauts-de-Seine	116	5 924	113	0	6 153	1 607 604	3,8
Seine-Saint-Denis	906	3 364	145	0	4 415	1 599 787	2,8
Val-de-Marne	601	7 750	91	0	8 443	1 386 722	6,1
Val-d'Oise	8 557	4 186	142	0	12 885	1 222 363	10,5
Guadeloupe	241	3 809	11	0	4 060	395 725	10,3
Martinique	1 279	2 007	13	0	3 300	376 847	8,8
Guyane	0	366	3	0	369	262 527	1,4
Réunion	2 608	4 041	25	10	6 684	850 996	7,9
Mayotte	22	149	1	0	172	235 132	0,7
Saint Pierre et Miquelon	0	100	0	0	100	6 274	15,9
TOTAL (France métropolitaine + DOM)	144 931	517 140	4 894	295	667 261	66 732 100	10,0

■ Répartition par région des tonnages d'équipements ménagers collectés en 2016

Le tableau suivant présente le classement des 13 régions françaises et des DROM par ordre décroissant de performance de collecte de DEEE ménagers par habitant.

REGION	TONNAGES COLLECTES	PART DU TONNAGE TOTAL COLLECTE	POPULATION	KG PAR HABITANT	RAPPORT A LA MOYENNE
Corse	4 494	1%	330 354	13,6	1,36
Bretagne	42 352	6%	3 310 341	12,8	1,27
Bourgogne-Franche-Comté	35 749	5%	2 820 150	12,7	1,26
Pays de la Loire	44 204	7%	3 743 982	11,8	1,18
Nouvelle Aquitaine	70 155	11%	5 943 096	11,8	1,18
Grand Est	65 510	10%	5 558 304	11,8	1,17
Auvergne-Rhône-Alpes	88 403	13%	7 940 652	11,1	1,11
Centre-Val-de-Loire	28 519	4%	2 587 004	11,0	1,10
Normandie	36 541	5%	3 343 247	10,9	1,09
Occitanie	60 210	9%	5 830 166	10,3	1,03
Hauts-de-France	60 591	9%	6 030 309	10,0	1,00
Provence-Alpes-Côte d'Azur	48 374	7%	5 024 192	9,6	0,96
DOM	14 685	2%	1 886 095	7,8	0,78
Île-de-France	67 475	10%	12 142 802	5,6	0,55
Total général	667 261	100%	66 490 694	10,0	

- Répartition par département, par origine et par flux des tonnages d'équipements ménagers collectés par les éco-organismes en 2016

DEPARTEMENT	ORIGINE	FLUX					
		GEM HORS FROID	GEM FROID	ÉCRANS	PAM	LAMPES	PV
Ain	Distribution	390	160	37	45	21	0
	Collectivités	1 791	925	1 062	1 947	18	0
	Autre dont ESS	60	32	20	44	14	0
Aisne	Distribution	241	116	31	44	13	0
	Collectivités	1 140	627	966	1 667	9	0
	Autre dont ESS	570	117	81	73	6	0
Allier	Distribution	240	123	64	65	9	0
	Collectivités	975	570	802	1 049	7	0
	Autre dont ESS	40	26	258	804	10	0
Alpes-de-Haute-Provence	Distribution	65	32	10	14	2	0
	Collectivités	590	287	302	342	3	0
	Autre dont ESS	64	11	11	41	1	2
Hautes-Alpes	Distribution	139	58	13	10	4	0
	Collectivités	750	325	392	457	5	0
	Autre dont ESS	32	12	5	21	0	0
Alpes-Maritimes	Distribution	2 110	968	126	107	31	0
	Collectivités	1 811	973	621	804	12	0
	Autre dont ESS	1 598	72	31	57	18	13
Ardèche	Distribution	139	70	33	20	8	2
	Collectivités	797	517	580	736	7	0
	Autre dont ESS	97	47	52	88	26	0
Ardennes	Distribution	124	62	18	25	6	0
	Collectivités	721	456	627	789	3	0
	Autre dont ESS	108	13	15	29	7	0
Ariège	Distribution	71	45	18	18	3	0
	Collectivités	546	311	343	409	3	0
	Autre dont ESS	169	35	50	44	2	0
Aube	Distribution	307	163	43	49	9	0
	Collectivités	520	362	540	704	4	0
	Autre dont ESS	88	36	70	441	15	0
Aude	Distribution	125	62	17	27	7	0
	Collectivités	846	595	719	821	3	0
	Autre dont ESS	263	98	59	92	5	0
Aveyron	Distribution	174	67	46	45	7	0
	Collectivités	1 017	492	692	822	10	0
	Autre dont ESS	114	27	32	61	4	0
Bouches-du-Rhône	Distribution	1 928	868	142	348	62	0
	Collectivités	2 809	1 449	1 482	1 333	9	0
	Autre dont ESS	6 255	174	179	1 113	45	4
Calvados	Distribution	863	362	113	132	22	0
	Collectivités	1 736	811	1 299	1 828	9	0
	Autre dont ESS	508	104	77	109	27	0
Cantal	Distribution	100	43	27	16	3	0

DEPARTEMENT	ORIGINE	FLUX					
		GEM HORS FROID	GEM FROID	ÉCRANS	PAM	LAMPES	PV
	Collectivités	373	195	303	304	2	0
	Autre dont ESS	142	71	109	85	2	1
Charente	Distribution	271	133	55	59	8	0
	Collectivités	1 120	544	765	1 300	12	0
	Autre dont ESS	397	58	82	71	7	0
Charente-Maritime	Distribution	782	388	123	109	15	0
	Collectivités	1 762	1 155	1 432	2 207	6	0
	Autre dont ESS	911	84	79	117	8	0
Cher	Distribution	353	165	45	56	7	0
	Collectivités	599	323	488	581	4	0
	Autre dont ESS	194	35	52	98	5	0
Corrèze	Distribution	180	90	49	35	7	0
	Collectivités	559	422	593	589	4	0
	Autre dont ESS	380	22	15	20	4	12
Côte-d'Or	Distribution	559	273	66	72	3	0
	Collectivités	1 124	608	793	1 530	2	0
	Autre dont ESS	772	97	119	248	0	0
Côtes-d'Armor	Distribution	543	220	103	68	8	2
	Collectivités	2 021	944	1 577	1 948	12	0
	Autre dont ESS	519	71	68	75	3	0
Creuse	Distribution	47	17	18	10	12	0
	Collectivités	271	188	325	429	16	0
	Autre dont ESS	10	7	8	12	6	0
Dordogne	Distribution	392	200	80	60	16	5
	Collectivités	1 113	706	904	1 265	8	0
	Autre dont ESS	677	54	28	30	9	0
Doubs	Distribution	356	163	62	74	10	0
	Collectivités	1 399	657	834	1 635	13	0
	Autre dont ESS	400	76	76	143	5	0
Drôme	Distribution	610	288	64	107	14	0
	Collectivités	1 218	781	857	1 133	7	0
	Autre dont ESS	140	31	35	104	6	0
Eure	Distribution	192	83	26	62	35	0
	Collectivités	1 430	755	1 136	1 694	19	0
	Autre dont ESS	155	30	30	67	25	0
Eure-et-Loir	Distribution	397	183	41	64	3	0
	Collectivités	1 095	545	845	1 255	2	0
	Autre dont ESS	298	25	6	45	0	0
Finistère	Distribution	937	388	133	116	2	0
	Collectivités	2 460	1 248	2 016	2 776	1	0
	Autre dont ESS	1 054	113	136	178	0	0
Corse-du-Sud	Distribution	134	56	1	3	16	0
	Collectivités	1 099	357	168	424	11	0
	Autre dont ESS	0	0	0	0	25	0
Haute-Corse	Distribution	89	45	1	1	11	0

DEPARTEMENT	ORIGINE	FLUX					
		GEM HORS FROID	GEM FROID	ÉCRANS	PAM	LAMPES	PV
	Collectivités	1 244	322	218	219	16	0
	Autre dont ESS	5	3	0	0	13	12
Gard	Distribution	756	393	70	102	15	3
	Collectivités	1 848	1 071	1 103	1 641	3	0
	Autre dont ESS	81	26	37	120	22	3
	Distribution	1 437	703	126	242	35	1
Haute-Garonne	Collectivités	1 746	955	1 270	1 975	14	0
	Autre dont ESS	1 588	318	283	568	34	7
	Distribution	94	46	23	25	2	0
	Collectivités	607	359	410	576	7	0
Gers	Autre dont ESS	137	25	29	52	3	1
	Distribution	1 845	924	243	244	81	0
Gironde	Collectivités	2 233	1 658	1 617	2 768	8	0
	Autre dont ESS	1 776	133	370	339	47	13
	Distribution	1 277	634	101	161	25	1
	Collectivités	1 731	1 132	1 112	1 515	8	0
Hérault	Autre dont ESS	1 108	222	137	1 368	26	43
	Distribution	1 246	512	179	160	73	0
Ille-et-Vilaine	Collectivités	2 764	1 240	1 967	3 053	17	0
	Autre dont ESS	846	159	129	593	76	0
	Distribution	130	69	30	20	7	0
	Collectivités	636	337	517	716	6	0
Indre	Autre dont ESS	58	26	40	87	1	2
	Distribution	626	267	118	130	28	0
Indre-et-Loire	Collectivités	1 271	695	970	1 366	13	0
	Autre dont ESS	487	96	143	336	16	0
	Distribution	1 085	510	91	141	28	0
	Collectivités	3 450	1 713	1 596	2 338	20	0
Isère	Autre dont ESS	1 255	220	163	232	24	0
	Distribution	102	48	27	19	8	0
Jura	Collectivités	910	440	606	1 003	7	0
	Autre dont ESS	105	11	8	472	25	0
	Distribution	324	163	60	50	6	0
	Collectivités	1 435	803	850	1 164	4	0
Landes	Autre dont ESS	748	56	54	84	17	0
	Distribution	207	97	36	39	8	0
Loir-et-Cher	Collectivités	751	475	710	944	6	0
	Autre dont ESS	233	54	51	52	11	0
	Distribution	715	361	112	97	29	0
	Collectivités	1 698	900	1 313	1 738	16	0
Loire	Autre dont ESS	675	102	116	147	43	0
	Distribution	188	82	52	20	4	0
Haute-Loire	Collectivités	749	418	636	718	5	0
	Autre dont ESS	88	19	40	80	4	0
Loire-Atlantique	Distribution	1 912	812	271	243	53	5

DEPARTEMENT	ORIGINE	FLUX					
		GEM HORS FROID	GEM FROID	ÉCRANS	PAM	LAMPES	PV
	Collectivités	2 608	1 331	1 970	2 972	14	0
	Autre dont ESS	2 794	126	110	285	35	0
Loiret	Distribution	830	353	98	91	21	2
	Collectivités	1 750	945	1 297	1 896	9	0
	Autre dont ESS	260	49	61	110	23	0
	Distribution	70	30	22	15	4	0
Lot	Collectivités	761	393	471	599	5	0
	Autre dont ESS	43	22	19	32	0	0
Lot-et-Garonne	Distribution	248	105	45	57	8	0
	Collectivités	915	473	639	870	7	0
	Autre dont ESS	695	88	50	68	5	25
Lozère	Distribution	71	26	19	10	0	0
	Collectivités	253	142	220	233	0	0
	Autre dont ESS	3	2	6	7	8	0
Maine-et-Loire	Distribution	754	304	118	132	24	0
	Collectivités	1 608	772	1 260	2 267	17	0
	Autre dont ESS	1 162	245	285	1 188	24	0
Manche	Distribution	371	150	67	57	14	0
	Collectivités	1 575	738	1 230	1 651	12	0
	Autre dont ESS	273	53	49	52	3	0
Marne	Distribution	563	283	52	103	26	0
	Collectivités	1 074	699	955	1 607	9	0
	Autre dont ESS	142	31	31	72	12	0
Haute-Marne	Distribution	72	45	8	13	5	0
	Collectivités	550	339	411	525	5	0
	Autre dont ESS	160	43	42	59	1	0
Mayenne	Distribution	115	63	36	33	11	2
	Collectivités	636	377	667	889	6	0
	Autre dont ESS	58	23	43	74	5	0
Meurthe-et-Moselle	Distribution	998	469	101	91	38	0
	Collectivités	1 213	660	1 090	1 573	9	0
	Autre dont ESS	420	104	40	59	25	0
Meuse	Distribution	112	50	22	13	5	0
	Collectivités	399	283	419	515	3	0
	Autre dont ESS	3	1	2	2	2	0
Morbihan	Distribution	813	349	145	119	19	0
	Collectivités	2 013	1 034	1 625	2 558	17	0
	Autre dont ESS	701	63	59	76	5	2
Moselle	Distribution	1 330	529	139	175	29	0
	Collectivités	1 896	1 172	1 755	2 434	24	0
	Autre dont ESS	1 776	185	96	134	25	0
Nièvre	Distribution	117	63	24	23	7	0
	Collectivités	636	384	546	754	6	0
	Autre dont ESS	43	20	94	64	2	0
Nord	Distribution	3 311	1 412	355	362	82	0

DEPARTEMENT	ORIGINE	FLUX					
		GEM HORS FROID	GEM FROID	ÉCRANS	PAM	LAMPES	PV
	Collectivités	3 774	2 199	3 974	4 377	36	0
	Autre dont ESS	4 820	530	319	1 374	118	1
Oise	Distribution	377	151	42	86	27	0
	Collectivités	1 641	850	1 223	2 239	13	0
	Autre dont ESS	255	98	99	2 824	20	0
	Distribution	162	75	48	81	6	0
Orne	Collectivités	744	372	667	761	4	0
	Autre dont ESS	186	35	30	40	4	0
	Distribution	1 254	551	190	247	34	0
	Collectivités	2 206	1 430	2 842	2 959	14	0
Pas-de-Calais	Autre dont ESS	901	208	123	178	39	0
	Distribution	806	365	112	103	22	2
Puy-de-Dôme	Collectivités	1 314	718	986	1 251	8	0
	Autre dont ESS	415	36	64	66	19	0
	Distribution	827	414	111	99	26	1
	Collectivités	1 168	763	988	1 523	10	0
Pyrénées-Atlantiques	Autre dont ESS	878	204	230	463	7	8
	Distribution	103	51	22	29	4	0
Hautes-Pyrénées	Collectivités	390	239	431	504	6	0
	Autre dont ESS	356	66	4	9	4	0
	Distribution	421	223	38	59	9	0
	Collectivités	673	455	578	660	7	0
Pyrénées-Orientales	Autre dont ESS	434	41	75	110	2	0
	Distribution	1 308	599	123	128	39	0
Bas-Rhin	Collectivités	2 366	1 243	1 539	2 934	22	0
	Autre dont ESS	6 765	222	193	383	59	8
	Distribution	834	319	110	100	26	2
	Collectivités	1 496	969	1 139	1 866	22	0
Haut-Rhin	Autre dont ESS	954	73	76	100	26	0
	Distribution	2 367	1 065	162	272	106	5
Rhône	Collectivités	3 022	1 369	1 681	3 738	35	0
	Autre dont ESS	2 337	264	202	572	82	44
	Distribution	83	46	25	19	4	0
	Collectivités	867	428	595	981	9	0
Haute-Saône	Autre dont ESS	189	45	23	32	1	0
	Distribution	617	292	90	75	17	0
Saône-et-Loire	Collectivités	1 588	873	1 142	1 851	14	0
	Autre dont ESS	561	76	95	165	11	0
	Distribution	538	238	90	93	16	0
	Collectivités	845	515	935	1 111	7	0
Sarthe	Autre dont ESS	83	33	109	81	15	0
	Distribution	509	225	50	56	9	9
Savoie	Collectivités	1 609	748	695	1 463	16	0
	Autre dont ESS	149	56	39	135	11	4
Haute-Savoie	Distribution	1 118	494	88	90	19	0

DEPARTEMENT	ORIGINE	FLUX					
		GEM HORS FROID	GEM FROID	ÉCRANS	PAM	LAMPES	PV
	Collectivités	2 671	1 221	1 241	2 205	19	0
	Autre dont ESS	196	74	78	3 458	16	0
Paris	Distribution	8	2	2	32	24	0
	Collectivités	557	330	365	1 033	6	0
Seine-Maritime	Autre dont ESS	124	64	100	328	50	0
	Distribution	1 735	728	158	215	46	0
Seine-et-Marne	Collectivités	2 511	1 310	1 851	2 773	17	0
	Autre dont ESS	1 375	220	132	183	35	2
Yvelines	Distribution	4 090	1 391	295	476	41	0
	Collectivités	1 008	574	941	1 563	6	0
Deux-Sèvres	Autre dont ESS	3 649	282	132	289	21	0
	Distribution	251	97	15	169	43	1
Somme	Collectivités	789	350	618	1 345	11	0
	Autre dont ESS	2 723	98	187	334	55	0
Tarn	Distribution	218	106	44	48	11	0
	Collectivités	991	485	757	1 207	10	0
Tarn-et-Garonne	Autre dont ESS	237	68	222	590	6	0
	Distribution	426	185	46	66	23	0
Var	Collectivités	876	611	888	1 029	12	0
	Autre dont ESS	382	51	47	64	12	4
Vaucluse	Distribution	242	117	33	42	37	0
	Collectivités	1 303	661	858	1 129	10	0
Vendée	Autre dont ESS	517	191	120	144	4	4
	Distribution	144	76	21	38	4	0
Vienne	Collectivités	676	348	408	394	4	0
	Autre dont ESS	248	124	137	1 666	4	7
Haute-Vienne	Distribution	1 986	892	127	178	36	0
	Collectivités	2 767	1 401	1 043	2 082	6	0
Vosges	Autre dont ESS	575	86	65	152	12	15
	Distribution	307	164	53	107	17	0
Yonne	Collectivités	1 019	587	679	836	6	0
	Autre dont ESS	1 502	55	27	37	3	0
	Distribution	937	384	185	134	23	3
	Collectivités	2 232	1 097	1 602	2 559	0	0
	Autre dont ESS	1 200	132	98	139	30	0
	Distribution	321	157	47	66	13	0
	Collectivités	989	552	758	1 153	8	0
	Autre dont ESS	559	77	97	153	14	3
	Distribution	377	168	59	69	13	0
	Collectivités	803	474	721	1 102	0	0
	Autre dont ESS	58	26	63	139	16	0
	Distribution	202	109	40	32	20	0
	Collectivités	1 217	645	877	1 245	16	0
	Autre dont ESS	236	36	35	32	11	0
	Distribution	446	264	50	57	11	0

DEPARTEMENT	ORIGINE	FLUX					
		GEM HORS FROID	GEM FROID	ÉCRANS	PAM	LAMPES	PV
	Collectivités	882	599	810	1 295	10	0
	Autre dont ESS	180	56	34	65	5	0
Territoire de Belfort	Distribution	119	61	16	14	7	0
	Collectivités	360	191	261	391	3	0
	Autre dont ESS	2	2	1	2	0	0
Essonne	Distribution	3 771	1 383	296	470	42	0
	Collectivités	848	437	787	1 276	11	0
	Autre dont ESS	945	155	64	150	77	0
Hauts-de-Seine	Distribution	275	105	12	51	43	0
	Collectivités	204	100	226	413	3	0
	Autre dont ESS	4 360	69	63	161	67	0
Seine-Saint-Denis	Distribution	846	245	50	72	35	0
	Collectivités	386	188	332	449	8	0
	Autre dont ESS	1 034	117	110	441	102	0
Val-de-Marne	Distribution	3 851	1 513	182	145	39	0
	Collectivités	268	138	259	490	6	0
	Autre dont ESS	830	76	126	475	46	0
Val-d'Oise	Distribution	2 411	812	90	357	79	0
	Collectivités	701	283	558	1 016	8	0
	Autre dont ESS	310	73	187	5 944	55	0
Guadeloupe	Distribution	308	231	21	67	4	0
	Collectivités	1 459	1 001	283	592	3	0
	Autre dont ESS	19	20	9	40	3	0
Martinique	Distribution	329	316	10	63	6	0
	Collectivités	1 064	668	257	508	3	0
	Autre dont ESS	20	17	6	28	4	0
Guyane	Distribution	29	11	2	5	1	0
	Collectivités	120	59	23	64	1	0
	Autre dont ESS	19	21	1	11	0	0
Réunion	Distribution	490	375	17	159	14	0
	Collectivités	2 007	1 257	531	1 363	8	0
	Autre dont ESS	172	123	38	118	3	10
Saint Pierre et Miquelon	Distribution	0	0	0	0	0	0
	Collectivités	39	20	21	19	0	0
	Autre dont ESS	0	0	0	0	0	0
Mayotte	Distribution	23	16	1	5	0	0
	Collectivités	13	6	2	0	0	0
	Autre dont ESS	10	91	1	3	1	0
TOTAL (France métropolitaine + DOM)		271 662	108 405	106 086	175 918	4 894	295

V.2.3. COLLECTE D'ÉQUIPEMENTS PROFESSIONNELS

- Répartition des tonnages d'équipements professionnels collectés par catégorie d'équipement et par type d'organisation mise en place

CATEGORIE D'EQUIPEMENT	TONNAGE D'EQUIPEMENTS PROFESSIONNELS COLLECTES			
	Eco-organisme	Système individuel	Total en tonne	en %
1	8 182	550	8 733	15%
2	284	34	318	1%
3	10 016	15 096	25 112	43%
4	18	1	18	0%
5	2 822	365	3 187	6%
6	1 377	855	2 232	4%
7	0	1	1	0%
8	3 081	508	3 589	6%
9	10 989	580	11 568	20%
10	887	2 154	3 041	5%
Total	37 656	20 145	57 801	100%

- Tonnage collecté par éco-organisme et par catégorie

CATEGORIE D'EQUIPEMENTS	TONNAGE D'EQUIPEMENTS PROFESSIONNELS COLLECTES (EN TONNES ET EN % ⁶¹)			
	Ecologic	Eco-systèmes	Récylum	Total en tonnes
1	6 637 (76%)	1 545 (18%)	0 (0%)	8 182 (94%)
2	261 (82%)	23 (7%)	0 (0%)	284 (89%)
3	12 505 (50%)	0 (0%)	0 (0%)	12 505 (50%)
4	18 (97%)	0 (0%)	0 (0%)	18 (97%)
5	0 (0%)	0 (0%)	2 853 (90%)	2 853 (90%)
6	0 (0%)	1 268 (57%)	109 (5%)	1 377 (62%)
7	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)
8	0 (0%)	0 (0%)	3 157 (88%)	3 157 (88%)
9	0 (0%)	973 (8%)	10 041 (87%)	11 013 (95%)
10	0 (0%)	887 (29%)	0 (0%)	887 (29%)
Total	19421 (33,6%)	4697 (8,1%)	16159 (28,0%)	40 277 (70%)

Les quantités d'équipements collectées par les éco-organismes sont comparées avec celles collectées par les producteurs en système individuel. Les parts de marché des 5 éco-organismes pour chaque catégorie ne sont ainsi pas égales à 100 % comme pour les équipements ménagers.

- Nombre de points de collecte par éco-organisme

POINT DE COLLECTE	NOMBRE DE POINTS DE COLLECTE PAR ECO-ORGANISME			
	Ecologic	Eco-systèmes	Récylum	Total
Points d'apport volontaire hors distribution	20	68	162	250
Distributeurs	66	0	1 367	1 433
Économie sociale et solidaire	14	0	15	29
Autres points de collecte	967	350	2 812	4 129
Total	1 067	418	4 356	5 841

- Tonnage collectés par éco-organisme et par catégorie

⁶¹ Ce pourcentage représente la part du tonnage collecté par éco-organisme et par catégorie, par rapport au tonnage total collecté, à la fois par les éco-organismes et par les producteurs en système individuel.

CATEGORIE	COLLECTE PAR ORIGINE (EN TONNES)						TOTAL
	Eco-systèmes		Ecologic		Récylum		
	Collecte EO	Détenteurs	Collecte EO	Détenteurs	Collecte EO	Détenteurs	
Catégorie 1	1 545 (19%)	0 (0%)	876 (11%)	5 761 (70%)	0 (0%)	0 (0%)	8 182 (100%)
Catégorie 2	23 (8%)	0 (0%)	261 (92%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	284 (100%)
Catégorie 3	0 (0%)	0 (0%)	3 191 (32%)	6 826 (68%)	0 (0%)	0 (0%)	10 016 (100%)
Catégorie 4	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	18 (100%)	0 (0%)	0 (0%)	18 (100%)
Catégorie 5	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	1 990 (71%)	832 (29%)	2 822 (100%)
Catégorie 6	1 268 (92%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	5 (0%)	103 (8%)	1 377 (100%)
Catégorie 7	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)
Catégorie 8	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	2 151 (70%)	930 (30%)	3 081 (100%)
Catégorie 9	4 (0%)	968 (9%)	0 (0%)	0 (0%)	606 (6%)	9 410 (86%)	10 989 (100%)
Catégorie 10	887 (100%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	887 (100%)
Total	3 728 (10%)	968 (3%)	4 327 (11%)	12 604 (33%)	4 753 (13%)	11 275 (30%)	37 656 (100%)

- Tonnage d'EEE usagés exportés et réemployés hors de France par origine et par catégorie

CATEGORIE	EEE USAGES ENLEVES POUR REEMPLOI PAR ORIGINE (EN TONNES)				TOTAL
	Eco-Systèmes	Ecologic	Récylum	Système individuel	
Catégorie 1	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	0,1 (100%)	0 (100%)
Catégorie 2	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)
Catégorie 3	0 (0%)	2 489 (48%)	0 (0%)	2 736 (52%)	5 225 (100%)
Catégorie 4	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)
Catégorie 5	0 (0%)	0 (0%)	31 (100%)	0 (0%)	31 (100%)
Catégorie 6	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	4 (100%)	4 (100%)
Catégorie 7	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)
Catégorie 8	0 (0%)	0 (0%)	75 (100%)	0,3 (0%)	76 (100%)
Catégorie 9	0 (0%)	0 (0%)	25 (100%)	0 (0%)	25 (100%)
Catégorie 10	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)
Total	0 (0%)	2 489 (46%)	131 (2%)	2 740 (51%)	5 360 (100%)

- Taux de collecte des équipements professionnels par catégorie et par éco-organisme

Le taux de collecte est calculé à partir des quantités collectées en année N (auxquelles sont ajoutées les quantités d'EEE usagés exportés pour réemploi hors de France) par rapport à la moyenne des 3 dernières années de quantités mises sur le marché (n-1, n-2, n-3).

CATEGORIE D'EQUIPEMENT	TAUX DE COLLECTE EN POURCENTAGE EN 2016				
	Ecologic	Eco-systèmes	Récylum	Total EO	Taux de retour global (EO et systèmes individuels)
1	23,4%	7,0%		16,2%	13,1%
2	13,3%	24,2%		13,8%	8,2%
3	78,1%			77,2%	43,5%
4	2,3%			2,3%	1,0%
5			8,8%	8,8%	9,5%
6	0,0%	68,3%	25,3%	53,5%	15,6%
7	0,0%			0,0%	0,3%
8			31,9%	31,3%	28,3%
9		490,4%	77,0%	83,1%	57,2%
10	0,0%	22,1%		22,0%	27,1%
Total	41,0%	16,6%	29,0%	30,5%	27,0%

V.3 TRAITEMENT

V.3.1. COMPARAISON PLURIANNUELLE DU TRAITEMENT PAR CATEGORIE

QUANTITES TRAITEES (EN TONNES)		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	TOTAL
2006	Ménager	443	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	443
	Professionnel	7	2	5 621	114	0	1 385	8	383	3	857	0	8 378
	Total	450	2	5 621	114	0	1 385	8	383	3	857	0	8 821
2007	Ménager	95 723	7 776	12 987	20 444	2 392	927	172	23	312	9	0	140 765
	Professionnel	252	0	11 518	76	0	29	0	251	11	444	0	12 582
	Total	95 976	7 776	24 505	20 520	2 392	956	172	274	323	453	0	153 347
2008	Ménager	168 591	15 044	32 614	49 617	3 804	2 887	408	88	474	11	0	273 537
	Professionnel	445	0	11 086	450	0	14	0	510	12	385	0	12 904
	Total	169 036	15 044	43 700	50 067	3 804	2 902	408	598	486	395	0	286 441
2009	Ménager	223 695	19 669	48 070	63 641	3 083	4 475	872	99	967	42	0	364 613
	Professionnel	554	6	19 062	653	1	79	0	521	83	640	0	21 599
	Total	224 249	19 675	67 132	64 294	3 084	4 554	872	620	1 050	681	0	386 212
2010	Ménager	236 441	21 648	47 401	91 309	3 641	4 922	946	96	1 139	63	0	407 607
	Professionnel	750	26	14 164	33	30	29	0	461	39	490	0	16 021
	Total	237 191	21 674	61 565	91 342	3 671	4 951	946	557	1 177	553	0	423 628
2011	Ménager	248 840	25 813	51 516	112 728	4 328	6 039	1 262	115	1 063	16	0	451 720
	Professionnel	637	8	18 895	24	274	59	0	1 365	245	776	0	22 284
	Total	249 478	25 821	70 411	112 752	4 602	6 098	1 262	1 480	1 308	792	0	474 003
2012	Ménager	252 097	26 800	51 345	102 979	3 657	6 533	1 347	202	1 092	33	0	446 083
	Professionnel	128	10	15 773	6	721	69	0	583	151	776	0	18 217
	Total	252 225	26 810	67 117	102 984	4 378	6 602	1 347	785	1 243	808	0	464 301
2013	Ménager	262 272	29 523	47 287	98 384	4 781	8 375	1 493	69	1 481	24	0	453 689
	Professionnel	1 136	13	16 592	1	1 704	840	0	2 124	1 555	949	0	24 915
	Total	263 408	29 536	63 879	98 385	6 486	9 215	1 493	2 193	3 036	973	0	478 603
2014	Ménager	290 580	34 472	48 707	99 972	4 500	10 003	1 868	152	1 242	40	0	491 535
	Professionnel	2 150	6	19 024	1	2 763	558	0	2 770	2 138	1 850	0	31 260
	Total	292 730	34 478	67 731	99 973	7 262	10 562	1 868	2 922	3 379	1 890	0	522 795
2015	Ménager	357 085	36 756	57 311	101 366	4 644	12 402	2 832	156	2 132	1	366	575 050
	Professionnel	4 639	74	20 571	57	2 013	765	0	2 958	8 367	2 984	0	42 428
	Total	361 724	36 830	77 882	101 423	6 657	13 167	2 832	3 114	10 499	2 986	366	617 478
2016	Ménager	410 676	40 222	70 022	118 702	4 967	14 859	2 868	199	3 863	81	223	666 682
	Professionnel	7 823	115	23 986	43	3 159	2 171	1	3 502	11 549	2 918	0	55 267
	Total	418 499	40 337	94 008	118 745	8 126	17 029	2 869	3 701	15 412	2 999	223	721 949

V.3.2. COMPOSITION DES DEEE MENAGERS (CAMPAGNE DE CARACTERISATION DES ECO-ORGANISMES)

TYPE DE COMPOSANTS	2015	% DU TOTAL DES DEEE TRAITES
Cartes de circuits imprimés	9 518	1,7%
Fraction minérale	13 644	2,4%
Résidus de broyage	74 036	12,9%
Métaux ferreux	274 166	47,7%
Métaux non-ferreux	43 074	7,5%
Matières plastiques	95 226	16,6%
Verre	58 253	10,1%
Autres	6 624	1,2%
Total	574 685	100,0%

V.3.3. REPARTITION PAR MODE DE TRAITEMENT ET PAR CATEGORIE (DEEE MENAGERS ET PROFESSIONNELS)

CATEGORIE	TRAITEMENT PAR TYPE (EN TONNES)					TOTAL DE L'ANNEE
	Élimination	Recyclage	Préparation à la réutilisation	Réutilisation de pièces	Valorisation énergétique	
Catégorie 1	36 481 (9%)	330 035 (79%)	4 398 (1%)	3 938 (1%)	43 647 (10%)	418 499 (100%)
Catégorie 2	5 683 (14%)	31 972 (79%)	183 (0%)	29 (0%)	2 470 (6%)	40 337 (100%)
Catégorie 3	11 032 (12%)	73 774 (78%)	3 629 (4%)	227 (0%)	5 347 (6%)	94 008 (100%)
Catégorie 4	12 810 (11%)	99 176 (84%)	435 (0%)	48 (0%)	6 276 (5%)	118 745 (100%)
Catégorie 5	755 (9%)	6 756 (83%)	114 (1%)	102 (1%)	399 (5%)	8 126 (100%)
Catégorie 6	2 182 (13%)	13 788 (81%)	80 (0%)	12 (0%)	967 (6%)	17 029 (100%)
Catégorie 7	405 (14%)	2 273 (79%)	13 (0%)	2 (0%)	176 (6%)	2 869 (100%)
Catégorie 8	293 (8%)	3 164 (85%)	9 (0%)	4 (0%)	231 (6%)	3 701 (100%)
Catégorie 9	909 (6%)	13 996 (91%)	20 (0%)	11 (0%)	476 (3%)	15 412 (100%)
Catégorie 10	253 (8%)	2 319 (77%)	364 (12%)	25 (1%)	38 (1%)	2 999 (100%)
Catégorie 11	13 (6%)	209 (94%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	223 (100%)
Total	70 818 (10%)	577 463 (80%)	9 246 (1%)	4 397 (1%)	60 025 (8%)	721 949 (100%)

V.3.4. PRODUITS SPECIFIQUES ISSUS DU TRAITEMENT DES DEEE MENAGERS ET PROFESSIONNELS

SUBSTANCE OU COMPOSANT	QUANTITES EXTRAITES DES DEEE EN 2016 (EN TONNE)		
	DEEE ménagers	DEEE professionnels	TOTAL
Câbles électriques extérieurs	8 854 (7%)	828 (18%)	9 681 (7%)
Cartes de circuits imprimés	11 529 (9%)	1084 (24%)	12 613 (10%)
Cartouches de toner	366 (0%)	174 (4%)	540 (0%)
CFC, HCFC, HFC et HC : gaz extraits en deuxième phase de dépollution	389 (0%)	8 (0%)	397 (0%)
CFC, HCFC, HFC et HC : gaz extraits en première phase de dépollution	114 (0%)	8 (0%)	122 (0%)
CFC, HCFC, HFC et HC : huiles contenant des traces de CFC	363 (0%)	5 (0%)	367 (0%)

SUBSTANCE OU COMPOSANT	QUANTITES EXTRAITES DES DEEE EN 2016 (EN TONNE)		
	DEEE ménagers	DEEE professionnels	TOTAL
Composants contenant des fibres céramiques réfractaires	1 (0%)	0 (0%)	1 (0%)
Composants contenant des substances radioactives	1 (0%)	0 (0%)	1 (0%)
Composants contenant du mercure	55 (0%)	13 (0%)	0 068 (0%)
Condensateurs contenant du polychlorobiphényle (PCB) et condensateurs électrolytiques contenant des substances dangereuses	508 (0%)	90 (2%)	0 598 (0%)
Déchets d'amiante et composants contenant de l'amiante	7 (0%)	1 (0%)	9 (0%)
Écrans à cristaux liquides et écrans rétroéclairés par des lampes à décharge	6 629 (5%)	206 (5%)	6 835 (5%)
Lampes à décharge	4 792 (4%)	9 (0%)	4 801 (4%)
Matières plastiques contenant des retardateurs de flamme bromés	28 254 (22%)	1 188 (26%)	29 441 (22%)
Piles et accumulateurs	990 (1%)	801 (18%)	1 791 (1%)
Tubes cathodiques	64 353 (51%)	155 (3%)	64 507 (49%)
Total	127 207	4 568	131 775

V.3.5. TRAITEMENT D'ÉQUIPEMENTS MÉNAGERS

- Répartition par flux et par éco-organisme des tonnages d'équipements ménagers traités en 2016

ECO-ORGANISME	QUANTITES TRAITÉES PAR FLUX (EN TONNES)						TOTAL
	Écran	GEM F	GEM HF	PAM	Lampes	PV	
Ecologic	27 033	20 355	35 205	54 909	0	0	137501 (21%)
Eco-systèmes	78 890	88 394	233 014	123 694	0	0	523992 (79%)
Récylum	0	0	0	0	4 967	0	4967 (1%)
PV CYCLE	0	0	0	0	0	223	223 (100%)
Total	105 922 (16%)	108 749 (16%)	268 218 (40%)	178 603 (27%)	4 967 (1%)	223 (0%)	666 682

- Répartition par catégorie et par éco-organisme

CATÉGORIE D'ÉQUIPEMENTS	Total	Ecologic	Eco-systèmes	Récylum	PV CYCLE
1	410 676	65 288 (16%)	345 387 (84%)	0 (0%)	0 (0%)
2	40 222	8 784 (22%)	31 438 (78%)	0 (0%)	0 (0%)
3	70 022	29 970 (43%)	40 052 (57%)	0 (0%)	0 (0%)
4	118 702	27 560 (23%)	91 142 (77%)	0 (0%)	0 (0%)
5	4 967	0 (0%)	0 (0%)	4 967 (100%)	0 (0%)
6	14 859	4 413 (30%)	10 445 (70%)	0 (0%)	0 (0%)
7	2 868	1358 (47%)	1510 (53%)	0 (0%)	0 (0%)
8	199	51 (25%)	149 (75%)	0 (0%)	0 (0%)
9	3 863	34 (1%)	3829 (99%)	0 (0%)	0 (0%)
10	81	43 (52%)	39 (48%)	0 (0%)	0 (0%)
11	223	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	223 (100%)
Total	666 682	137 501 (21%)	523 992 (79%)	4 967 (1%)	223 (0%)

- Répartition des tonnages d'équipements ménagers traités en 2016 par lieu de traitement

LIEU DE TRAITEMENT	QUANTITES TRAITÉES	
	en tonne	en %
France	655 139	98,27%
Belgique	7 844	1,18%
Espagne	1 252	0,19%
Allemagne	1 093	0,16%
Pay-Bas	1 022	0,15%
Italie	332	0,05%
Total	666 682	100%

- Répartition des tonnages d'équipements ménagers traités en 2016 par type de traitement et par catégorie

CATEGORIE	TRAITEMENT PAR TYPE (EN TONNES)					TOTAL DE L'ANNEE
	Destruction	Recyclage	Réemploi	Réutilisation de pièces	Valorisation énergétique	
Écrans	10 488 (10%)	89 671 (85%)	364 (0%)	34 (0%)	5 366 (5%)	105 922
GEM F	5 626 (5%)	84 884 (78%)	1 342 (1%)	1 126 (1%)	15 771 (15%)	108 749
GEM HF	25 765 (10%)	211 493 (79%)	2 723 (1%)	2 784 (1%)	25 454 (9%)	268 218
Lampes	282 (6%)	4 538 (91%)	0 (0%)	0 (0%)	147 (3%)	4 967
PAM	25 235 (14%)	141 492 (79%)	810 (0%)	129 (0%)	10 936 (6%)	178 603
PV	13 (6%)	209 (94%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	223
Total	67 409 (10%)	532 287 (80%)	5 240 (1%)	4 073 (1%)	57 674 (9%)	666 682

- Évolution des quantités de DEE ménagers confiées en vue du réemploi et réellement réemployées

ANNEE	QUANTITES CONFIEES EN VUE DU REEMPLOI (EN TONNES)	QUANTITES REEMPLOYES (EN TONNES)	TAUX DE REEMPLOI
2007	40 900	4 415	10,8%
2008	43 446	4 735	10,9%
2009	44 666	5 678	12,7%
2010	45 582	5 704	12,5%
2011	48 080	6 800	14,1%
2012	47 666	4 479	9,4%
2013	44 160	3 928	8,9%
2014	47 082	4 647	9,9%
2015	48 053	4 948	10,3%
2016	47 790	5 240	11,0%

- Répartition des produits spécifiques issus du traitement des DEEE ménagers par nature en 2016

NATURE	TONNAGE	POURCENTAGE
Câbles électriques extérieurs	8 854	7,0%
Cartes de circuits imprimés	11 529	9,1%
Cartouches de toner	366	0,3%
CFC, HCFC, HFC et HC : gaz extraits en deuxième phase de dépollution	389	0,3%
CFC, HCFC, HFC et HC : gaz extraits en première phase de dépollution	114	0,1%
CFC, HCFC, HFC et HC : huiles contenant des traces de CFC	363	0,3%
Composants contenant des fibres céramiques réfractaires	1	0,0%
Composants contenant des substances radioactives	1	0,0%
Composants contenant du mercure	55	0,0%

Condensateurs contenant du polychlorobiphényle (PCB) et condensateurs électrolytiques contenant des substances dangereuses	508	0,4%
Déchets d'amiante et composants contenant de l'amiante	7	0,0%
Écrans à cristaux liquides et écrans rétroéclairés par des lampes à décharge	6 629	5,2%
Lampes à décharge	4 792	3,8%
Matières plastiques contenant des retardateurs de flamme bromés	28 254	22,2%
Piles et accumulateurs	990	0,8%
Tubes cathodiques	64 353	50,6%
Total	127 207	100%

V.3.6. TRAITEMENT D'ÉQUIPEMENTS PROFESSIONNELS

- Répartition des tonnages d'équipements professionnels traités en 2016, par catégorie d'équipement et par type d'organisation mise en place

CATEGORIE D'EQUIPEMENT	TONNAGE D'EQUIPEMENTS PROFESSIONNELS TRAITES			
	Eco-organisme	Système individuel	Total en tonne	en %
1	7 273	550	7 823	14%
2	81	34	115	0%
3	8 604	15 382	23 986	43%
4	41	2	43	0%
5	2 837	322	3 159	6%
6	1 376	795	2 171	4%
7	0	1	1	0%
8	3 091	411	3 502	6%
9	10 995	554	11 549	21%
10	751	2 167	2 918	5%
Total	35 049	20 218	55 267	100%

- Répartition des tonnages d'équipements professionnels traités en 2016 par lieu de traitement

LIEU DE TRAITEMENT	QUANTITES TRAITÉES	
	en tonne	en %
France	48 794	88,29%
UE hors France	4 461	8,07%
Hors UE	2 012	3,64%
Total	55 267	100%

Le tableau suivant précise les pays en Union Européenne et hors Union Européenne qui ont été destinataires de DEEE collectés en France et les quantités de DEEE correspondantes.

LIEU DE TRAITEMENT	QUANTITES TRAITÉES	
	EN TONNE	EN %
France	48 794	88,3%
UE Hors France		
Pays-Bas	2 480	4,5%
Belgique	781	1,4%
Allemagne	437	0,8%
Irlande ou Eire	436	0,8%
Tchèque (République)	216	0,4%
Espagne	55	0,1%
Autriche	1	0,0%
Suède	53	0,1%
Croatie	1	0,0%
Pologne	1	0,0%

LIEU DE TRAITEMENT	QUANTITES TRAITEES	
	EN TONNE	EN %
Italie	1	0,0%
Roumanie	0	0,0%
Hongrie	0	0,0%
Hors UE		
Egypte	361	0,7%
Emirats Arabes Unis	210	0,4%
Israël	205	0,4%
Corée (République de)	202	0,4%
Malaisie	177	0,3%
Chine	149	0,3%
Iraq	130	0,2%
Maroc	91	0,2%
Philippines	56	0,1%
Liban	55	0,1%
Turquie	44	0,1%
Hong-Kong	41	0,1%
Koweït	38	0,1%
Nigeria	33	0,1%
Indonésie	29	0,1%
Singapour	28	0,1%
Pakistan	21	0,0%
Maurice	20	0,0%
Jordanie	19	0,0%
Inde	14	0,0%
Ex-République Yougoslave de Macédoine	14	0,0%
Cambodge	14	0,0%
Cameroun	11	0,0%
Kenya	11	0,0%
Bahreïn	7	0,0%
Guinée Equatoriale	5	0,0%
Ouganda	5	0,0%
Sri Lanka	3	0,0%
Ukraine	3	0,0%
Qatar	3	0,0%
Océan Indien (Territoire Britannique de l')	3	0,0%
Kosovo	2	0,0%
Afrique du Sud	2	0,0%
Nouvelle-Zélande	2	0,0%
Albanie	2	0,0%
Iran	2	0,0%
Sénégal	1	0,0%
Gabon	1	0,0%
Ghana	0	0,0%
Burkina	0	0,0%
Total	55 267	100%

- Répartition des tonnages d'équipements professionnels traités en 2016 par type de traitement et par catégorie

CATEGORIE	TRAITEMENT PAR TYPE (EN TONNES)					TOTAL DE L'ANNEE
	Élimination	Recyclage	Préparation à la réutilisation	Réutilisation de pièces	Valorisation énergétique	
Catégorie 1	328 (4%)	6 953 (89%)	180 (2%)	4 (0%)	359 (5%)	7 823
Catégorie 2	4 (3%)	103 (89%)	0 (0%)	0 (0%)	8 (7%)	115
Catégorie 3	1 639 (7%)	17 657 (74%)	3 324 (14%)	181 (1%)	1 184 (5%)	23 986
Catégorie 4	12 (27%)	30 (70%)	0 (0%)	0 (0%)	1 (3%)	43
Catégorie 5	474 (15%)	2 218 (70%)	114 (4%)	102 (3%)	252 (8%)	3 159
Catégorie 6	83 (4%)	2 017 (93%)	13 (1%)	1 (0%)	57 (3%)	2 171
Catégorie 7	0 (0%)	1 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	1
Catégorie 8	265 (8%)	3 006 (86%)	8 (0%)	4 (0%)	219 (6%)	3 502
Catégorie 9	364 (3%)	10 935 (95%)	3 (0%)	8 (0%)	239 (2%)	11 549
Catégorie 10	242 (8%)	2 255 (77%)	363 (12%)	25 (1%)	33 (1%)	2 918
Total	3 409 (6%)	45 176 (82%)	4 006 (7%)	324 (1%)	2 352 (4%)	55 267 (100%)

- Répartition des tonnages d'équipements professionnels traités en 2016 par origine

CATEGORIE	TRAITEMENT PAR ORIGINE (EN TONNES)						TOTAL
	Eco-systèmes		Ecologic		Récyclum		
	Traitement EO	Détenteurs	Traitement EO	Détenteurs	Traitement EO	Détenteurs	
Catégorie 1	1 421 (20%)	0 (0%)	969 (13%)	4 884 (67%)	0 (0%)	0 (0%)	7 273 (100%)
Catégorie 2	24 (30%)	0 (0%)	57 (70%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	81 (100%)
Catégorie 3	0 (0%)	0 (0%)	2 718 (32%)	5 886 (68%)	0 (0%)	0 (0%)	8 604 (100%)
Catégorie 4	0 (0%)	0 (0%)	19 (46%)	22 (54%)	0 (0%)	0 (0%)	41 (100%)
Catégorie 5	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	2 006 (71%)	830 (29%)	2 837 (100%)
Catégorie 6	1 269 (92%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	5 (0%)	102 (7%)	1 376 (100%)
Catégorie 7	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)
Catégorie 8	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	2 164 (70%)	928 (30%)	3 091 (100%)
Catégorie 9	7 (0%)	968 (9%)	0 (0%)	0 (0%)	608 (6%)	9 412 (86%)	10 995 (100%)
Catégorie 10	751 (100%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	751 (100%)
Total	3 471 (10%)	968 (3%)	3 763 (11%)	10 792 (31%)	4 782 (14%)	11 272 (32%)	35 049 (100%)

- Répartition des produits spécifiques issus du traitement des DEEE professionnels par nature en 2016

NATURE	TONNAGE	POURCENTAGE
Câbles électriques extérieurs	828	18%
Cartes de circuits imprimés	1 084	24%
Cartouches de toner	174	4%
CFC, HCFC, HFC et HC : gaz extraits en deuxième phase de dépollution	8	0%
CFC, HCFC, HFC et HC : gaz extraits en première phase de dépollution	8	0%
CFC, HCFC, HFC et HC : huiles contenant des traces de CFC	5	0%
Composants contenant des fibres céramiques réfractaires	0	0%
Composants contenant des substances radioactives	0	0%
Composants contenant du mercure	13	0%
Condensateurs contenant du polychlorobiphényle (PCB) et condensateurs électrolytiques contenant des substances dangereuses	90	2%
Déchets d'amiante et composants contenant de l'amiante	1	0%
Écrans à cristaux liquides et écrans rétroéclairés par des lampes à décharge	206	5%
Lampes à décharge	9	0%
Matières plastiques contenant des retardateurs de flamme bromés	1 188	26%
Piles et accumulateurs	801	18%
Tubes cathodiques	155	3%
Total	4 568	100%

V.3.7. TAUX DE VALORISATION

Formules de calcul :

- **DEEE traités** = DEEE préparés à la réutilisation + DEEE réutilisés par pièces + DEEE recyclés + DEEE valorisés énergétiquement + DEEE détruits
- **Taux de réutilisation et recyclage** = (DEEE préparés à la réutilisation + DEEE réutilisés par pièces + DEEE recyclés) / DEEE traités
- **Taux de valorisation** = (DEEE préparés à la réutilisation + DEEE réutilisés par pièces + DEEE recyclés + DEEE valorisés énergétiquement) / DEEE traités

Légende des deux tableaux suivants :

	Absence d'objectif réglementaire
	Taux supérieur à l'objectif réglementaire
	Taux inférieur à l'objectif réglementaire

■ Taux de réutilisation et recyclage 2016

CATEGORIES D'EQUIPEMENTS	TOTAL TRAITE (VALORISE ENERGETIQUEMENT + RECYCLE+ REUTILISE PAR PIECES + PREPARE A LA REUTILISATION + DETUIT) POIDS TOTAL (EN TONNES)	PREPARATION A LA REUTILISATION, REUTILISATION ET RECYCLAGE		
		Poids total (en tonnes)	Taux de réutilisation et recyclage	Objectif réglementaire
1 - Gros appareils ménagers	418499	338371	81%	80%
1A- Gros appareils ménagers - Froid	115 093	92 909	81%	80%
1B- Gros appareils ménagers - Hors froid	303406	245 462	81%	80%
2 - Petits appareils ménagers	40337	32184	80%	55%
3 - Équipements informatiques et de télécommunications	94008	77629	83%	70%
3A - Équipements informatiques et de télécommunications – Écrans	15549	13 341	86%	70%
3B - Équipements informatiques et de télécommunications – Hors écrans	78 458	64 288	82%	70%
4 - Matériel grand public	118745	99659	84%	70%
4A - Matériel grand public – Écrans	95491	81 109	85%	70%
4B - Matériel grand public – Hors écrans	23 254	18 549	80%	70%
5 - Matériel d'éclairage	3159	2434	77%	55%
5a - Lampes à décharge gazeuse	4967	4538	91%	80%
6 - Outils électriques et électroniques	17029	13880	82%	55%
7 - Jouets, équipements de loisir et de sport	2869	2288	80%	55%
8 - Dispositifs médicaux	3701	3177	86%	55%
9 - Instruments de surveillance et de contrôle	15412	14027	91%	55%
10 - Distributeurs automatiques	2999	2708	90%	80%
11 – Panneaux photovoltaïques	223	209	94%	70%
TOTAL des 11 catégories	721 949	591 105	82%	-

■ Taux de valorisation 2016

CATEGORIES D'EQUIPEMENTS	TOTAL TRAITE (VALORISE ENERGETIQUEMENT + RECYCLE+ REUTILISE PAR PIECES + PREPARE A LA REUTILISATION +DETRUIT) POIDS TOTAL (EN TONNES)	VALORISATION (VALORISE ENERGETIQUEMENT + RECYCLE+ REUTILISE PAR PIECES + PREPARE A LA REUTILISATION)		
		Poids total (en tonnes)	Taux de valorisation	Objectif réglementaire
1 - Gros appareils ménagers	418499	382018	91%	85%
1A- Gros appareils ménagers - Froid	115 093	109 034	95%	85%
1B- Gros appareils ménagers - Hors froid	303 406	272 985	90%	85%
2 - Petits appareils ménagers	40337	34654	86%	75%
3 - Équipements informatiques et de télécommunications	94008	82976	88%	80%
3A - Équipements informatiques et de télécommunications – Écrans	15 549	14 096	91%	80%
3B - Équipements informatiques et de télécommunications – Hors écrans	78 458	68 880	88%	80%
4 - Matériel grand public	118745	105935	89%	80%
4A - Matériel grand public – Écrans	95 491	85 962	90%	80%
4B - Matériel grand public – Hors écrans	23 254	19 972	86%	80%
5 - Matériel d'éclairage	3159	2685	85%	75%
5a - Lampes à décharge gazeuse	4967	4685	94%	-
6 - Outils électriques et électroniques	17029	14847	87%	75%
7 - Jouets, équipements de loisir et de sport	2869	2464	86%	75%
8 - Dispositifs médicaux	3701	3408	92%	75%
9 - Instruments de surveillance et de contrôle	15412	14503	94%	75%
10 - Distributeurs automatiques	2999	2746	92%	85%
11 – Panneaux photovoltaïques	223	209	94%	80%
TOTAL des 11 catégories	721 949	651 131	90%	-

L'ADEME EN BREF

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME) participe à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de l'environnement, de l'énergie et du développement durable. Elle met ses capacités d'expertise et de conseil à disposition des entreprises, des collectivités locales, des pouvoirs publics et du grand public, afin de leur permettre de progresser dans leur démarche environnementale.

L'Agence aide en outre au financement de projets, de la recherche à la mise en œuvre et ce, dans les domaines suivants : la gestion des déchets, la préservation des sols, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, les économies de matières premières, la qualité de l'air, la lutte contre le bruit, la transition vers l'économie circulaire et la lutte contre le gaspillage alimentaire.

L'ADEME est un établissement public sous la tutelle conjointe du ministère de la Transition Écologique et Solidaire et du ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

LES COLLECTIONS DE L'ADEME

ILS L'ONT FAIT

L'ADEME catalyseur : Les acteurs témoignent de leurs expériences et partagent leur savoir-faire.

EXPERTISES

L'ADEME expert : Elle rend compte des résultats de recherches, études et réalisations collectives menées sous son regard.

FAITS ET CHIFFRES

L'ADEME référent : Elle fournit des analyses objectives à partir d'indicateurs chiffrés régulièrement mis à jour.

CLÉS POUR AGIR

L'ADEME facilitateur : Elle élabore des guides pratiques pour aider les acteurs à mettre en œuvre leurs projets de façon méthodique et/ou en conformité avec la réglementation.

HORIZONS

L'ADEME tournée vers l'avenir : Elle propose une vision prospective et réaliste des enjeux de la transition énergétique et écologique, pour un futur désirable à construire ensemble.

RAPPORT ANNUEL

ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES ET ÉLECTRONIQUES

DONNÉES 2016

Le présent rapport dresse un état des lieux de la filière des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) en France en 2016 sur la base des éléments recueillis via le registre DEEE et d'éléments d'analyses qualitatives provenant des acteurs de la filière.

Un site internet unique nommé SYDEREP (SYstème DEclaratif des filières REP) rassemble tous les Registres et Observatoires des filières de Déchets d'Éléments d'Ameublement, (DEA), Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE), Piles et Accumulateurs (PA), Gaz Fluorés (GF), Pneumatiques Usagés (PU) et Véhicules Hors d'Usage (VHU).

Près de 758 millions d'équipements électriques et électroniques ont été mis sur le marché en 2016, représentant 1,73 million de tonnes.

En 2016, 725 00 tonnes de déchets d'équipements électriques et électroniques ont été collectés en France pour un taux de recyclage de 80 %.

ADEME

Agence de l'Environnement
et de la Maîtrise de l'Énergie

www.ademe.fr